

@

Henri CORDIER

LA CHINE
de 1559 à nos jours

extraits de l'
HISTOIRE GÉNÉRALE
sous la direction d'
Ernest Lavisse et Alfred Rambaud

à partir de :

HISTOIRE GÉNÉRALE du IV^e siècle à nos jours
sous la direction d'Ernest Lavisse et Alfred Rambaud

LA CHINE, de 1559 à nos jours
par Henri **CORDIER** (1849-1925)

Armand Colin, Paris, 1893-1901.

L'Histoire générale du IV^e siècle à nos jours est un ouvrage en douze tomes publié entre 1893 et 1901 sous la direction de MM. Ernest Lavisse et Alfred Rambaud. De nombreux historiens y ont collaboré. En ce qui concerne la Chine, après Léon Cahun, qui a écrit sur les premiers siècles de la période, Henri Cordier a présenté l'histoire de la Chine depuis la mi-XVI^e siècle jusqu'à 1900.

Édition en format texte par
Pierre Palpant

www.chineancienne.fr
avril 2012

TABLE DES MATIÈRES

I. Jusqu'au milieu du XVIIe siècle.

État de la Chine au XVIe siècle — Gouvernement — Religions — État social — Arrivée des Portugais en Chine — Occupation de Macao — Les Hollandais en Chine — Les Anglais — Les Français — Les missions de Chine.

II. 1648-1722.

Chute des Ming — Chuen-tchi — K'ang-hi — Révolte de Koxinga — Les Hollandais à Formose — Fin de Koxinga — Révolte de Ou San-kouei — Coup d'œil rétrospectif sur l'histoire de l'Asie centrale — Guerre des Éleuthes — Fin du règne de K'ang-hi — Les lettres et les arts sous le règne de K'ang-hi.

Missionnaires et commerce français en Extrême-Orient : La question des rites chinois — Séminaire des Missions étrangères — Débuts de la Mission française de Péking — Vicariats apostoliques — Suite de la question des rites — Tournon et Mezzabarba; fin de la question des rites — Compagnies françaises de la Chine.

Progrès des Russes en Extrême-Orient : Marche des Russes à travers la Sibérie — Sièges d'Albasine : traité de Nertchinsk — Ambassade de Tou Li-chen.

III. Jusqu'au début du XIXe siècle.

L'empereur Young-Tching — K'ien-long — Guerre des Éleuthes — Annexion des T'ien-chan — Guerre de Birmanie — Transmigration des Tourgoutes — Réduction des Miao-tseu — Le Tibet — Campagne d'Annam — Les étrangers à Canton — Le *Co-hang* et les factoreries — Les Anglais à Canton — Les Français à Canton — Ambassade de lord Macartney — Ambassade hollandaise de Titsingh — Autres étrangers à Canton. — Les Russes dans le Nord — Mission de Péking ; suppression des jésuites — Les dernières années de K'ien-long.

IV. Depuis le début du XIXe siècle jusqu'à 1850.

L'empereur K'ia K'ing — Sociétés secrètes — Attaques des Anglais contre Macao — Ambassade de Lord Amherst — L'empereur Tao Kouang — Guerre des T'ien Chan — Troubles à Formose — Suite des affaires de Canton — Mission de Lord Napier — Guerre d'opium — Traité de Nan King — Ambassade américaine — Ambassade Lagrené — Traités divers — Ports ouverts — Chang-Haï — Hong Kong — Affaires de Fat Chan — Assassinat d'Amaral — Mort de Tao Kouang.

V. De 1850 à 1870.

L'empereur Hien Foug — Les T'ai Ping — Marche vers le nord — Chang-Haï — Les Musulmans au Yun-nan — Premières difficultés avec l'Angleterre — Affaire de l'*Arrow* — Commencement des hostilités — Attitude de la France — Martyre de l'abbé Chapdelaine — Le Parlement anglais — Plénipotentiaires — Révolte des Indes — Commencement des hostilités — Marche vers le nord — Traités de Tien-tsin — Affaire de Ta Kou — Guerre de 1860 — Commencement des hostilités — Prise de Ta Kou — Prise de Tien-tsin — Guet-apens de Toung-tcheou — Pa-li-kao — Prise du Palais d'été — Prise de Peking — Conventions de Peking — Fin de la campagne — Mort de Hien Foug ; Toung Tchi — Le

Histoire générale. **La Chine**
1559-1900

prince Kong — Guerre des T'ai Ping — Fin de la guerre des T'ai Ping — Les Nien Fei — Essais d'organisation militaire — Flottille Sherard-Osborne — Origine des douanes. Sir Robert Hart — Organisation des douanes — Arsenal de Fou-tcheou — Ports du Yang-tse — Les Américains en Chine — Autres traités — La Chine libre — Convention Alcock — Mission Burlingame — Massacre de Tien-tsin.

Russie et Chine : Ambassades russes — Mouravief, Nevelsky — Mouravief sur l'Amour — Traité d'Aïgoun — Traité de Tien-tsin — Traité de Peking.

VI. De 1870 à nos jours.

Massacre de Tien-tsin — Mariage impérial et audience — L'impératrice Tse-hi — Li Houng-tchang — Formose — Mort de Toung-tchi. Kouang-Siu — Mission Horace Browne — Convention de Tche-fou — Débuts des Russes — Rébellions — Yakoub Beg — Fin de la rébellion musulmane — Affaire de Kouldja — Tchang Tchi-tong — Règlement de l'affaire de Kouldja — Mariage impérial et audience — Guerre sino-japonaise — Les Russes — Les Allemands — Les Anglais — Les Français — Les Italiens — Missions commerciales — Chemins de fer — Coup d'État.

@

I

Jusqu'au milieu du XVII^e siècle ¹

@

^{p05.897} **État de la Chine au XVI^e siècle.** — Lorsque les Portugais arrivèrent à Canton, la dynastie éminemment chinoise des Ming régnait sur « l'empire du Milieu » depuis 1368 (elle dura jusqu'à 1644). Son fondateur, Hong-Wou, avait placé la capitale à Nanking ; puis son second successeur, le troisième empereur Ming, Yong-lo, la transféra en 1411, dans le Nord, à Péking, qui est resté le siège du gouvernement jusqu'à maintenant. Les Ming avaient remplacé la dynastie mongole ² des Yuan ou Youen, de la maison de Gengis-Khan. Après la mort de celui-ci (1227), son empire avait été divisé entre ses quatre héritiers : Ogodai, son troisième fils, eut l'Asie orientale ; mais le titre de *Grand-Khan* étant passé de la maison d'Ogodai dans celle de Toulouï, quatrième fils de Gengis, ce fut son fils Khoubilaï, le cinquième Grand-Khan des Mongols, qui fut le premier Youen, souverain effectif de la Chine sous les ^{p05.898} *noms de règne* de Tchoung-toung et de Tche-youen et le *nom dynastique* de Chi-tsou (1260-1295).

Cette période mongole est celle des grandes relations de l'Occident avec l'Orient et l'Extrême-Orient : la tolérance des *Il-Khans* mongols de l'Iran de la maison de Houlagou, frère cadet de Khoubilaï, présentait le plus vif contraste avec la tyrannie des sultans mamelouks d'Égypte. Aussi prenait-on pour se rendre aux Indes et en Chine la route de Perse plutôt que celle de la mer Rouge. La route de terre, soit par le Badakchan, le Tibet et le Koukounor, soit plutôt par l'Asie centrale et les T'ien-chan, était plus courte, mais plus dangereuse que la route de mer ³.

¹ *Histoire générale...*, [tome V, chapitre XXI](#), *L'Extrême-Orient : Chine...*, jusqu'au milieu du XVII^e siècle, pages 897-912.

² Sur les Mongols de la Chine, voir ci-dessus, t. III, p. 962 et suiv. ; t. IV, p. 919 et suiv. — Chi-tsou = Chi-tsu. — Toulouï = Touli, etc.

³ Celle-ci était prise par des moines comme Jean du Plan-Carpin et Guillaume de Rubrouck (Rubruquis) pour aller à Karakorum ; par des voyageurs, comme Marco Polo pour son voyage d'aller ; la route du Tibet fut suivie à son retour par Odoric de

Histoire générale. **La Chine** 1559-1900

La chute des Mongols et l'avènement des Ming amenèrent la destruction des missions chrétiennes de Péking et du Fou-Kien et la fermeture de la route de mer. Les progrès de l'islam causèrent la ruine des établissements de l'Asie centrale (1342) et firent supprimer l'accès des chemins de terre. La Chine reprenait son ancienne tradition : établir entre elle et le reste du monde une barrière que, seules, les guerres de notre siècle ont pu rompre.

Gouvernement. — On sait que le gouvernement de la Chine appartient à un empereur qui a le titre de *Houang-ti* ou de Tien-tseu (fils du ciel) et dont le pouvoir est absolu. Quand il monte sur le trône, on donne à son règne un nom (*nien-hao*) qui peut changer. Un des empereurs de la dynastie des *Soung* (960-1127) a eu jusqu'à neuf *nien-hao*.

Pour l'aider dans son gouvernement, l'empereur a une chancellerie ou grand-secrétariat (*nei-ko*). La dynastie mandchoue actuelle a créé en plus, en 1730, un *grand conseil* ou Conseil d'État (*Kioun Ki tchou*). Puis viennent les six ministères (*liou-pou*) : le *Li-Pou*, ministère de l'Intérieur, divisé en quatre bureaux, qui s'occupe des fonctionnaires, etc. ; le *Hou-Pou*, ^{p05.899} ministère des Finances, chargé des impôts, du cadastre, etc. ; le *Li-Pou*, ministère des Rites ou des Cérémonies, auquel il faut ajouter le *Yo-Pou*, bureau de la Musique Officielle, qui en est une dépendance ; le *Ping-Pou*, ministère de la Guerre, qui dirige l'armée et la marine ; le *Hing-Pou*, ministère de la Justice ou mieux des Châtiments ; et enfin le *Kong-Pou*, ministère des Travaux Publics. Il n'y avait pas de ministère des Affaires Étrangères ; ce que nous appelons le *Tsong li yamen*, ou mieux le *Tsong li ko kouo che wou yamen*, ne date que du 19 janvier 1861. Jadis les étrangers dépendaient du gouverneur de la province dans laquelle était situé le port auquel ils abordaient. Quand les Russes se trouvèrent en contact avec les Chinois, leurs relations, jusqu'à la création du *Tsong li yamen*, furent réglées par

Pordenone ; la route de mer, prise par Marco Polo pour rentrer en Europe, l'avait été par Jean de Monte-Corvino, et plus tard par Odoric, allant gagner le champ de leur mission.

Histoire générale. **La Chine**
1559-1900

le *Li fan youen*, bureau ou ministère spécial chargé des tribus de la Mongolie.

Les provinces, qui sont aujourd'hui au nombre de dix-huit, n'étaient que quinze sous les Ming. Elles sont administrées par des gouverneurs généraux (*tsong-tou*) ou des gouverneurs (*fou-tai*). Puis viennent des fonctionnaires d'un ordre moins élevé : le receveur général des finances (*pou-tching che-se, fan-tai*) ; le juge provincial (*ngan-tcha che-se, nié-t'ai*) ; le contrôleur de la gabelle (*yen-yün che-se, tou-tchouan*) le contrôleur des grains (*liang-tao*). Ces quatre fonctionnaires sont connus sous le nom de *se-tao*. Au-dessous, nous trouvons les intendants de circuit (*tao-tai, tche-fou, etc.*) ; jusqu'au grade de *tao-tai*, ces mandarins sont appelés *Excellence (ta-jen)* : au-dessous, ils ne sont que *très honorés (ta lao ye)*, ou *honorés (lao ye)*, Tous les fonctionnaires, ministres ou administrateurs provinciaux, sont contrôlés par des censeurs (*yu-che*), dont la cour est nommée *tou tcha youen*.

En Chine, il n'y a pas de castes comme en Corée, ni d'aristocratie militaire comme au Japon. La noblesse y est rare : elle est héréditaire dans les huit familles princières de *Li Tsin, Jouï, Yu, Sou, Tcheng, Tchouang, Chun* et *Ke*, auxquelles il faut ajouter le prince de *I*. Tous peuvent aspirer, par de grands services rendus à l'État, aux neuf rangs de noblesse dont les cinq principaux sont *Kong, Heou, Pé, Tseu* et *Nan*, souvent ^{p05.900} traduits par duc, marquis, comte, vicomte et baron. Ces degrés de noblesse, donnés aujourd'hui pour services militaires, sont tantôt à vie, tantôt héréditaires, hérédité qui parfois ne s'étend qu'à une ou deux générations. L'hérédité pour le duc (*Kong*) s'étend à vingt-six générations. La descendance de Confucius a ce titre. Le célèbre vice-roi Tseng Kouo-fan, anobli à la suite de succès contre les rebelles T'ai-Ping, est le père du diplomate bien connu en Europe, le marquis (*heou*) Tseng, qui a hérité du titre. Quelquefois, la noblesse est ascendante, c'est-à-dire que l'on anoblit un certain nombre des ancêtres directs du fonctionnaire qui mérite des honneurs. Si une noblesse personnelle peut être obtenue par ceux qui ont bien mérité du

Histoire générale. **La Chine**
1559-1900

pays, de même toutes les fonctions de l'État sont ouvertes à quiconque les a su mériter par des examens.

Après avoir étudié dans les écoles les premiers éléments, le jeune homme chinois complète son éducation en vue d'obtenir dans sa province ses deux premiers diplômes de bachelier et de licencié : *siu-tsai* et *ku-jen*. Ce n'est que dans la capitale de l'empire, à Péking, qu'il pourra avoir son troisième diplôme : *tsin-che* ; les premiers docteurs entrent à la célèbre Académie *Han-lin*. C'est parmi ces lettrés que se recrute le corps si nombreux des fonctionnaires, mais le plus modeste *siu-tsai* peut, avec du travail, de l'habileté et de la persévérance, aspirer aux plus hautes dignités. C'est, comme on le voit, la plus parfaite égalité. La religion achève de donner à l'état social de la Chine un aspect particulier.

Religions. — On désigne sous le nom de *san-kiao*, ou « trois religions », les cultes reconnus par l'État. Le *jou-kiao* est la religion d'État, celle des lettrés ; c'est la mise en pratique de la morale des livres de Confucius, ou plutôt de l'école de Tchou-hi, célèbre philosophe du XII^e siècle de notre ère. L'empereur est Fils du ciel (*tien tseu*) et la troisième personne de la trinité (*san tsaï*) : ciel, tien ; terre, ti ; et homme, jen. Ce culte d'État se compose essentiellement de trois ordres de sacrifices, dont les plus importants sont au nombre de quatre, offerts au Ciel (*Tien*), à la Terre (*Ti*), au temple des ancêtres (*tai miao*), et aux dieux du sol et des grains (*chie tsi*). Les cérémonies ^{p05.901} qui accompagnent ces différents sacrifices sont entourées d'une grande pompe et leur intérêt existe surtout pour les fonctionnaires, qui sont tous obligés d'accomplir officiellement certaines cérémonies à certaines époques déterminées. On voit donc qu'il est absolument impossible à un fonctionnaire chinois quelconque d'entrer dans une religion étrangère, le christianisme, par exemple, si cette religion ne lui permet pas de remplir les devoirs qui lui sont officiellement prescrits. De là, la tolérance des anciens jésuites à l'égard des Chinois convertis ; mais aussi, de cette tolérance, la question des rites — dont nous parlerons

plus tard — et comme résultat, le peu de progrès des missions étrangères dans l'empire du Milieu.

Les deux autres religions de la Chine sont le *taoïsme* (*tao kiao*) et le *bouddhisme* (*Fo kiao*). Le taoïsme a été inventé par les disciples du célèbre philosophe Lao-tseu, qui vivait vers la fin du VI^e siècle avant notre ère. Le bouddhisme, au contraire, est d'importation étrangère ¹ ; il pénétra en Chine à la fin du III^e siècle avant J.-C., mais il ne s'y implanta définitivement que vers l'an 61 de notre ère, sous l'empereur Ming-ti, de la dynastie des Han. Ces deux religions sont en réalité celles de la grande masse de la nation ; elles sont plus populaires par leurs cérémonies et leurs superstitions.

Et cependant, ce n'est aucune de ces religions qui régit vraiment la majorité des Chinois ; c'est une superstition nommée *foung-choui* (littéralement *vent* et *eau*) qui guide généralement le Chinois dans tous les actes de la vie. Ce *foung-choui* est un mélange de superstitions grossières dont, comme je l'ai dit ailleurs, une étude incomplète des phénomènes de la nature est la source, et des pratiques dénuées de sens commun le résultat. Le choix du jour du mariage, comme celui du jour des funérailles, l'achat d'une maison, l'entreprise d'une affaire, sont du domaine du *foung-choui*, dont relèvent tous les arts de la divination, aussi bien que toutes les fantaisies du hasard.

En outre du *foung-choui*, c'est le culte des ancêtres qui est la religion universelle de tous les Chinois, qu'ils soient ^{p05.902} confucianistes, taoïstes ou bouddhistes. Le culte des ancêtres a son origine dans la piété filiale poussée à outrance ; cette piété filiale, qui a sa source dans les enseignements de Confucius, n'est pas un simple sentiment d'amour réciproque entre parents et enfants, mais bien un devoir adapté à toutes les situations de la vie, décrit avec le soin le plus méticuleux dans le livre spécial appelé *Hiao-King*. Ce devoir marque le rapport entre le souverain et ses ministres, la piété filiale des grands et des lettrés, celle du peuple, aussi bien, sinon plus même, que la tendre affection qui doit régner

¹ [Voir ci-dessus, t. IV, p. 833 et suiv.](#)

Histoire générale. **La Chine**
1559-1900

entre les pères et les mères, les fils et les filles. Je n'ai pu m'empêcher d'écrire jadis que l'étude de la piété filiale dans le *Hiao-King* n'est nullement envisagée à un point de vue élevé : elle est terre à terre, sans grandeur. Si le *Hiao-King* n'a pas été écrit par Confucius, ni même par Tseng-tseu, son disciple, il n'en porte pas moins l'inspiration du célèbre moraliste chinois ; si le style même de ce livre permet d'hésiter sur le nom de son auteur, son caractère pratique le fait classer avec juste raison parmi les écrits de ce sage, dont le système a eu le plus de durée, parce qu'il était une morale simple, plutôt qu'une philosophie quintessenciée. La piété filiale n'est plus un sentiment naturel, spontané, élevé : c'est un devoir, parfaitement défini, envers les parents et le souverain. C'est la source même de toutes les vertus et la première des vertus est la conservation de soi-même.

État social. — La Chine forme une vaste famille ; on la désigne même quelquefois sous le nom de *pe kia sing*, les « Cent familles », dont le chef est l'empereur lui-même, fils du Ciel. On voit donc quelle chaîne ininterrompue s'étend, en quelque sorte, du parent au lettré, du lettré au fonctionnaire, du fonctionnaire aux grands, des grands aux princes, des princes à l'empereur, et comment le crime de rébellion à l'égard d'un ascendant, naturel ou officiel, peut devenir un crime de trahison, voire un crime de lèse-majesté. Ainsi donc, d'une part, l'égalité pour tous, d'autre part, la religion des ancêtres ou la piété filiale, sont les traits caractéristiques du peuple chinois. Le gouvernement a sa racine dans cet état social ; c'est dire que le moindre changement dans la forme du gouvernement ^{p05.903} amènerait forcément une transformation radicale dans l'état social de la nation. Aussi les conquérants de la Chine, tels les Mandchous *Tsing*, qui ont remplacé les *Ming* et qui règnent actuellement à Péking, l'ont si bien compris et ont tellement adopté la manière de voir de leurs sujets que ce sont eux qui ont été absorbés : le Mandchou a disparu pour faire place au Chinois. Si donc des événements faisaient désirer ou permettaient de faire des changements en Chine, ce ne sont pas les rouages administratifs qu'il faudrait briser tout d'abord, mais bien

s'attaquer aux sources vives de la civilisation chinoise, c'est-à-dire au système d'éducation et partant, aux examens, qui résultent de l'enseignement trop exclusif de la doctrine de Confucius ¹.

Arrivée des Portugais en Chine. — Lorsque Vasco de Gama, doublant le cap de Bonne-Espérance (22 nov. 1497), montrait aux Portugais une nouvelle route des Indes, l'océan Indien avait pour maîtres les princes musulmans par l'intermédiaire desquels passaient les marchandises à destination des sultans mamelouks d'Égypte ; par ceux-ci, ou plutôt par les Vénitiens, les produits de l'Extrême-Orient étaient distribués dans toute l'Europe. Quand les sultans mamelouks eurent été vaincus et remplacés en Égypte, en 1517, par les Turcs Ottomans, l'islam n'en continua pas moins à dominer dans la mer Rouge ; sauf Aden, les grandes forteresses musulmanes, Ormuz, Diu, Malacca étaient entre les mains des Portugais ². La grande victoire de Francisco d'Almeida sur les flottes combinées du Soudan d'Égypte et des radjas de Calicut et de Cambaye, devant Diu (3 fév. 1509), avait porté un coup terrible au commerce des musulmans dans la presqu'île indoue. On peut dire que la prise de Malacca ^{p05.904} (11 août 1511) par le grand Albuquerque, qui ouvrit aux Portugais la route de l'Extrême-Orient, leur fut encore plus funeste. La chute de Malacca eut un retentissement énorme dans toute l'Asie orientale ; le roi de Portugal dom Manoel écrivait de Lisbonne au pape, le 6 juin 1513 :

« Il y avait alors à Malacca des marchands étrangers de Sumatra, de Pégou, de Java, de Gorez et de l'Extrême-Orient de la Chine, qui ayant obtenu la permission d'Alphonse

¹ Cette organisation, qui a le suprême mérite de donner à l'administration une profonde stabilité, a le grand défaut, provenant de cette même stabilité, de ne pas permettre les modifications nécessaires à la vie moderne par la transformation de la Chine elle-même, mais seulement par l'action des peuples étrangers. Ces peuples sont devenus puissants par les facilités de locomotion et de transmission des idées, et de plus en plus nombreux, jusqu'à comprendre le globe entier. Et pendant que des pays moindres, comme le Japon, acceptaient les inventions du monde occidental, tandis que les nations d'Europe enserraient de tous côtés l'empire du Milieu, celui-ci a continué sa vie intérieure sans se préoccuper des conditions extérieures qui menaçaient sa tranquillité et sa stabilité, même son existence.

² [Voir ci-dessus, t. IV, p. 833 et suiv](#)

Histoire générale. **La Chine** 1559-1900

[Albuquerque] la liberté de faire le commerce, transportèrent leur habitation près de la citadelle et promirent obéissance au Portugal et d'accepter sa monnaie.

Très peu de temps après, les Portugais arrivèrent à Canton ; la plupart des historiens placent la date de leur premier voyage en 1517 : c'est une erreur. Une lettre du Florentin Andréa Corsali, écrite de Cochin le 6 janvier 1515 à Julien de Médicis, porte :

« L'année passée, nos Portugais naviguèrent à la Chine et on ne leur permit pas de descendre à la terre.

Le premier Portugais qui soit allé en Chine, et dont l'histoire nous ait conservé le nom, c'est Raphaël Perestrello ¹. Il fit le voyage à bord d'une jonque envoyée par Jorge d'Albuquerque, gouverneur de Malacca, probablement en 1515. Fernão Perez de Andrade, envoyé à la recherche de Perestrello qui ne revenait pas, et dont on était sans nouvelles, n'alla que jusqu'à Passeng (Sumatra), d'où, son meilleur bateau ayant brûlé, il fut obligé de revenir à Malacca. On l'obligea, malgré la mauvaise saison, à repartir le 12 août 1516. Andrade visita alors la Cochinchine et Poulo Condor, puis revint à Malacca, où Perestrello était rentré entre temps. Enfin, le 17 juin 1517, Andrade organisait un nouveau voyage : il équipa quatre navires portugais et le même nombre de bateaux malais, fit escale à Sumatra, puis (15 août) à l'île de Tamao (San-tchouen, Sancian, près de la côte de Chine), où il laissa six de ses bâtiments. En ayant obtenu la permission, il remonta avec les deux autres la rivière de Canton. Il s'attira les bonnes grâces des Chinois par son amabilité, son honnêteté et la justesse de son esprit. Il partit, laissant derrière lui le pharmacien Thomas Pires, qui devait se rendre ^{p05.905} comme ambassadeur à Péking à la cour de Wou-tsong (Tcheng-Té). Pires arriva à Nanking quatre mois plus tard. L'année suivante (1518), le frère de Fernão, Simão de Andrade, arriva à Canton avec un navire et trois jonques. Sa conduite fut toute différente de celle de son frère ; ses exigences exaspérèrent les Chinois

¹ Parent de la femme de Christophe Colomb.

Histoire générale. **La Chine** 1559-1900

qui le bloquèrent et, dans la crainte de périr par la famine, il fut obligé de fuir (1521), abandonnant une de ses jonques. Furieux, il s'apprêtait à attaquer l'île de Sancian lorsqu'un commissaire envoyé par le roi dom Manoel, Martin Alfonso de Mello Coutinho, le força à renoncer à son dessein. Mais il était trop tard pour se concilier les bonnes grâces des Chinois. Ceux-ci rencontrèrent la flotte de Coutinho près de Sancian (1522), lui infligèrent une sanglante défaite, s'emparèrent des navires portugais et de leurs cargaisons, qu'ils confisquèrent, et firent de nombreux prisonniers, qui furent jetés en prison et massacrés. On n'est pas exactement renseigné sur le sort de Thomas Pires, le premier ambassadeur qui fut laissé en Chine par Fernão de Andrade : les uns prétendent qu'il fut mis à mort par les Chinois ; d'autres, qu'il était resté en Chine et s'y était marié avec une Chinoise dont il avait eu une fille (que rencontra Fernão Mendes Pinto en 1543, ainsi qu'un ancien compagnon de Pires, Vasco Calvo).

Un des compagnons de Fernão de Andrade, Jorge Mascarenhas, visita avec des jonques les îles Lieou-Kieou, plusieurs ports du Fou-Kien et du Tche-Kiang, et, quelque temps après, les Portugais s'établirent sur la rivière, à Liam-po, entre Tchín-haï et Ning-po. Les exactions des Portugais et, en particulier, le massacre sans raison de tout un village, par Lancerote Pereira, attirèrent la colère des Chinois sur la colonie portugaise. Elle fut complètement détruite en 1545 : 12.000 chrétiens, dont 800 Portugais, furent anéantis et 80 navires ou jonques brûlés : on m'a montré jadis l'endroit où avait eu lieu cette grande exécution. Un autre établissement que, probablement sur les conseils de Jorge Mascarenhas, les Portugais avaient créé au sud de Liam-po, dans le Fou-Kien, à Chin-cheo (Tchang-tcheou), subit le même sort en 1549. Chassés de Canton, du Fou-Kien et du Tche-Kiang, les Portugais, réduits ^{p05.906} à faire le commerce dans les îles qui bordent le Kouang-toung, et en particulier dans celles qui se trouvent dans l'estuaire du Tchou-Kiang, s'établirent dans les îles de Sancian et de Lampacao, près de Macao. C'est dans cette dernière île que se réfugièrent trente Portugais qui avaient échappé au carnage de Tchang-tcheou. François-

Xavier, après avoir évangélisé les Indes et le Japon, se préparait à pénétrer en Chine, lorsqu'il mourut au seuil de la terre promise, dans l'île de Sancian (2 décembre 1552). Le lieu de sa mort fut l'objet d'un pèlerinage qui attira un si grand nombre de Portugais que les fonctionnaires chinois restreignirent le commerce étranger à la seule île de Lampacao.

Occupation de Macao. — A quelle époque et dans quelles conditions les Portugais occupèrent-ils Macao ? Quelques historiens prétendent que les Portugais, ayant aidé les autorités chinoises du Kouang-toung à détruire les innombrables pirates (*ladrones*) qui désolaient l'estuaire de la rivière de Canton, obtinrent la permission de s'établir dans la partie de l'île de Hiang-chan, consacrée à la déesse *A-ma*, dont le port, *A-ma-ngao* ou *Ngao-men*, est l'origine du nom de Macao. D'autres historiens placent en 1557 la création de cette ville, qui reçut le nom de *Cidade do nome de Deos de Macao*. Suivant les Chinois, l'établissement des Portugais à Macao serait antérieur (1553) ¹.

Plus tard, dans la seconde année du règne de l'empereur Wan-li (1575), les Chinois construisirent une barrière pour séparer Macao du reste de Hiang-chan. Il ne faudrait pas croire toutefois que les Chinois eussent abandonné tout droit sur Macao ; en réalité, les Portugais y étaient les vassaux des ^{p05.907} Chinois. Ces derniers ne manquèrent jamais de faire valoir leurs droits : ainsi, ils s'opposèrent au débarquement des Anglais en 1802 et en 1808, époque à laquelle l'amiral Drury fut reçu à coups de canon. D'ailleurs, depuis 1582, les

¹ « La trente-deuxième année de Kia-thsing (1503), dit Abel Rémusat ([Nouveaux Mélanges Asiatiques, I](#), 328-329), des vaisseaux étrangers abordèrent à Hao-King. Ceux qui les montaient racontèrent que la tempête les avait assaillis et que l'eau de la mer avait mouillé les objets qu'ils apportaient en tribut. Ils désiraient qu'on leur permît de les faire sécher sur le rivage de Hao-King. Wang-pe, commandant de la côte, le leur permit. Ils n'élevèrent alors que quelques dizaines de cabanes de jonc. Mais des marchands, attirés par l'espoir du gain, vinrent insensiblement, et construisirent des maisons de briques, de bois et de pierres. Les Fo-lang-Ki (Francs) obtinrent de cette manière une entrée illicite dans l'empire. Ainsi les étrangers commencèrent à s'établir à Macao du temps de Wang-pe. »

D'après un ouvrage chinois différent, Robert Morrison écrit : « Des étrangers de Macao, tribu de l'Océan occidental (Europe) commencèrent à arriver dès la trentième année de Kia-thsing. »

Histoire générale. **La Chine** 1559-1900

Portugais payaient aux autorités chinoises une redevance de 500 taëls par an. En outre, il y avait une double douane à Macao : l'une chinoise, l'autre portugaise ¹. Aucun vaisseau étranger, en dehors des Portugais et des Espagnols de Marseille, n'était autorisé par les Chinois à venir faire le commerce à Macao : l'intérêt même des habitants de Macao ne pouvait que leur faire approuver cette mesure. Les Portugais étaient même obligés de payer pour leurs navires le droit d'ancrage et de mesurage. Leur avantage sur les nations étrangères était de n'avoir à payer aux douanes du Céleste Empire que la même taxe que les marchandises chinoises.

Les Hollandais en Chine. — L'établissement des Portugais à Macao, ainsi que leurs autres possessions d'Asie, ne devaient pas tarder à exciter la convoitise des Hollandais, leurs successeurs en influence et leurs rivaux en affaires dans toutes les parties du monde. D'ailleurs la haine des Hollandais contre les Portugais était dirigée en réalité contre l'Espagne, dont le roi, Philippe II, avait annexé (1580) le Portugal, et, par suite, les colonies de cet État. Il n'est pas exagéré de dire que l'occupation espagnole, comme plus tard l'occupation française, ont été les causes principales de l'appauvrissement du domaine colonial des Portugais. La route des Indes étant fermée et inconnue aux Hollandais, ce fut, comme les Anglais, par le Nord, qu'ils cherchèrent le chemin de l'Asie orientale ². Le hasard, aidé d'ailleurs par l'intelligence, mit bientôt les ^{p05.908} Hollandais sur la voie de la navigation des Indes Orientales. Cornelis de Houtman, d'Alkmaar, étant prisonnier à Lisbonne en 1594, recueillit une foule de renseignements sur la route de l'océan Indien

¹ L'occupation anglaise de Hong-Kong et la liberté du commerce proclamée dans cette île modifièrent complètement les conditions économiques du Sud de la Chine. Aussi le gouverneur de Macao, João-Maria-Ferreira do Amaral, supprima-t-il successivement la douane portugaise (1846) et la douane chinoise (1849) ; les Chinois, fort irrités de ces changements, assassinèrent Amaral (22 août 1849). Depuis cette époque, les Portugais ont cessé de payer leur redevance annuelle et leurs taxes aux douanes chinoises. Le nouvel état de choses n'a été reconnu officiellement par la Chine que par le traité signé à Péking le 1^{er} décembre 1887.

² De là, les voyages de Willem Barentz et de Cornelis Nay en 1594, de Barentz en 1595 et 1596, ce dernier avec Jacob van Heemskerck ; plus tard ceux de Henry Hudson en 1609, de Jan Corneliszoon May en 1611 et de Willem Vermuyden en 1613.

Histoire générale. **La Chine** 1559-1900

auprès de pilotes et de négociants portugais ; aussitôt libéré, Houtman s'empessa, l'année suivante (1595), de former une *Compagnie* dite *des Pays Lointains* ¹.

Un premier voyage eut lieu en 1597, sous la direction de Houtman, commandant quatre vaisseaux, qui restèrent absents deux ans et quatre mois. De nouvelles expéditions ne tardèrent pas à partir d'Amsterdam, de Zélande et de Rotterdam. Puis, en 1602, fut créée la célèbre *Compagnie des Indes Orientales néerlandaises* ². En 1609, Pieter Both était nommé gouverneur général des Indes Orientales, et sous Jean Pietersz Coen, son troisième successeur, quatrième gouverneur général, le fort de Jacatra recevait, le 11 mars 1619, le nom de Batavia. C'était le point de départ de la puissance coloniale prodigieuse des Hollandais, qui devait s'étendre sur les deux mondes.

Coen entreprit la première véritable expédition pour la Chine : Cornélis Reyersz, qui la commandait, avait pour instructions de s'emparer, s'il était possible, de Macao, et de s'établir sur un point de la côte de Chine. Reyersz arriva devant Macao le 19 juin 1622. Obligé de s'en éloigner, le 24 juin, après un débarquement infructueux, et remontant le long du littoral, il s'empara des îles Ponghou ou Pescadores, dans le détroit de Formose. Les Chinois s'inquiétèrent de voir les Hollandais si voisins de la province du Fou-Kien : ils obtinrent d'eux le transfert de leur établissement dans l'île même de Formose, à Tai-ouan. C'est par un arrangement pris, le 19 février 1625, par Martin Sonk, premier gouverneur de la colonie, que ce transfert fut décidé.

Sous le quatrième gouverneur de Formose, Pieter Nuyts, le commerce hollandais, qui avait pris une très grande extension, commença à exciter la jalousie des négociants japonais qui, plus que les Chinois, leur faisaient concurrence dans l'île. Les ^{p05.909} Japonais se soulevèrent et firent prisonnier Nuyts, qui céda à leurs exigences, mais

¹ Elle était administrée par dix directeurs, dont voici les noms : Henri Hudde, Renier Paaw, Pierre Hasselaar, Jean Jansz, Carel de Oude, Jean Poppen, Henri Buyk, Dirk van Os, Syvert Pietersz Sem, et Arent van Grootenhuyze.

² Voir ci-dessous, [tome VI, chap. Hollande et Indoustan](#).

Histoire générale. **La Chine** 1559-1900

qui captura bientôt leurs jonques. Les autorités de Batavia, qui avaient rappelé Nuyts, le livrèrent en 1636 aux Japonais. Il ne fut relâché que l'année suivante, après l'envoi d'une ambassade hollandaise au Japon. C'est par de semblables concessions à Formose que les Hollandais, ainsi qu'on le verra plus loin, obtinrent le monopole du commerce étranger au Japon.

À Formose, les Hollandais n'eurent d'ailleurs pas seulement à lutter contre les Japonais, mais aussi contre les Espagnols. De même qu'on peut dire que la puissance hollandaise dans l'Extrême-Orient s'est restreinte à l'archipel indien, de même les conquêtes des Espagnols dans cette même partie du monde ont été limitées aux îles Philippines ; mais presque en même temps que les Hollandais, les Espagnols avaient jeté leur dévolu sur Formose. Par ordre du gouverneur des Philippines, don Fernando de Silva, une flotte partait de Manille, en février 1626, se rendait à Ki-loung, au nord de Formose, et y jetait les bases d'un établissement destiné à faire concurrence à la colonie hollandaise de Tai-ouan, sur la côte occidentale de l'île. Les Hollandais mirent un fort long temps, malgré les rapports de Pieter Nuyts, à agir contre leurs rivaux. Ce ne fut que le 23 août 1641 que Gonsalo Portilio, gouverneur de la forteresse *Santissima Trinidad* de Ki-loung, reçut avis des Hollandais que les hostilités allaient commencer s'il ne capitulait pas. Les Hollandais débarquèrent le 3 août 1642 devant Tam-soui, qui fut obligé de se rendre. Quelque temps après, Ki-loung subissait le même sort et les Hollandais restaient seuls maîtres de l'île. Ainsi que nous le constaterons dans un prochain chapitre, leur occupation devait durer jusqu'en 1662 ¹. Les Hollandais apportaient avec eux leur foi ; leurs missionnaires protestants, dont les plus célèbres sont George Candidius et Robert Junius, nous p05.910 ont donné les premiers ouvrages écrits sur la langue formosane.

¹ Nous donnons la série des gouverneurs dont l'histoire nous a conservé le nom : Dr. Maarten Sonk (1624-1625) ; Gérard Fredrikszoon de With (1625-1626) ; Pieter Nuyts (1627-1629) ; Hans Putmans (1629-1636) ; Johan van der Burg (1636-1640) ; Paulus Traudenius (1641-1643) ; Maximiliaan le Maire (1643-1644) ; François Caron (1644-1646) ; Pieter Antoniszoon Over't Water (1646-1650) ; Nicolaas Verburg (1650-1653) ; Cornelis Caesar (1653-1656) ; Frederik Coyett (1656-1662).

Les Anglais. — Probablement stimulés par l'exemple de Houtman, les Anglais, à la fin du XVI^e siècle, cherchèrent à établir leurs relations commerciales avec l'Extrême-Orient. Ils avaient obtenu des renseignements fort importants sur le commerce de l'Asie orientale par la prise, en 1592, d'un grand navire portugais appelé *Madre de Dios*, qui, conduit à Dartmouth, fut trouvé porteur, en outre d'une quantité considérable de marchandises, d'un registre donnant les détails les plus circonstanciés sur l'administration et le commerce du Portugal en Asie orientale. Aussi, en 1596, sir Robert Dudley équipa-t-il trois navires pour le commerce des Indes et de la Chine : the *Bear*, the *Bear's Whelp* et the *Benjamin*, sous les ordres du capitaine Benjamin Wood. Par la même occasion la reine Élisabeth envoyait à l'empereur de la Chine une lettre datée du 15 juillet 1596, par laquelle elle recommandait à ce puissant monarque ses sujets Richard Allen et Thomas Bromfield, honnêtes négociants et citoyens de Londres. L'expédition du capitaine Wood fut signalée en 1598 dans la mer des Indes comme s'étant emparée de deux navires portugais chargés d'argent : on ignore ce que devinrent les trois bâtiments anglais, car ce furent là les dernières nouvelles qu'on eut d'eux. ¹

Comme nous le verrons par la suite, les efforts des Anglais se dirigèrent tout d'abord vers le Japon ; c'est seulement en 1634 que leur première tentative sérieuse se tourna vers la Chine. Un certain capitaine anglais, Weddell, ayant été assez mal reçu à Macao, se décida à explorer la rivière de Canton. Les Chinois, prévenus contre lui par les Portugais, firent un très mauvais accueil aux Anglais ; mais l'énergie du capitaine Weddell força les Chinois à les mieux traiter et l'affaire fut bientôt arrangée aux dépens des Portugais, que les Chinois rendirent responsables. Le commerce des Anglais en Chine sera restreint encore longtemps à Macao, par conséquent au bon plaisir des Portugais, et ce ne sera qu'une trentaine d'années plus tard, sous la dynastie des *Tsing*, que nous le verrons s'établir à Canton. p05.911

¹ Périrent-ils dans une tempête ? c'est probable, car il est à peu près certain qu'on en aurait conservé la trace s'il y avait eu capture par une puissance ennemie.

Les Français. — Pendant cette période, l'influence de la France est encore moindre dans l'Extrême-Orient que celle de l'Angleterre. Nos relations avec les souverains mongols au XIII^e et au commencement du XIV^e siècle, et en particulier avec les Il-Khans de l'Iran, n'avaient eu que la durée éphémère des souverains qui les avaient entamées. La reprise de nos grandes navigations sous François I^{er} ne nous conduisit très probablement pas jusqu'à la Chine, quoique nous n'ayons pas été désintéressés au XVI^e siècle, comme on l'a cru longtemps, dans la navigation au delà du cap de Bonne-Espérance. Dans tous les cas, notre rôle y fut complètement nul, et il n'a pas laissé des traces aussi effectives que le séjour des Hollandais et des Portugais, ni même que celui (de dates aussi certaines) des Anglais en 1596 et 1634. Nos premiers missionnaires ont même pénétré dans l'empire du Milieu grâce à des circonstances absolument étrangères à la fille aînée de l'Église ; contrairement à ce qui s'est passé au Japon et en Cochinchine, l'établissement du christianisme en Chine est en quelque sorte tout à fait indépendant.

Sauf à leur origine, la fondation des missions catholiques dans le Céleste Empire est due à ce même François-Xavier qui évangélisa les Indes.

Les missions de Chine. — Les successeurs immédiats de François-Xavier, tous Italiens, Valignani, Ruggieri, Pasio, ne connurent de la Chine que le comptoir portugais de Macao. C'est à Matteo Ricci (né le 6 octobre 1552, à Macerata, dans la Marche d'Ancône) que revient l'honneur d'avoir rétabli les missions de Chine, abandonnées depuis le XIV^e siècle (nous ne comptons pas la courte apparition des Franciscains observantins ¹, qui vinrent des Philippines à la Chine en 1579). Ricci, très versé dans les mathématiques, après avoir étudié le chinois dans le Kouang-toung, se rendit à Nanking dans le Kiang-nan, à Nan-tchang dans le Kiang-si, et put enfin se fixer à Péking. Il y mourut le 11 mai

¹ Les pères Pedro d'Alfaro, Jean-Baptiste de Pesaro, Sébastien de Saint-Françisque, et Augustin de Tordesillas.

Histoire générale. **La Chine** 1559-1900

1610, après avoir fondé la mission des jésuites, si célèbre aux XVII^e et XVIII^e siècles. Les continuateurs ^{p05.912} de Ricci ¹ étaient ou des Portugais ou des Italiens. Ce n'est que vers le milieu du XVII^e siècle que nous voyons arriver les premiers Français ² ; mais l'influence française ne sera définitivement implantée que lorsque le Père La Chaise aura décidé Louis XIV à envoyer des jésuites à la Chine.

@

¹ Nicolas Longobardi (1610) et Jean de Rocha (1622), qui portèrent le titre de supérieurs, puis Emmanuel Diaz, François Furtado, Jules Aleni et Alvarez de Semedo, qui furent vice-provinciaux.

² Valat, Auger, Le Faure, Forget, Greslon, Motel, Gobbe.

II

1648-1722 ¹

@

^{p06.900} **Chute des Ming.** — La dynastie chinoise des *Ming*, qui régnait à Nanking depuis 1368 et à Péking depuis 1411, avait vu dès le XVI^e siècle décroître son influence ; l'empire, créé par Hong-Wou et par ses successeurs, qui avaient cherché à étendre leur puissance au delà même du continent, était devenu trop vaste pour les mains débiles de leurs descendants : les Tatars, repoussés vers le Nord, n'avaient pas tardé à reprendre leurs excursions vers le Sud. En 1550, pendant la période *Kia-Tsing*, l'invasion avait été repoussée, mais la faiblesse des empereurs, tombés entre les mains des eunuques, permit aux Tatars orientaux, c'est-à-dire aux Mandchous, descendants de l'ancienne dynastie *Kin* ou *Niou-tchen*, de concentrer leurs efforts sous un seul chef, T'ien-Ming ², qui, en 1618, battit complètement l'armée impériale. Il est l'ancêtre de la dynastie *Tsing*, qui règne actuellement sur la Chine. Les Mandchous, sous Hi-Tsoung, ^{p06.901} l'avant-dernier empereur Ming (1621-1628), s'emparèrent du Liao-toung et de sa capitale, et ils imposèrent aux habitants leur propre coutume de se raser le haut de la tête, ne gardant qu'une touffe de cheveux qui, en croissant, permet de tresser la natte ; la natte, que l'on croit être la caractéristique des Chinois, est, comme on le voit, d'importation étrangère. La rébellion ne tarda d'ailleurs pas à faciliter aux Mandchous la conquête du Céleste Empire ; huit chefs de révoltés répandirent leurs bandes dans le Setchouen, dans le Hou-Kouang et dans le Chen-si ; le plus considérable d'entre eux, Li Tse-tching, vint mettre le siège devant la capitale du Honan, la grande ville de Kai-foung, qui fut presque entièrement détruite

¹ *Histoire générale...*, [tome VI, chapitre XXIV](#), *L'Extrême-Orient : Chine...*, (1648-1722), pages 900-923.

² Ce chef est désigné dans les annales chinoises à partir de 1616 sous le nom de règne de *Tien-ming* et sous le nom de temple de *T'ai Tsou Kao Houang-ti*.

le 9 octobre 1641, par l'inondation du fleuve Jaune dont les digues avaient été rompues par le gouvernement impérial, désireux d'anéantir les rebelles. Cependant Li Tse-tching, maître du Ho-nan et du Chen-si, marchait en avant dans le Tche-li, droit sur la capitale, et, après un siège de trois jours, Péking se rendait. L'empereur Tchouang Lieh-Ti se pendit de désespoir (1643), terminant de cette façon lamentable la série des seize princes qui avaient occupé le trône des Ming.

Mais Li Tse-tching devait trouver une résistance inattendue dans Ou San-kouei qui commandait les troupes impériales dans le Liao-toung. Celui-ci, incapable de lutter seul, fit appel aux Mandchous ; leur chef Ts'oung-Teh, qui avait succédé en 1627 à Tien-Ming, à la tête de soixante mille hommes, mit en fuite Li, qu'il pourchassa jusque dans le Chen-si. Péking, dont le palais avait été détruit par les rebelles, restait ouvert ; ce fut au fils de Ts'oung-Teh, mort au milieu de son triomphe, que fut réservée la gloire d'entrer dans la capitale. Ce prince, qui porte le nom de règne de Chuen-tchi, est considéré comme le fondateur de la dynastie des *Tsing* (1644).

Chuen-tchi (1644-1662). — Empereur, il eut l'intelligence de changer fort peu de chose à l'administration existant sous les Ming : les lettrés confucianistes continuèrent à avoir la haute main ; les fonctionnaires mandchous, qui leur furent adjoints, n'étaient en réalité que des doublures, et finirent par être absorbés presque entièrement, tant pour la manière de penser que pour la langue, par leurs collègues chinois. ^{p06.902} Ou San-kouei, qui avait appelé les Tatars, fut récompensé par le titre de *Houang*, prince ou roi, et la grande ville de Si-ngan-fou, chef-lieu du Chen-si, fut choisie comme capitale de sa principauté. Cependant les Ming conservaient encore quelques partisans dans les provinces méridionales et maritimes ; successivement les Tatars s'emparèrent des provinces du Tche-Kiang, du Fou-Kien, et enfin de la capitale du Kouang-toung, Kouang-tcheou ou Canton. Le règne de Chuen-tchi, qui mourut en 1661, à l'âge de vingt-quatre ans, peut être considéré comme le prélude du règne glorieux de son plus jeune fils, K'ang-hi.

K'ang-hi (1662-1722). — Ce prince ¹ avait huit ans lorsqu'il monta sur le trône. Aussi quatre régents furent-ils nommés, pour administrer les affaires de l'empire, pendant une minorité qui semblait devoir être assez longue. Quoique l'empereur eût été reconnu à l'unanimité par les trois nationalités composant les huit bannières, — c'est-à-dire mandchoue, mongole, chinoise (*Han-Kün*), — qui avaient aidé à la conquête, l'*Inaltérable Paix* était loin de régner dans l'empire : du côté de Formose, c'est-à-dire dans le sud-est, avec Koxinga ; dans le Yun-nan et le Kouei-tcheou, c'est-à-dire dans le sud-ouest avec Ou San-kouei ; dans le nord, avec les Éleuthes et les Russes, la nouvelle dynastie se voyait entourée de rebelles ou d'ennemis. Soui, le premier des quatre régents, étant mort, K'ang-hi n'hésita pas, bien qu'il n'eût que treize ans, à prendre lui-même les rênes du gouvernement.

Révolte de Koxinga. — Parmi les provinces restées fidèles aux Ming, celle du Fou-Kien, par sa position, en face du littoral de Formose, et par l'esprit d'entreprise bien connu de ses habitants, fut celle qui résista le plus longtemps à l'envahisseur mandchou. Un certain Tcheng Tche-loung, d'une famille de pêcheurs de la préfecture de Tsiouen-tcheou, élevé à Macao, fut l'âme de la résistance. Il avait voyagé à Manille, et au Japon, où il épousa une Japonaise, qui lui donna un fils, Tcheng Tch'eng-koung, dont les Européens ont fait Koxinga. p06.903 Tcheng Tche-loung, fait par trahison prisonnier des Tatars et conduit à Péking, y fut mis à mort en 1661, après une longue captivité. Il trouva un vengeur en son fils qui, dès 1648, ravagea toutes les côtes de Chine. Koxinga échoua dans toutes ses entreprises sur terre ferme, et en particulier dans le Kiang-nan, dont il essaya, sans succès, de prendre la capitale, Nan-king. Toutefois les succès maritimes de Koxinga avaient fait donner par l'empereur Chuen-tchi l'ordre de dévaster la côte, afin d'affamer les pirates qui s'y ravitaillaient. Les

¹ Il nous est connu par le nom qui est donné à la période de son règne, en chinois *K'ang-hi*, en mandchou *Elkhe-taifin* (*Inaltérable Paix*), et par son nom de temple *Ching-tsou* (Saint Aïeul) *Jin Houang-ti* ; il avait comme petit nom *Hiouen-ye* (Étincelle Bleue).

continentaux cherchèrent alors un refuge naturel dans la grande île de Tai-ouan (Formose), qui se trouve en face du Fou-Kien.

Les Hollandais à Formose. — Les Hollandais avaient d'abord encouragé cette émigration ; mais ils furent bientôt effrayés du grand nombre de Chinois qui arrivaient dans leurs possessions. Ils espéraient d'ailleurs tirer quelque bénéfice de l'occupation mandchoue. Ayant appris par le père Martini, qui passait à Batavia pour se rendre en Europe, que les nouveaux maîtres de l'empire chinois autorisaient tous les étrangers à trafiquer librement à Canton, le *Grand Conseil* de Batavia envoya de Tai-ouan à Canton, en janvier 1653, le négociant Frédéric Schedel, pour y obtenir la permission d'y faire le commerce. Malgré l'opposition des Portugais, Schedel obtint l'autorisation d'établir un comptoir permanent à Canton, où il laissa Pierre Bolle avec des marchandises à vendre. Les intrigues des Portugais obligèrent les Hollandais à quitter Canton. Pour les mêmes raisons, un nouveau voyage à Canton de Schedel et de Zacharie Wagenaer eut un insuccès complet. De guerre lasse, les Hollandais résolurent de porter leurs doléances à Péking même et, dans ce but, ils firent choix comme ambassadeurs de Pierre de Goyer et de Jacob de Keyser, qui partirent de Batavia sur deux vaisseaux, le 14 juin 1655. Empêchés par une grande tempête d'entrer à Macao, l'un des bateaux, le *Koukercke*, arriva près de Canton, le 18 août 1655, l'autre, le *Blomendael*, quarante-huit jours plus tard. Malgré les efforts des mandarins de Canton, les envoyés hollandais partirent le 17 mars 1656 pour Péking, où ils arrivèrent le 17 juillet par la voie de Nan-tchang, Nanking, Yang-tcheou, Tien-tsin et ^{p06.904} Toung-tcheou. Dans la capitale, le missionnaire allemand Adam Schall joua un grand rôle dans les négociations. En échange d'avantages commerciaux, les Hollandais furent soumis aux traitements des nations tributaires et mis dans l'obligation de venir à Péking tous les cinq ans, puis tous les huit ans ; Goyer et Keyser, ayant quitté Péking le 16 octobre 1656, repassaient à Canton le 28 janvier 1657, et regagnaient le 31 mars de la même

année Batavia, où ils avaient la joie d'apprendre que leurs compatriotes venaient, à Ceylan, de prendre Colombo aux Portugais.

Cependant ces avances faites à la dynastie nouvelle ne servaient en rien les intérêts des Hollandais à Formose. Le Suédois Frédéric Coyett, qui, depuis 1656, était gouverneur de l'île et qui ne cessait d'attirer l'attention du Grand Conseil de Batavia sur les agissements de Koxinga et ses armements à Amoy, voyait ses chefs rester sourds à ses réclamations. En 1660, ils se décidèrent pourtant à envoyer douze navires et six cents hommes sous le commandement de l'amiral Jan van der Laan. Celui-ci, jugeant dans sa haute sagesse la garnison de Tai-ouan suffisante pour parer à toutes les éventualités, et croyant sur parole que Koxinga n'attaquerait jamais l'île, remit à la voile de Formose, le 10 avril 1661, pour attaquer Macao, où il échoua piteusement. Toutefois, sur son rapport, Coyett était suspendu de son gouvernement, et un successeur lui était donné dans la personne de Clenk, qui partait de Batavia en juin 1661. Entre temps, les événements marchèrent vite : Koxinga mettait à la voile et arrivait à Tai-ouan le 30 avril 1661 ; malgré la défense héroïque des Hollandais, le fort Provintia se rendait le 4 mai 1661. Clenk, qui arrivait sur ces entrefaites, s'empressait de prendre le large vers le Japon, abandonnant Coyett, que des renforts, arrivés au mois d'août, ne purent empêcher de capituler, le 1^{er} février 1662, avec tous les honneurs de la guerre.

Fin de Koxinga. — Koxinga hissait son drapeau le 12 février 1662 sur le fort Zelandia et restait seul maître de la grande île de Formose. Son règne ne devait pas être de longue durée ; il avait espéré un instant s'emparer des îles Philippines sur les Espagnols ; mais, atteint de folie furieuse, ^{p06.905} il mourut l'année même de son triomphe (2 juillet), à l'âge de trente-neuf ans. Les Hollandais n'avaient pas perdu l'espérance de reprendre Formose. Le 29 juin 1662, l'amiral Balthasar Bort fut envoyé à cet effet ; sa croisière d'une année n'amena aucun résultat pratique, pas plus qu'une nouvelle expédition partie de Batavia le 1^{er} juillet 1663. Une ambassade hollandaise, sous les ordres de Pieter

van Hoorn, est envoyée à Péking en 1666 ; Van Hoorn revient à Batavia en janvier 1668 ; sa mission, aussi infructueuse que celle de Van Goyer, ne rapportait que la permission de l'empereur d'envoyer des ambassadeurs de huit ans en huit ans, et de faire leur commerce non dans le Fou-Kien, mais une fois tous les deux ans à Canton. Le fils de Koxinga, Tcheng-King, qui avait succédé à son père dans Formose, continua la lutte contre les Tatars. À sa mort (1681), son fils aîné, K'ô-tsang, fut étranglé par un de ses officiers, et son second fils, K'ô-chouang, lui succéda, mais pour peu de temps ; trop faible par lui-même, trahi par les siens, il fut obligé de faire sa soumission à l'empereur K'ang-hi et de se rendre à Péking, où il finit ses jours. Le royaume éphémère de Koxinga avait cessé d'exister (1683).

Révolte de Ou San-kouei. — Plus que tout autre, Ou San-kouei, qui était originaire du Liao-toung, avait contribué à l'avènement de la dynastie tatare ; nommé *Ping-si-houang (Prince pacificateur de l'Ouest)*, avec le Yun-nan et le Se-tchouen comme apanage, il était devenu le plus puissant des trois princes feudataires. Les deux autres, Chang K'o-hi, le *Prince pacificateur du Sud*, et Keng Ki-mao, avaient été récompensés par un titre semblable pour les services qu'ils avaient rendus à la nouvelle dynastie et en particulier pour la part qu'ils avaient prise à la reddition de Canton. Cependant Ou San-kouei était tenu en suspicion à cause de sa puissance même, et son fils était retenu en otage à Péking. En 1674, l'empereur l'ayant invité à se rendre à la cour, il répondit qu'il ne se présenterait dans la capitale qu'à la tête de 80.000 hommes ; le Kouang-toung et le Fou-Kien se joignirent au rebelle ; le fils d'Ou San-kouei complota de s'emparer de l'empereur dans son palais au premier jour de l'an, mais la conspiration échoua. Toutefois le danger ^{p06.906} était d'autant plus grand qu'un descendant de Gengis-Khan, trouvant l'occasion favorable, levait l'étendard de la révolte en Tatarie. Tout autre que K'ang-hi eût succombé ; immédiatement il fait face à l'ennemi du nord, écrase et défait le prince mongol ; la zizanie se met entre les ennemis du sud et vient en aide à l'empereur ; les Formosans guerroyaient contre les gens du Fou-Kien ;

Chang K'o-hi, prince de la frontière, fait sa soumission pour le Kouang-toung ; il obtient son pardon au prix de son titre, qu'il est obligé d'échanger contre celui, plus modeste, de vice-roi. Ou San-kouei, resté seul, mourut en 1678, au moment même où il allait succomber devant les troupes impériales.

Nous avons à parler maintenant d'une puissance qui, quoique éphémère, a failli renouveler à son profit, dans le nord-ouest du Céleste Empire, la concentration des forces mongoles et reprendre la tradition de Gengis-Khan : les Éleuthes.

Coup d'œil rétrospectif sur l'histoire de l'Asie centrale. — La religion musulmane, qui avait pénétré dans le Turkestan dès l'époque des *Souï* (581-618) et des *T'ang* (618-907) sous le nom de *secte fleurie* (*hoa-men*)¹, n'avait pas tardé à y remplacer complètement le bouddhisme mongol. Aussi, dès la fin de la dynastie mongole, dans ce pays qui avait été attribué au second fils de Gengis-Khan, Djagataï, vit-on détruire les chrétientés florissantes et en particulier la mission d'Ili-bâliq (1342). Vers la fin des Ming, un descendant du Prophète à la vingt-sixième génération, Mahmoud (Makhdum), vint s'établir à Kachgar et fut reconnu comme chef par tous les princes de la contrée. Ce fut alors que les Éleuthes (Kalmouks ou Mongols occidentaux) commencèrent à dominer dans les T'ien-chan. Les tribus mongoles formaient quatre *oïrats* (d'où nous avons fait *éleuthe* par l'intermédiaire du chinois) : dans l'Ili, les *Tchoros*, qui sont les Dzoungares ; les *Dourbet*, sur l'Irtych ; les *Tourgoutes*, dans le Tarbagataï ; les *Kochots*, dans le pays d'Ouroumtsi. Sous le règne de K'ang-hi, un chef tchoro, l'Erdeni Bahadour Kong-Taïchi, fils d'Abouda Ablai Taïchi, fortement établi au nord des T'ien-chan, avait essayé de reconstituer l'aile gauche mongole (Dzoungares) en attaquant les princes musulmans : le p_{06.907} khan de Kachgar, Ismaël, fut envoyé prisonnier à Ili et l'administration de son pays fut confiée, sous la suzeraineté des Kalmouks (Éleuthes), à Hazrat Afak (Hidayat Allah), descendant du grand prêtre musulman

¹ Voir ci-dessus, [tome II, p. 907 et suiv.](#)

Makhdum Azam, qui créa la dynastie des Khodjas (1678). Kong-Taïchi étant mort en 1665, son second fils, Galdan Boushtou, allait continuer son œuvre lorsque K'ang-hi réussit à arrêter sa puissance naissante.

Guerre des Éleuthes. — Les Éleuthes menaçaient de s'avancer jusqu'au Kou-kou-Nor, mais leur route était barrée par les Kalkhas. Les Kalkhas descendaient de Geressandsa Jelaïr K'ong Tai-chi, fils de Dayan-Khan qui avait été Khakaan de 1470 à 1544 et qui, lui-même, avait pour ancêtre Khoubilaï. Ces Kalkhas servaient d'État-tampon entre les Éleuthes et la Chine ; leur écrasement pouvait amener l'envahissement du Céleste Empire. Aussi K'ang-hi n'hésita-t-il pas à se porter à leur secours, dès qu'il eut réduit les dernières révoltes intérieures. Galdan, campé sur l'Orkhon avec son armée, chassait les Kalkhas devant lui ; à la suite de quelques succès des Chinois, il fit à l'empereur (en 1690) une soumission plus apparente que réelle. La guerre recommença en 1696 : K'ang-hi s'avança jusqu'au Keroulen et mit Galdan en fuite. L'année suivante, l'empereur reprit la campagne, mais les ambassadeurs ennemis le vinrent trouver sur les bords du Hoang-ho dans le pays des Ordos. K'ang-hi accordait un délai de soixante-dix jours pour la soumission de Galdan, lorsqu'il apprit que celui-ci venait de mourir (1697). Nous verrons toutefois que la conquête définitive des T'ien-chan n'eut lieu qu'au siècle suivant, sous le règne de K'ien-long.

Fin du règne de K'ang-hi. — K'ang-hi avait enfin aplani toutes les difficultés qui, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur (à l'égard des Russes), avaient menacé, sinon de faire sombrer, du moins d'ébranler sérieusement le trône nouveau des Mandchous. Quelques intrigues de cour, dirigées contre le prince héritier, assombrirent seules les dernières années de ce grand empereur. Il mourut le 20 décembre 1722, âgé de soixante-neuf ans sept mois vingt-cinq jours, après un règne glorieux de soixante-et-un ans. Son quatrième fils, Young-tching, le remplaça sur le trône. p06.908

Les lettres et les arts sous le règne de K'ang-hi. — On a pu comparer K'ang-hi à son contemporain Louis XIV, et l'avantage resterait au monarque chinois. Constamment heureux dans ses guerres, politique habile, K'ang-hi fut de plus un des premiers lettrés de son pays. Outre une traduction en mandchou des *King* (livres classiques), un vaste dictionnaire connu sous le nom de *K'ang-Hi Tseu-tien* fut compilé par trente lettrés, et publié en 1716 ; il ne comprend pas moins de 44.449 caractères rangés sous 214 clés, et la remarquable préface a été écrite par l'empereur lui-même. Sous le titre de *Ching-yu kouang-yun*, K'ang-hi publia en 1670 un ouvrage, divisé en seize sections, destiné à l'instruction du peuple. Jusqu'aux jours malheureux de la question des rites, il aimait à s'entretenir avec les missionnaires européens de sa cour : le Belge Ferdinand Verbiest fit fondre les canons pour les guerres d'Ou San-kouei et des Éleuthes et construire une partie des instruments de l'Observatoire de Péking ; Thomas Pereira et Gerbillon servirent d'interprètes à K'ang-hi ; François Noël fut un lettré distingué ; Stumpf, Bouvet, Provana, de remarquables théologiens. Par ordre de l'empereur les jésuites entreprirent l'immense travail de la carte de la Chine, dressée par les pères Bouvet, Régis, Fridelli, Cardoso, Bonjour, de Tartre, Mailla, Hinderer, sous la direction générale du père Jartoux, qui, infirme, était obligé de rester à Péking. Le travail, commencé en 1708, était complètement achevé en 1718 et il reste encore, malgré quelques erreurs, la base de toutes les cartes de l'empire du Milieu ; il fait autant d'honneur à celui qui l'a ordonné qu'à ceux qui l'ont mené à bonne fin.

Missionnaires et commerce français en Extrême-Orient

@

La question des rites chinois. — Nous avons vu que Matteo Ricci était le vrai fondateur des missions de Chine ¹ ; p06.909 sa connaissance profonde des mathématiques, jointe à une grande souplesse de

¹ Voir ci-dessus, [page 05.911](#).

caractère et à une intelligente tolérance religieuse, lui assura immédiatement de brillants succès. La conversion d'un mandarin d'un rang très élevé, originaire des environs de Chang-Haï, Siu Kouang-ki, lui donna entrée dans les familles importantes du pays. Sous le nom de *Li Ma-teou*, il a traduit les six premiers livres d'Euclide, et écrit en chinois un grand nombre d'ouvrages, parmi lesquels la *Vraie doctrine de Dieu* est devenue presque classique. Ricci, avec l'habileté essentiellement pratique de sa compagnie, avait de suite compris que dans un pays où la religion officielle n'est qu'un code moral, base même du gouvernement et de la société, il fallait savoir concilier les exigences du christianisme avec le culte rendu à Confucius et aux ancêtres. Aussi voyons-nous ses successeurs, qui ne partageaient pas tous en théorie sa manière de voir, témoin le père Longobardi, suivre néanmoins sa tradition, arriver à gagner la bonne grâce des empereurs, et, comme les pères Adam Schall von Bell et Ferdinand Verbiest, occuper les hautes fonctions de président du « tribunal des mathématiques ». La France ne jouait qu'un rôle secondaire à cette époque dans l'histoire des missions ; le mouvement inauguré par les jésuites ne tardait pas à être imité par les autres congrégations. En 1631, deux dominicains, Angelo Coqui et Thomas Serra, arrivèrent. Deux Espagnols, l'un dominicain, Jean-Baptiste de Moralez, l'autre franciscain, Antoine de Sainte-Marie, les suivirent presque aussitôt. Une propagande trop active et sans doute un grand manque de tact amenèrent l'expulsion des dominicains et des franciscains en 1637. On sait la jalousie qui existait entre les différents ordres religieux ; les succès des jésuites n'étaient pas pour satisfaire leurs concurrents, qui les accusèrent immédiatement d'idolâtrie, prétendant que la tolérance avec laquelle ils regardaient le culte rendu à Confucius et aux ancêtres était en désaccord avec les doctrines chrétiennes. Sur ce sujet, Moralez, s'occupant de choses qui certainement ne le regardaient pas, adressa au père Emmanuel Diaz (senior), visiteur des jésuites, un mémoire en huit articles auquel ce dernier, avec juste raison, ne se donna pas la peine ^{p06.910} de répondre. Moralez, furieux, partit pour Rome, où il arriva en 1643. Après de longs pourparlers, il obtint, le 12 septembre

1645, un décret d'Innocent X condamnant les jésuites. Moralez, triomphant, s'empresse de retourner en Chine et notifie ce décret à ses adversaires. Ceux-ci ne se tiennent pas pour battus : ce qu'un pape a fait, un autre le peut défaire. Ils font choix pour les représenter à la cour de Rome d'un Italien du Trentin, Martin Martini, qui, après un voyage difficile, la tempête l'ayant poussé sur les côtes de Norvège, dut traverser la Hollande et l'Allemagne pour arriver en Italie. Martini réussit pleinement dans sa mission, car il obtint, le 23 mars 1656, un décret contradictoire d'Alexandre VII. Nouveau mémoire de Moralez à la Sacrée Congrégation (1661) ; nouveau décret de Clément IX contre les jésuites (20 novembre 1669). Quelques années auparavant, en 1665, une persécution générale avait éclaté contre les missionnaires, qui furent obligés de se réfugier dans la province de Canton, chez les jésuites. Malgré la mort de Moralez (1664), la lutte continua. Les écrits (1676) de son successeur Navarrete, préfet de l'ordre de saint Dominique en Chine, n'entament cependant pas la position des jésuites. Le 18 août 1686, ils sont fortifiés par le traité d'un dominicain, chinois de naissance, par conséquent très au courant de la question, le père Grégoire Lopez, évêque de Basilée, qui adresse son mémoire en faveur des jésuites à la Sacrée Congrégation. Tel était l'état des missions en Chine, lorsque Louis XIV, à l'instigation du père de La Chaise, qui désirait contrebalancer l'influence du nouveau séminaire des Missions étrangères, prit la résolution d'envoyer six jésuites français à Péking.

Séminaire des Missions étrangères. — Les voyages du père Alexandre de Rhodes à travers l'Asie, sa visite à Paris, où il était venu chercher des évêques pour l'Annam et le Tong-King, firent sentir la nécessité de recruter de nombreux travailleurs pour le champ si vaste des missions. En 1663, un carme déchaussé, dom Bernard de Sainte-Thérèse, évêque *in partibus* de Babylone, avait créé, dans les terrains lui appartenant rue du Bac, un séminaire destiné à former les jeunes prêtres qui devaient aller prêcher la parole du Christ dans les pays p_{06.911} lointains. Presque à la même époque, sous la vive impulsion de Louis XIV et de son ministre Colbert, la Compagnie des Indes Orientales

Histoire générale. **La Chine** 1559-1900

était constituée en 1664 : ainsi qu'il est dit dans les documents préparatoires au décret royal arrêtant les bases de cette société, les intérêts religieux devront marcher parallèlement aux intérêts commerciaux, et les uns et les autres seront l'objet de la sollicitude du gouvernement. Déjà on avait fait choix de trois prêtres pour aller fonder en Chine, en Cochinchine, au Tong-King et à Siam, des missions françaises. Ce furent : François Pallu, chanoine de Saint-Martin de Tours, évêque d'Héliopolis ; de la Motte-Lambert, ancien conseiller à la Cour des aides en Normandie, puis directeur du Grand-Hôpital à Rouen, évêque de Béryte (Beirut) ; Ignace Cotolendy, curé à Aix-en-Provence, évêque de Métellopolis. Ce dernier, qui était vicaire apostolique de la Chine occidentale, n'arriva pas au champ de ses travaux, car il mourut (16 août 1662) près de Mazulipatam. Les lettres écrites des missions et les relations de cette époque nous racontent d'année en année les voyages des évêques français. Elles nous laissent déjà entrevoir la concurrence et même l'opposition qu'ils éprouvent de la part des autres ordres religieux établis précédemment dans les pays qu'ils visitent. La lutte allait devenir extrêmement vive.

Débuts de la mission française de Péking. — Le jésuite Philippe Couplet, Flamand de Malines, s'était embarqué à Macao (5 décembre 1681), sur un navire hollandais pour défendre à Rome les intérêts de sa compagnie. Débarqué en Hollande (octobre 1682), il se rendit en Italie en passant par Paris. Là, Louvois et le duc du Maine se résolurent à lui confier la liste de leurs *desiderata* sur la Chine ; il est probable que le roi et le père de La Chaise pensèrent que, les intérêts de la France étant d'accord avec ceux de la religion et de la science, il serait mieux de confier à des Français qu'à des étrangers le soin de faire à Péking des recherches pour le succès desquelles le roi de Portugal n'était pas moins zélé que le fils aîné de l'Église.

Les six missionnaires étaient : le père Guy Tachard, qui resta au Siam, Joachim Bouvet, Louis Le Comte, Jean de Fontaney, ^{p06.912} Jean-François Gerbillon et Claude de Visdelou. Ils s'embarquèrent à Brest le 1^{er} mars 1685 sur l'*Oiseau*, commandé par M. de Vaudricourt, avec le

chevalier de Chaumont, ambassadeur du roi à Siam, et partirent le surlendemain. Ils arrivèrent en Chine le 23 juillet 1687 et à Péking le 7 février 1688. Fontaney fut le premier supérieur de cette mission : il s'est occupé surtout d'astronomie. Gerbillon, qui devint supérieur en 1699, est un homme hors ligne : il avait acquis assez vite la langue mandchoue pour être employé comme interprète par l'empereur K'ang-hi lors de la signature du traité de Nertchinsk (27 août 1689). Le père Bouvet, sans avoir été supérieur, fut un des hommes considérables de la mission, quoique ses ouvrages, sauf sa *Vie de K'ang-hi* aient moins de réputation que ceux de ses confrères ; c'est lui qui, rentré en Europe en 1697, assura le recrutement de l'établissement de Péking en ramenant avec lui Prémare, Domenge, etc. Louis Le Comte est pour nous le moins intéressant du groupe : renvoyé en Europe pour s'occuper de la question des Rites, il ne fut pas l'une des parties les moins actives dans cette fameuse querelle, que ne contribuèrent pas peu à raviver ses *Nouveaux Mémoires sur l'état présent de la Chine*, auxquels son titre de confesseur de la duchesse de Bourgogne donna une importance spéciale. Le dernier, Claude de Visdelou, ne le cède en valeur scientifique qu'à Antoine Gaubil : ses *Recherches sur l'histoire de la Tartarie*, qui ne parurent que longtemps après sa mort comme supplément à une nouvelle édition de la *Bibliothèque orientale* de B. d'Herbelot, auraient pu être ignorées parce qu'il prit parti contre sa propre compagnie lors de la mission du patriarche d'Antioche, Charles-Thomas Maillard de Tournon. Nommé évêque *in partibus* de Claudiopolis, on peut dire qu'il mourut en exil chez les capucins de Pondichéry.

Vicariats apostoliques. — Auparavant, différentes congrégations exploitaient en commun les mêmes provinces ou les mêmes villes, et l'on voyait, à Fou-tchéou, par exemple, des églises de dominicains, de jésuites ou de prêtres des Missions étrangères. La rivalité des différents ordres, la concurrence qu'ils se faisaient entre eux au détriment de ^{p06.913} l'intérêt général de la propagande fit changer cet état de choses et diviser la Chine en vicariats apostoliques, administrés chacun

exclusivement par une congrégation. L'origine commune de ces vicariats est le diocèse de Macao, créé en 1587, dédoublé en 1587 pour rendre le Japon indépendant. Le diocèse de Macao, après avoir formé en 1659 trois vicariats apostoliques ¹ en plus du diocèse, a été réparti en 1690 en trois diocèses, Péking, Macao et Nanking, qui ont définitivement formé les vicariats actuels.

Suite de la question des rites. — Les jésuites français et les prêtres des Missions étrangères ne tardèrent pas à se jeter avec ardeur dans les controverses commencées par Moralez, et qui forment un chapitre si intéressant et si important dans l'histoire ecclésiastique. En 1682, l'ouvrage publié à Paris sous le titre *La morale pratique des jésuites*, mit le feu aux poudres ; le père Tellier répondit, et son livre fut censuré à Rome. Les Missions étrangères prennent position dans la question, de la manière la plus hostile contre les jésuites, par un mandement dénonçant les rites chinois, que lança (26 mars 1693) Charles Maigrot, évêque de Conon, leur vicaire apostolique au Fou-Kien. Puis, suivant l'exemple jadis donné par les dominicains, elles envoient à Rome un de leurs prêtres, Louis de Quemener, qui obtient un bref d'Innocent XII (15 janvier 1697). Quemener est bientôt remplacé à Rome par Nicolas Charmot. Deux ouvrages du père Le Comte, rentré en France, *Nouveaux Mémoires sur la Chine* et *Lettre à Mgr le duc du Maine sur les cérémonies de la Chine*, amenèrent une conflagration générale. Là-dessus, réunion, à Paris, de docteurs en Sorbonne, et, à Rome, réunion de cardinaux. Les presses de Cologne, de Paris, de Rome, de Louvain, de Venise, ne suffirent pas à imprimer les traités, pamphlets, décrets, censures, arrêtés, éclaircissements, histoires, réponses, lettres, mémoires, dont le ton atteint quelquefois à une violence inouïe. Les jésuites sont censurés par la Sorbonne, et le Saint-Office publie, le 20 novembre 1704, un décret prohibant les cérémonies chinoises. p06.914

¹ 1° Chen-si, Chan-si, Corée, Nan king, Péking, Ho-nan, Chan-toung Tatarie ; 2° Fou-Kien, Tché-Kiang, Kiang-si, Kouang-toung ; 3° Hou-Kouang, Kouang-si, Yun-nan, Kouei-tcheou.

Tournon et Mezzabarba ; fin de la question des rites. — Ce décret est approuvé par Clément XI, qui charge un légat *a latere* de le promulguer en Chine. Les jésuites luttent néanmoins ; ils ont dans leur jeu une carte qu'ils se gardent de négliger ; à des théologiens savants, mais peu pratiques, ils opposent des arguments de lettrés confucianistes ; aux discours latins ils opposent des textes chinois ; à l'opinion du pape ils répondent par l'avis de l'empereur de la Chine ; or l'empereur de la Chine, K'ang-hi, est le premier lettré de son royaume.

Le légat de Clément XI était Charles-Thomas Maillard de Tournon, patriarche d'Antioche, savant théologien, mais médiocre politique. Il fut reçu par l'empereur en audience particulière, puis en audience solennelle le 29 juin 1705. L'évêque de Conon, Maigrot, l'avait suivi dans la capitale ; il faut voir avec quelle ironie l'empereur parle à ce dernier, qui avait vécu dans le Fou-Kien, et n'avait qu'une fort médiocre connaissance de la langue parlée à Péking ; il faut lire dans les documents tant imprimés que manuscrits avec quelle verve ses adversaires, habitués au dialecte de la cour, le tournèrent en ridicule dans les discussions qui eurent lieu. Le légat, qui n'avait jamais pris contact avec les Asiatiques de l'Extrême-Orient, se distingua par son ardeur évangélique et par son peu de subtilité ; il courut grand risque d'être traité comme le dernier des coolies, mais il eut la chance d'avoir affaire à un prince éclairé. Ce fut néanmoins un désastre ; par un décret du 17 décembre 1705, K'ang-hi bannissait l'évêque de Conon ; quant au légat, il quittait Péking et se réfugiait à Canton, où, jeté en prison, il mourut le 8 juin 1710. Ce voyage du cardinal de Tournon porta un coup terrible aux missions de Chine : elles ne s'en relevèrent jamais, l'empereur avait senti combien peu sûr était le terrain de conciliation que lui avaient préparé les prêtres étrangers : désormais la doctrine chrétienne n'exista plus pour lui ; le missionnaire fut expulsé, et le savant seul, soit comme mathématicien, soit comme mécanicien, soit comme astronome, eut de l'influence à la cour impériale.

C'est en vain que Rome cherche à réparer les fautes commises : cinq ans plus tard, un nouveau légat est envoyé à ^{p06.915} Péking. C'était

encore un patriarche, celui d'Alexandrie : il s'appelait Charles-Ambroise Mezzabarba. Embarqué à Lisbonne le 25 mars 1720, il arrivait à Macao le 26 septembre. Plus intelligent que son prédécesseur, Mezzabarba aurait pu réussir, mais l'empereur était vieux, et il avait assez de discussions théologiques ; le légat, ayant obtenu une audience de congé le 4 mars 1721, quitta la capitale sans avoir rien gagné. Cette fameuse question des Rites fut enfin réglée d'une façon définitive, le 11 juillet 1742, par la bulle de Benoît XIV *Ex quo singulari*. En pratique, il en résultait que tous les missionnaires qui allaient en Chine, à quelque congrégation qu'ils appartenissent, devaient prêter le serment de regarder comme idolâtrique tout hommage rendu à Confucius et aux ancêtres, et de n'employer qu'un seul terme, celui de Tien-tchou, pour désigner l'Être suprême. Les jésuites étaient battus, mais le triomphe de leurs adversaires était sinon la ruine, du moins l'arrêt complet des progrès du christianisme en Chine. Benoît XIV avait peut-être raison au point de vue du dogme ; mais, comme il n'avait qu'une connaissance théorique du Céleste Empire, il avait commis, et l'événement l'a prouvé depuis, une faute qui ne saurait être réparée que par l'annulation de sa bulle. C'est chose facile pour l'un de ses successeurs : témoin les décrets contradictoires d'Innocent X, d'Alexandre VII, de Clément IX, d'Innocent XII, de Clément XI, de Clément XII et de Benoît XIV.

.....

^{p06.917} **Compagnies françaises de la Chine.** — La France entra assez tard dans le mouvement commercial de la Chine. Une première Compagnie constituée sous l'influence de Mazarin, le 25 septembre 1660, fut réunie en 1664 à la grande Compagnie des Indes Orientales. Celle-ci fit abandon en 1697 de son privilège en ce qui concernait la Chine au sieur Jourdan de Groussey, qui, protégé par le comte de Pontchartrain et séduit par les récits du père Bouvet, fit, le 4 janvier 1698, avec la Compagnie, un concordat qui fut homologué par arrêt du Conseil du Roi le 23 du même mois. La nouvelle entreprise eut le plus grand succès : son navire l'*Amphitrite*, parti de la Rochelle en mars 1698, était de retour en France le 3 août 1700.

Histoire générale. **La Chine** 1559-1900

« Ce ^{p06.918} succès, dit Morellet, ayant encouragé le sieur Jourdan, il forma une Compagnie pour le commerce de Chine, à laquelle la Compagnie des Indes céda cette partie de son privilège exclusif pour 25.000 livres, à condition que la nouvelle compagnie ne pourrait commercer dans aucune autre partie de l'Inde, ni même relâcher dans ses comptoirs. Cette dernière clause était bien dure, puisqu'elle imposait aux vaisseaux de la Compagnie de Chine la nécessité de faire un voyage de huit à neuf mois sans aucune relâche dans aucun établissement national.

Un second voyage de l'*Amphitrite* (mars 1701-septembre 1703) ne fut pas moins heureux. Les intéressés dans l'entreprise s'étaient associés avec une compagnie de Saint-Malo, créée par Lépine-Danican. Ils furent constitués en Compagnie de Chine par lettre patente de Louis XIV, d'octobre 1705, enregistrée au Parlement en février 1706. L'association fut moins heureuse. Aussi une nouvelle Compagnie put-elle obtenir le privilège du commerce de la Chine par arrêt du 28 novembre 1712. Les opérations commencèrent dès 1714, quoique le privilège ne courût que du 1^{er} mars 1715. Elles continuèrent jusqu'à l'époque à laquelle fut constituée la grande *Compagnie des Indes-Orientales* ¹.

Progrès des Russes en Extrême-Orient

@

Marche des Russes à travers la Sibérie. — Au moment même où l'empereur K'ang-hi luttait contre les Éleuthes, un autre danger menaçait la Chine dans le nord : les Russes menaçaient d'envahir la Mandchourie. La mort d'Ermak Timoféévitch, noyé en 1584 dans l'Irtych ², n'arrêta en aucune façon la marche des Russes vers l'est. Ils franchirent sans difficulté les grands fleuves sibériens jusqu'à la Lena,

¹ Voir ci-dessus, [page 05.897](#), et ci-dessous, [tome VII, chap. 1](#).

² Voir ci-dessus, [tome V, p. 753](#), 755, 757.

Histoire générale. **La Chine** 1559-1900

construisirent en 1632 à Iakoutsk un fort d'appui, et continuèrent leurs explorations jusqu'à la mer d'Okhotsk. Des Kosaks de Tomsk ayant poussé une reconnaissance vers le sud, p_{06.919} révélèrent l'existence d'un grand fleuve, qui n'était autre que l'Amour (1636). Deux ans plus tard, Perfilief, chef des Kosaks d'Iéniséisk, ayant avec 36 hommes exploré la Vitim, affluent de la Léna, rapporta des renseignements plus complets sur le grand fleuve. Aussi le voïévode de Iakoutsk, Golovine, dirigea-t-il d'autres expéditions vers l'Amour : la première fut menée par Bakhtéïarof ; la plus importante eut pour chef Vassili Poïarkof (1643-1646), qui a l'honneur d'être le premier Russe qui ait navigué sur l'Amour depuis son confluent avec la Zéïa jusqu'à son embouchure. De nouvelles explorations sont conduites par Grégori Vyjivtsof, Ivan Kvashmine et Vassili Iourief. Enfin, en 1648, Khabarof, à la tête d'une compagnie, descend la Léna, remonte avec difficulté l'Olekma, et ayant, en 1650, franchi les monts Stanovoï, pénètre dans le bassin de l'Amour. Il construit une série de forts sur les bords du fleuve, entre autres celui qui est devenu célèbre sous le nom d'Albasine. Son compagnon Stépanof descendit le fleuve, hiverna à l'embouchure du Shingal (Soungari Oula), qu'il remonta pour la première fois (20 mai 1654). Après trois jours de navigation à la voile, Stépanof rencontra un nombreux corps chinois, qui, après un combat, l'obligèrent à se replier sur l'Amour. Cette même année, fut construit à l'embouchure de la Koumara, le fort de Komarski. Cependant Athanase Pachkof, voïévode d'Iéniséisk, conduit 300 Kosaks par l'Angara, le Baïkal et la Sélenga, et fonde Nertchinsk (1658), au confluent de la Chilka et de la Nertcha. De là il dépêche à Stépanof des courriers qui apprennent que ce dernier, avec 200 Kosaks, vient d'être tué par les Chinois, à l'embouchure du Soungari, que les Russes sont par suite obligés d'abandonner.

La ville d'Albasine devenait de jour en jour plus importante. Aussi reçut-elle un gouverneur en 1672, Nicolas Tchernigovski, un Polonais, nommé par le voïévode de Nertchinsk. Peu de temps après elle fut élevée au rang d'un voïévodat et reçut des armes particulières. Les gens d'Albasine, par leurs incursions sur son territoire, ne tardèrent pas

à donner des craintes à l'empereur chinois. Des relations s'étaient d'ailleurs déjà établies entre les deux peuples : en 1653, une mission auprès du Fils du ^{p06.920}Ciel avait été confiée à Féodor Isakovich Baïkof. Plus tard, une nouvelle ambassade fut dirigée par Nicolas Spatar Milesco, qui, à son retour de Péking en 1675, avertit les gens d'Albasine du danger qu'ils couraient à continuer leurs déprédations, et de l'intérêt qu'ils avaient à vivre en bons termes avec leurs puissants voisins.

Sièges d'Albasine : traité de Nertchinsk. — Ils ne tinrent aucun compte de ces sages avis. Aussi, en juin 1685, 15.000 Chinois, avec 150 pièces d'artillerie de campagne et 50 pièces d'artillerie de siège, vinrent-ils mettre le siège devant leur ville. La garnison, commandée par Alexis Tolbousine, ne comprenait que 450 hommes avec 3 bouches à feu seulement, 300 mousquets et presque pas de munitions. Dans ces conditions, l'ouverture du feu, le 12 juin 1685, devait être bientôt suivie d'une capitulation. Séduits par les offres des Chinois, 25 Kosaks passèrent à leur service. Parmi eux, le prêtre Maxime Léontief, qui, quelque temps après, jeta les fondations d'une chapelle russe à Péking, et fut le créateur de la mission ecclésiastique russe dans cette capitale.

Tolbousine fit retraite sur Nertchinsk. L'année suivante, il revint avec les Albasiniens exilés et 200 Kosaks commandés par l'Allemand Beïton. En juillet 1686, 8.000 Chinois reparurent avec 40 bouches à feu ; leur assaut fut repoussé (1^{er} septembre) ; le même mois, Tolbousine était emporté par un boulet et remplacé dans le commandement par Beïton. En novembre, le siège était transformé en blocus. Heureusement pour la petite garnison, décimée par le scorbut, les Chinois, sur l'annonce qu'il arrivait un plénipotentiaire russe, levèrent le siège et se retirèrent à Aïgoun (30 août 1687).

Le 21 juillet 1689, entrèrent à Nertchinsk les plénipotentiaires chinois, accompagnés d'interprètes, Jean-François Gerbillon, Français, et Thomas Pereira, Portugais, tous deux jésuites de la mission de Péking. Les plénipotentiaires russes, Féodor Alexiévitich Golovine et Ivan Eustafiévitch Vlassof, parurent le 10 août. Un traité en six articles,

Histoire générale. **La Chine**
1559-1900

en mandchou, russe et latin, fut signé le 21 août. Il délimitait les frontières des deux pays et stipulait la destruction d'Albasine. En effet, l'article 3 est ^{p06.921} ainsi conçu :

« La ville d'Albasine, construite par les Russes, devra être rasée et les habitants, emportant leurs vivres et leurs munitions de guerre, devront passer sur le territoire de la Russie, afin que rien ne reste d'eux sur la rive opposée.

La ville fut aussitôt incendiée par les Chinois, et sa colonie, conduite par Beïton, alla s'installer à Nertchinsk. On ne saurait exagérer l'importance de ce traité : les ambassadeurs qui s'étaient rassemblés à Nertchinsk avaient, aux termes du traité, la mission de

« réprimer l'insolence de certaines canailles qui, faisant des courses hors des limites de leurs terres pour y chasser, pillent, tuent, excitent des troubles et des brouilles ; de déterminer clairement et distinctement les bornes entre les deux empires de la Chine et de la Moscovie ; et enfin d'établir une paix et une intelligence éternelles.

Malgré leur demande de conserver tous les territoires au nord de l'Amour, les Russes sont refoulés au delà de ce grand fleuve, jusqu'à la chaîne de montagnes qui s'étend jusqu'à la mer, restituant aux Chinois le pays dont sont formées aujourd'hui la province de l'Amour et une partie de celle de Transbaïkalie. En revanche, ils obtiennent une délimitation officielle des frontières, et, chose fort importante, la liberté de circuler et de faire le commerce en Chine pour leurs nationaux munis d'un passeport en règle. Comme consécration du traité, une borne avec inscriptions en mandchou, chinois, mongol et latin, fut placée en 1690 à l'embouchure de l'Argoun. Les Russes, repoussés du He-loung-Kiang, dirigent leurs efforts vers le nord-est. En 1696, ils envoient une première troupe de 16 Kosaks de Iakoustsk, sous la conduite de Lucas Séménof, au Kamchatka, dont la conquête est terminée dès 1711.

Nous sommes arrivés à la première étape de la marche qui portera les Russes jusqu'à l'embouchure de l'Amour. Désormais plus de guerre,

mais une série d'ambassades qui profiteront de circonstances favorables pour obtenir pacifiquement ce qui n'aurait pu être arraché par les armes. Ce qu'il y a de plus remarquable dans cette histoire des relations des deux vastes empires asiatiques, c'est la ténacité du Moscovite aux prises avec l'astuce du Chinois, et la comparaison entre le point de départ de ces relations, c'est-à-dire la Moscovie d'Ivan le p^{06.922} Terrible et la Chine de K'ang-hi, et leur point culminant en 1860, quand l'une de ces mêmes nations aura passé par les mains de fer de Pierre le Grand et sera devenue la Russie d'Alexandre II, et que l'autre, formée par les empereurs K'ia-King et Tao-Kouang, sera devenue la Chine de Hien-foung.

Ambassade de Tou Li chen. — Quelques années après le traité de Nertchinsk, les Russes envoyèrent en ambassade à Péking un Allemand natif de Glückstadt, Evert Isbrand Ides, qui, parti de Moscou, traversa la Sibérie et, par la voie d'Irkoutsk, de la Grande Muraille et de Kalgan, arriva le 3 novembre 1693 à la capitale de l'empire chinois. Il y résida jusqu'au 19 février suivant. Cette mission, dont le [récit](#) a été fait dans toutes les langues, n'eut aucun résultat pratique. Plus tard, une ambassade chinoise en Russie eut une autre importance. Une des branches de la famille tatare, les Tourgoutes, originaires de la Sélenga, avait pour chef depuis 1672 Ayouka-taidji, descendant d'Ilka Sengoun Kas-Wang. Il obtint des Russes la permission de s'établir avec les siens dans les steppes qui s'étendent entre le Don et le Volga. Son neveu Arab-tchour étant venu, en 1703, avec sa mère faire visite au dalaï-lama, il lui fut impossible de rentrer en Europe par suite d'une guerre qui éclata à cette époque entre Ayouka et les Éleuthes. Il se rendit donc en Chine, fut bien accueilli, reçut des terres en Tatarie et, lorsque plus tard, en 1712, il voulut rejoindre les siens, K'ang-hi le fit accompagner par le vice-président du ministère de la Guerre, Tou Li-chen, qui devait presser les Tourgoutes de regagner leur ancienne patrie. Ce résultat ne fut obtenu qu'en 1771, époque à laquelle Oubacha, arrière-petit-fils d'Ayouka, quitta les bords de l'Oural et du Don pour se transporter sur les bords de l'Ili. Tou Li-chen nous a conservé le récit de son

Histoire générale. **La Chine**
1559-1900

ambassade de plus de trois années (1712-1715). Partis de Péking le 23 juin 1712, les Chinois, après avoir traversé le pays des Kalkhas, franchirent le Baïkal, passèrent à Irkoutsk, à Tobolsk, recevant partout le meilleur accueil. Ils vont ensuite à Kazan et à Saratof, où ils arrivent le 1^{er} janvier 1714. Tou Li-chen fut admirablement reçu par Ayouka, avec lequel il resta quatorze jours. Puis il reprit la route de Sibérie, et il était de retour ^{p06.923} à Péking le 26 juin 1716. La relation de Tou Li-chen offre un grand intérêt historique, car non seulement elle donne beaucoup de détails sur les pays traversés par l'ambassade, mais aussi sur la guerre entre la Russie et la Suède, sur l'antipathie des officiers sibériens contre Pierre le Grand, etc.

@

III

Jusqu'au début du XIX^e siècle ¹

@

^{p08.935} **L'empereur Young-Tching.** — Le grand empereur K'ang-hi, mort le 20 décembre 1722 ², fut remplacé par son quatrième fils, qui prit comme nom de règne celui de *Young-Tching* ; il reçut comme nom de temple celui de *Chi-Tsoung*. La crainte de l'ambition de ses frères et de quelques-uns de ses parents conduisit le nouveau monarque à sévir d'une façon rigoureuse contre ses proches, dont les uns furent emprisonnés et les autres mis à mort ; l'appui qu'auraient donné les missionnaires à ces tentatives de rébellion, et en particulier le rapport du gouverneur général du Fou-Kien et du Tche-Kiang, en 1723, dirigés contre eux, amenèrent en 1724 un arrêt d'expulsion des missionnaires qui devaient se rendre soit à Macao, soit à la cour. L'administration intérieure de Young-Tching fut sage, s'occupant de l'agriculture, parant autant que possible par des dons de riz aux mauvais effets de la disette, encourageant d'une façon particulière le laboureur. Dans sa ^{p08.936} politique extérieure, il ne fit que suivre, dans la guerre des Éleuthes, dans l'Asie centrale, lors de certaines difficultés au début de son règne, qui ne furent résolues que par son successeur, la tradition de son père. Lettré, il ajouta en 1724, à l'ouvrage important de K'ang-hi publié en 1670 sous le nom de *Ching-yu Kouang-yun*, le *Saint-Édit*. Il s'occupa également d'art militaire et publia *Dix préceptes* adressés aux gens de guerre qui ont été traduits par le père Amiot. Ce prince, qui avait une valeur personnelle certainement grande, mourut dans un de ses palais près de Péking, le 7 octobre 1735, à cinquante-huit ans. Son règne de treize ans reste dans l'ombre, car il sert de lien aux deux

¹ *Histoire générale...*, [tome VIII, chapitre XXII](#), *L'Extrême-Orient : Chine...*, jusqu'au début du XIX^e siècle, pages 935-959.

² Voir ci-dessus, [page 06.907](#).

règles aussi considérables par le temps que par l'importance des faits ; celui de K'ang-hi, son père ; celui de K'ien-long, son fils.

K'ien-long (1736-1796). — L'aîné des trois fils de l'empereur Young-Tching monta sur le trône à l'âge de vingt-six ans ; il prit comme nom de règne qu'il devait illustrer celui de *K'ien-long* ; il reçut comme nom de temple celui de *Kao-tsoung*. Ses débuts furent tout d'abord marqués par une grande générosité à l'égard des princes de sa famille que le caractère ombrageux de son père, justifié en partie par la lourde succession d'un homme comme K'ang-hi, avait fait mettre en prison ou disgraciés, mais l'espace nous est trop limité pour que nous ne parlions que d'événements qui ont fait la grandeur de K'ien-long ; ce prince n'avait certainement pas les capacités militaires de quelques-uns de ses prédécesseurs, mais il eut la bonne fortune d'être secondé dans sa campagne principale, celle de l'Asie centrale, par de bons officiers, et il fut un grand lettré et un bon administrateur. Nous écrivons d'abord l'historique de ses campagnes asiatiques ; nous retracerons ensuite la situation devenue à la fois si importante et si difficile des Européens à Canton au XVIII^e siècle, et nous marquerons enfin le côté administratif et littéraire de ce règne, l'un des plus longs et des plus importants de l'histoire universelle.

Guerre des Éleuthes. — La mort de Galdan ¹ avait laissé sans grand chef effectif la nation des Éleuthes ; ses neveux, fils ^{p08.937} de son frère aîné Senghe, Tsewang Arabtan et Chereng Donduk, assuraient l'avenir de la dynastie ; le pouvoir resta dans la famille du premier et il fut exercé tour à tour par ses petits-fils Baïan Adshan et Dardsha, puis par le petit-fils de Chereng Donduk, Tawatsi, qui fut le dixième souverain des Éleuthes. En 1753, un des chefs éleuthes, Amoursana, étant entré en lutte à la suite des fautes d'Adshan qui avait remplacé comme huitième souverain son père Galdan Chereng († 1745), fils de Tsewang Arabtan († 1727), un lama nommé Torgui

¹ Voir ci-dessus, [pages 06.906/7](#).

essaya de s'emparer du pouvoir, mais fut tué. Tawatsi fit appel à l'empereur de la Chine, qui intervint en sa faveur, mais laissa la vie à son adversaire. Amoursana, craignant de voir Tawatsi servir un jour d'instrument contre lui, gêné par le contrôle des fonctionnaires chinois, leva en 1755 l'étendard de la révolte. Deux frères musulmans, descendants de Hazrat Afak, qui avaient longtemps servi d'otages aux Chinois, Burhân-ed-Din (Boronitou) et K'odzichân (Houo-tsitchan), désignés sous les noms de Grand et de Petit Khodja, avaient été remis en liberté en 1755. Tandis que l'aîné était à Kachgar, le second se rendait à Yarkand. Burhân-ed-Din embrassa le parti d'Amoursana, qui, battu par le général chinois Tchao-Houei, fut obligé de fuir en Sibérie, où il mourut de la petite vérole. Burhân-ed-Din se réfugia chez son frère, qui refusa de le livrer aux Chinois. C'était recommencer une nouvelle guerre. Malgré leur bravoure et une résistance opiniâtre, les Khodja défaits se réfugièrent dans le Badak'chân. Le sultan de ce pays fit l'un prisonnier et tua l'autre dans une bataille livrée à la petite armée fidèle qui les suivait. Lorsque Tchao-Houei les réclama, on lui livra la tête du Petit Khodja et le cadavre du Grand Khodja.

Annexion des T'ien-chan. — Cette victoire rendait K'ien-long maître non seulement des territoires occupés par les Éleuthes, mais aussi de toutes les villes musulmanes dont les rivières forment le Tarim : Kachgar, Aksou, Yarkand. La nouvelle conquête, *Sin-kiang*, fut divisée, suivant que le pays était au nord et au sud des T'ien-chan, en *T'ien chan Pe lou* et *T'ien chan Nan lou*, administrés par des *tsiang kün*, gouverneurs militaires, dont le premier fut désigné la 27^e année de ^{p08.938} K'ien-long (1762) et qui résidait à Ili ou Kouldja (dont la ville chinoise, Houeï yuan, a été bâtie en 1764). Des sous-gouverneurs militaires (*ts'an tsan ta tchen*), placés à Ili, Tarbagataï, Yarkand, relevaient du *tsiang kün* et avaient sous leurs ordres des *pan che ta tchen*, agents à Kachgar, Kharachar, Koutche, Aksou, Khotan, Hami, et des *pang pan ta tchen*, sous-agents à Och et à Hami. À côté d'eux les chefs indigènes les *begs* (*po-k'o*, *pâh-k'eh*), conservaient leurs charges dont les plus importantes sont : *ak'im-beg* (gouverneur local), *ishkhan-*

beg (sous-gouverneur), *chang-beg* (percepteur), *katsanatch'i-beg* (percepteur), *'hatsze-beg* (juge), *mirabou-beg* (directeur de l'agriculture).

La conquête définitive de cette région en 1759 fut suivie, en avril 1760, d'une cérémonie grandiose dans laquelle les généraux Tchao-Houei et Fou-te, qui avaient pris part à cette campagne, furent l'objet d'honneurs inusités de la part de l'empereur. K'ien-long, désireux de conserver pour les générations futures les principales scènes de cette guerre, fit appel pour les retracer aux artistes européens qui se trouvaient comme missionnaires à sa cour : les jésuites Attiret, le plus remarquable de tous, Joseph Castilhoni, Ignace Sichelbart, et l'augustin déchaussé Jean Damascène. Les planches, au nombre de seize, furent, par décret impérial du 13 juillet 1765, envoyées en France, où elles furent gravées sous la direction de Cochin par Masquelier, Aliamet, Le Bas, Saint-Aubin, Née, Prévost, Choffard et N. de Launay. Plus tard Helman en fit une réduction.

Les pères Félix da Rocha, qui devait remplacer le père von Hallerstein comme président du tribunal des Mathématiques en 1774, et Joseph d'Espinha furent chargés de dresser les cartes des nouvelles régions, et ils s'acquittèrent heureusement d'une tâche qui complétait l'œuvre si considérable des missionnaires de l'époque K'ang-hi ¹.

Guerre de Birmanie (Mien) ². — Comme on le verra plus loin, le conquérant birman Alompra laissait derrière lui sur la côte occidentale de l'Indo-Chine, c'est-à-dire dans la vallée de l'Irraouaddy, une dynastie n'ayant à redouter que les Européens, p08.939 parfaitement capable de résister aux exigences de ses voisins asiatiques, même du grand empire chinois, dont les frontières sud n'avaient jamais été paisibles depuis le principat de Ou San-kouei, c'est-à-dire jusqu'à l'époque de K'ang-hi. Les campagnes de K'ien-long prouvèrent qu'elles n'étaient pas plus sûres de son temps qu'elles ne l'avaient été sous ses prédécesseurs. La Chine ne se rendait pas compte que sa frontière sud-

¹ Voir ci-dessus, [page 06.908](#).

² Voir [tome V, page 924](#).

Histoire générale. **La Chine**
1559-1900

ouest avait changé de maître et elle crut pouvoir agir en 1765 comme sous les Mongols. Elle se trompa. Les Chinois s'avancèrent par la route naturelle du Yun-nan, c'est-à-dire par Momein, et s'emparèrent de Bhamo, au confluent du Ta-ping et de l'Irraouaddy, dernier point navigable de cette rivière. Sans entrer dans le détail de cette lutte, nous dirons que trois invasions chinoises en Birmanie se suivirent, la dernière, en 1767, sous le commandement de Ming-Jouei, qui d'ailleurs périt dans la campagne. Le général birman Maha Thihathura battit complètement les Chinois, et, rejoint par son collègue Maha Sîthu, les contraignit à repasser la Salouen, par la vallée de laquelle ils s'approvisionnaient (mars 1768). Le général birman regagna Ava, la capitale. K'ien-long n'était pas homme à remporter un affront pareil. Bientôt une quatrième invasion chinoise, plus formidable que les autres, pénétrait par l'Irraouaddy. Trois armées birmanes (1769) quittaient Ava au mois de septembre : la première, sous les ordres de Thihathu, marchait par la rive gauche sur Mogaung : une seconde, commandée par Maha Thihathura, remontait le fleuve, espérant retrouver l'ennemi au confluent de ce dernier et du Ta-ping, à Bhamo ; un troisième groupe, formé de cavaliers et d'éléphants, suivait la rive orientale de l'Irraouaddy, conduit par le Momit Soabwâ et Kyoteng Radja. La défaite des Chinois fut complète. Ils consentirent, le 13 décembre 1769, à signer à Kaung-tun une convention de paix, d'amitié et de commerce. Ce fut un véritable désastre : les débris de l'armée chinoise, escortés par les Birmans, mouraient de faim et de fatigue dans les hautes montagnes qui séparent la Birmanie du Yun-nan. Il est probable que l'artillerie birmane, dirigée par des métis portugais et français, ne fut pas étrangère au succès de la campagne. Ces événements n'empêchèrent pas les Birmans ^{p08.940} — qui s'emparaient peu de temps après du royaume de Siam — d'envoyer en 1790 une ambassade pour complimenter l'empereur K'ien-long lors du quatre-vingtième anniversaire de sa naissance. Un envoyé chinois fut chargé de répondre à cette politesse, et il fut convenu que les Birmans enverraient tous les dix ans un tribut à la cour de Péking.

Transmigration des Tourgoutes. — Nous avons fait plusieurs fois allusion à une ambassade chinoise dirigée par Tou Li-chen ¹ qui se rendit par la Sibérie, en 1712, vers le Volga, envoyée par K'ang-hi, aux Kalmouks Tourgoutes, branche des Kéraïtes. Le résultat de ce voyage ne se produisit qu'en 1771. Les Russes exigeaient de ces Tatars des soldats, leur réclamaient des otages, et causaient aux Tourgoutes, bouddhistes, de telles vexations à propos de leur religion, que le chef de ceux-ci, Oubacha, fils de Donduk-Taishi, petit-fils de Chakdorshap et arrière-petit-fils de ce même Ayouka que visita Tou Li-chen, se décida à retourner dans le pays de ses ancêtres ². Parti du Volga, au commencement de la onzième lune de la trente-cinquième année de K'ien-long, il côtoya le Balkhach et arriva dans le pays d'I-li à la fin de la sixième lune de la trente-sixième année de K'ien-long, c'est-à-dire en août 1771. L'empereur de la Chine autorisa les Tourgoutes à s'établir dans la région, et il fut tellement satisfait de leur retour dans l'Asie centrale qu'il fit graver sur pierre, en quatre langues différentes, l'histoire de leur transmigration.

Réduction des Miao-tseu. — La Chine, loin de former, comme on le croit généralement, un pays homogène, comprend, en dehors des éléments ethniques considérables qui, malgré leurs profondes différences, constituent le peuple chinois, un grand nombre de races qui occupent non seulement les parties montagneuses de l'empire, mais débordent encore dans l'Indo-Chine, particulièrement dans l'Annam et le Laos. Ces races sont représentées par de petits peuples dans la montagne qui généralement les mettait à l'abri des envahisseurs. À l'époque qui nous occupe (1775), l'un des plus considérables de ces groupes ^{p08.941} sauvages était particulièrement répandu dans la région difficile de Kin-tchouen, sur les frontières des provinces du Se-tchouen et du Kouei-tcheou. Ils étaient divisés en deux petits États, Siao Kin-tchouen et Ta Kin-tchouen. Chacun avait son chef, qui, lorsque le

¹ Voir ci-dessus, [page 06.922](#).

² Voir ci-dessus, [tome VII, p. 442](#).

besoin de vivre se faisait sentir, n'hésitait pas à descendre des hauteurs et à lancer ses guerriers sur les possessions chinoises pour se ravitailler.

Aujourd'hui encore, l'enclave des Miao-tseu est une des meilleures sources de revenu de grandes villes du Kouang-si comme Nan-ning. Il fallait réduire ces pillards ; on mit à la tête des troupes impériales un général célèbre, A-Kouei, qui s'était distingué dans la guerre des Éleuthes, sous le général Fou-té. Malgré des difficultés énormes de terrain, les sauvages, en dépit de leur résistance héroïque, furent obligés après des pertes considérables de se soumettre. Le père Félix da Rocha, qui fut président du tribunal des Mathématiques après le père von Hallerstein, était parti de Péking le 20 août 1774, pour dresser la carte du pays des Miao-tseu. Cette campagne, que l'empereur K'ien-long voulut célébrer dans un poème écrit par lui-même, fait peu d'honneur aux Chinois ; K'ien-long souilla la victoire par le massacre des chefs miao-tseu envoyés prisonniers à Péking. Le grand effort fait dans la circonstance ne correspondait pas à un résultat utile, et les Miao-tseu continuent encore aujourd'hui une existence moins précaire peut-être que celle des princes de la dynastie qui a cherché à les annihiler. Les peuples sauvages désignés sous le nom générique de T'ou-Se sont nominalement administrés par des fonctionnaires chinois, mais, en réalité, ce sont leurs propres chefs qui les dirigent.

Le Tibet. — Le Tibet est le vaste plateau d'Asie, borné au nord par les Kouen-loun, qui le séparent du désert de Gobi et de la vallée du Tarim ; au sud, par les Himalaya, qui établissent une barrière formidable entre les Indes et cette haute région d'où descendent les grands fleuves du sud et de l'ouest de l'Extrême-Orient. Les Chinois désignent ce pays sous le nom de *Si-Tsang* et les indigènes sous celui de *Bod-jul*. Ce pays nous est signalé dans les relations arabes et persanes ainsi que ^{p08.942} par Benjamin de Tudèle, mais il nous était surtout connu par la description de Marco Polo au XIII^e siècle et le voyage d'Odoric de Pordenone au XIV^e siècle. Depuis lors, terre restée à peu près inconnue aux Européens, le Tibet fut « redécouvert » en

Histoire générale. **La Chine** 1559-1900

1624 par le jésuite Antonio de Andrade, lequel lui donna le nom de *Cathay*, qui appartenait en réalité à la Chine du Nord au moyen âge. Depuis ce temps, d'autres jésuites, comme Jean Grueber et Hippolyte Desideri, des capucins, tels que Francesco Orazio délia Penna di Billi, le Hollandais Samuel van de Putte (mort le 27 septembre 1745), l'Anglais George Bogle (1774), ajoutèrent aux connaissances restreintes que nous avons sur ce pays.

Le bouddhisme avait pénétré au Tibet en 407, mais ce ne fut qu'au VIII^e siècle, sous le règne de Thisrong de Tsan, qu'il fut officiellement reconnu. Un réformateur, Tsongkhabâ, né à Si-ning en 1417, mort en 1478, appuyé par les Ming, ramena le bouddhisme, en pleine décadence par suite de la corruption des bonzes, à une forme plus en rapport avec les préceptes de Çakya-Mouni. Tsongkhabâ laissa deux disciples qui continuèrent son œuvre sous les titres de *dalaï-lama* et de *panchen-lama*. Le sixième de ces panchen-lama, Lobtsang Tanichi, fut invité par l'empereur K'ien-long en 1779 à venir à Péking pour assister aux fêtes du soixante-dixième anniversaire de sa naissance. L'empereur alla au-devant du lama jusqu'à Si-ning du Kan-sou et le ramena en grande pompe à Péking. Malheureusement ce grand-prêtre mourut de la petite vérole le 12 novembre 1780. Son corps fut renvoyé dans un cercueil d'or l'année suivante à Lhassa, et l'empereur fit ériger en sa mémoire un magnifique monument en marbre blanc, en dehors de la ville de Péking, où l'on peut le voir encore. Cependant les incursions des habitants du Népal obligèrent le dalaï-lama à avoir recours à l'aide puissante de son voisin chinois. K'ien-long profita de la circonstance pour établir son autorité personnelle dans le pays en plaçant des garnisons dans les points principaux, et en installant dans la capitale tibétaine un résident impérial, désigné sous le nom de *tchou-tsang tatchen*, qui dépend du bureau du ministère désigné sous le nom de p08.943 *li fan youen* ¹, et qui a un rang égal au gouverneur du Se-Tchouen. En 1792, K'ien-long compléta son œuvre en décrétant que dorénavant les dalaï-lama seraient tirés au sort au lieu d'être désignés

¹ Voir ci-dessus, [page 05.899](#).

par des cérémonies qui devaient indiquer quel était l'élu, censé un avatar du défunt. Le Tibet était désormais une annexe de la Chine.

Campagne d'Annam. — Nous aurons plus loin l'occasion de parler, à propos de l'Annam, de la grande révolte des Tâ-y-s'on, dirigée par trois frères, dont le second, Nguyễn Văn Huê, ayant envahi le Tong-King (Tonkin), le vingt-septième et dernier roi de la dynastie Lê, Lê Chiêu-thông (1786), fit appel à la Chine. Le vice-roi des deux Kouang, Soun Chei et le fou-taï du Kouang-si, Soun Yong-tsing, faisaient un rapport à l'empereur sur les événements. En novembre 1788, Soun-Chei était investi du commandement d'une armée considérable, chargé d'opérer contre les Tâ-y-s'on, tandis que son collègue du Yun-nan et du Kouei-tcheou, Fou Kang-ngan, devait faire le ravitaillement des troupes chinoises. Soun s'empara de Hanoi, mais un retour offensif de Huê (26 janvier 1789) le mit en fuite. Son adversaire réussit à s'entendre avec le gouvernement impérial, et le malheureux Lê Chiêu-thông ne put accepter qu'une retraite médiocre à Péking, où il mourut en 1791.

Les étrangers à Canton. — L'établissement portugais de Macao ¹ n'était pour les navires étrangers qu'une escale, ou pour mieux dire un port d'attente : le commerce se faisait à Canton et, malgré les quelques essais dont nous parlerons plus loin, il y fut confiné jusqu'au traité de Nanking de 1842. Canton, dont le nom n'est que la forme adoptée par les Portugais de la province de Kouang-toung, dans laquelle cette ville est située, s'appelle en chinois *Kouang-tcheou* : c'est la ville que les Arabes désignaient au moyen âge sous le nom de *Sin Kîlân*, adopté avec des variantes à l'époque mongole par les voyageurs européens comme Odoric de Pordenone. Canton est situé sur la rive nord du Tchou-Kiang (rivière de la Perle), qui est formé du Si-Kiang (rivière de l'ouest) et du Pe-Kiang ^{p08.944} (rivière du nord), qui se réunissent au nord de la ville et du Toung-Kiang (rivière de l'est), qui arrive à Whampou. L'embouchure principale du fleuve s'appelle *Hou-men*,

¹ Voir ci-dessus, [pages 05.906/7](#).

bouche du tigre, que les Portugais ont traduit par *Bocca Tigris* et les Anglais par *the Bogue*. À cette entrée, un nombre considérable d'îles connues sous le nom de *Ladrones* (voleurs), à cause des nombreux pirates qui les fréquentaient, forme des points d'attache dont Lampacao, Macao et Hongkong, un peu plus à l'est, font partie. Sauf le Portugal, dont le monopole commercial qui appartenait à la couronne ne fut abandonné qu'une fois en 1731, les étrangers étaient représentés (il n'était pas question de consuls à l'époque) par leurs grandes Compagnies. Ils n'avaient pas le droit de circuler librement dans la ville. Ils ne séjournaient à Canton que le temps strictement nécessaire pour leurs affaires, c'est-à-dire pendant une période assez courte de l'année, puis ils retournaient à Macao. Il leur eût donc été difficile, si la chose même ne leur eût été interdite par les autorités chinoises, d'amener leurs familles avec eux.

Le Co-hang et les factoreries. — Il y avait des raisons locales pour empêcher le commerce étranger de se rendre dans des ports plus septentrionaux. Le vice-roi des deux Kouang (Kouang-toung et Kouang-si), qui réside à Canton, avait charge de l'Annam et des peuples venus de l'ouest par mer, par conséquent des Européens, sauf les Russes naturellement qui, venant par terre et du nord, dépendaient du *li fan youen*, bureau de la capitale chargé des affaires de la Mongolie. Ce fonctionnaire fort important tirait de gros revenus des étrangers et il avait tout intérêt à ce que cette ressource ne pût lui échapper, pour passer à l'un de ses collègues du Fou-kien, du Kiang-nan ou du Tche-li. Le mandarin chargé de l'intermédiaire avec les étrangers était désigné par eux sous le nom de *hoppo* ou de *hou-pou* : c'était prendre le Pirée pour un homme ou, tout au moins, le nom d'un ministère pour celui d'un de ses agents. Le *hou-pou* en Chine, est un des six ministères, celui des finances, qui est chargé du recouvrement des impôts, du cadastre, etc., et l'on donnait par suite à l'agent du fisc à Canton le nom même du département ministériel chargé des droits de douane.

^{p08.945} Les marchands étrangers étaient en quelque sorte parqués dans des magasins ou *hong*, rangés (danois, espagnol, français,

américain, impérial, suédois, anglais, hollandais) sur la rive gauche de la rivière de la Perle, sur une étendue de plus de 330 mètres, formant une sorte de square ¹.

Pour éviter des relations trop nombreuses entre les indigènes et les étrangers, dès 1702, un Chinois, appelé le *Marchand de l'empereur*, fut choisi pour être le seul intermédiaire entre les indigènes et les Européens. Le chiffre des affaires étant extrêmement considérable, ce négociant privilégié fut obligé de céder une portion de son monopole à quelques confrères moyennant une redevance de 5.000 taëls par navire que ceux-ci lui payaient. Naturellement les étrangers protestèrent contre un état de choses qui leur était extrêmement onéreux. Les Chinois qui prenaient part à ce commerce formèrent une sorte de société en 1720, qu'on désigna sous le nom de *Co-hong* ou *Co-hang*, présidée par le *hoppo*. Le nombre des membres de cette association privilégiée varia suivant les époques : les *hong merchants*, comme disaient les Anglais, ou marchands *hannistes*, comme les appelaient les Français, étaient 10 en 1777, 12 en 1793, 14 en 1808, et 13 en avril 1834, époque à laquelle finit le monopole de l'East-India Company en Chine. Ces *hannistes* étaient responsables vis-à-vis des autorités chinoises, non seulement des transactions commerciales, mais encore des faits et gestes des officiers et de l'équipage du navire dont l'un d'eux s'était chargé. Les amendes pleuvaient dru sur eux et parfois leur vie était menacée. D'ailleurs tous ces marchands s'entendaient entre eux pour la répartition des marchandises importées et le chargement des navires.

Par suite, ils étaient un peu le fer entre le marteau et l'enclume, c'est-à-dire entre leurs mandarins et les étrangers. Lorsque les premiers, embarrassés pour payer leurs dettes, occasionnées souvent par l'achat de leur charge, s'adressaient au *hou-pou* pour avoir de l'argent, celui-ci pratiquait un *squeeze* sur les *hannistes*, qui ne pouvaient échapper à la ruine ou à des ^{p08.946} châtiments qu'en ayant

¹ Toutes ces factoreries furent brûlées et pillées, le 12 décembre 1856, par les Chinois, à la suite du bombardement de Canton par sir Michael Seymour.

recours à leur tour aux étrangers qui leur prêtaient les fonds nécessaires. Les dettes des marchands *hannistes* vis-à-vis des Occidentaux augmentaient ainsi d'année en année, et en 1771, le *Co-hang* fut aboli soi-disant pour liquider la situation ; mais comme les mêmes errements continuèrent, le passif des Chinois s'éleva à près de 11 millions de livres tournois, et les Anglais intervinrent en 1779 pour obtenir le règlement de leurs dettes.

Les Anglais à Canton. — À plusieurs reprises, les Anglais, les plus intéressés d'ailleurs dans le commerce, avaient eu maille à partir avec les autorités locales, et l'on pourrait presque dire que chaque date que nous pouvons donner est celle d'un affront, causé moins par la haine de l'étranger que par la coalition (par exemple en 1721) entre les marchands chinois pour régler les prix d'achat et de vente des marchandises. Deux ans plus tard (1723), le subrécargue du navire *Walpole* découvrait à Macao que les fonctionnaires chinois, ayant fait la rafle des thés, avaient, par suite, donné eux-mêmes à leurs denrées une plus-value exagérée et que les malheureux intermédiaires chinois étaient obligés de leur emprunter de l'argent à 30 % pour faire face aux difficultés de la situation. Aussi n'est-il pas étonnant de voir les Anglais chercher un port moins inhospitalier que celui de Canton. Amoy, sur la côte du Fou-Kien, leur offrait un abri favorable et, le 22 avril 1727, un certain nombre de négociants se décidèrent à s'y rendre. Le *hou-pou*, inquiet de ce départ et des pertes qui en résulteraient pour lui, fit de belles promesses et le projet avorta. Même comédie en 1735. En 1742, arrivait le célèbre commodore Anson, qui remonta la rivière de Canton avec le navire le *Centurion* ; malgré le service qu'il avait rendu en éteignant un feu dans la ville indigène, il n'obtint aucun résultat pratique. La position était vraiment intolérable, et l'on se décida à adresser des réclamations directement à Péking. Un certain Flint réussit à se rendre dans la capitale en 1761 ; mais, grâce aux pots-de-vin versés par les fonctionnaires de Canton, sa mission, bien accueillie dans la métropole, fut la cause de son emprisonnement pendant trois ans lors ^{p08.947} de son retour dans le Kouang-toung, et l'indigène qui avait rédigé sa pétition à

l'empereur fut décapité. La mollesse des Anglais en cette circonstance leur attira naturellement de nouvelles insultes. Nous avons dit plus haut que les dettes des hannistes ayant augmenté d'une façon considérable, les Anglais intervinrent : sur l'ordre de l'amiral Sir E. Vernon, le capitaine Panton fut envoyé à Canton pour régler la question d'intérêt ; par ses menaces, il obtint un arrangement par lequel il était convenu que les créanciers des Chinois se contenteraient de 50 % de leurs dettes qui seraient réglées par une annuité de dix ans, sans intérêt. Les Chinois n'eurent rien de plus pressé que de tâcher de se dérober à leurs obligations. Sous le titre de *Consoo Fund* (1779) un nouvel impôt fut établi sur les étrangers pour payer les dettes des négociants indigènes, banqueroutiers, moins par leur faute que par celle de leurs administrants. Ajoutez à ces questions d'intérêt des vexations, comme la défense à tout Chinois d'enseigner sa langue à n'importe quel *diable d'Occident* ; la peine du talion, homme pour homme, était même appliquée dans toute sa sévérité. En 1773, un nommé Scott, contre lequel il n'y avait aucune preuve de crime ; en 1784, un canonnier de la *Lady Hughes*, qui avait tué involontairement un Chinois dans une salve ; en 1780, un Français, qui, dans une rixe, avait tué un Portugais, furent livrés aux autorités chinoises qui les mirent à mort. Ces difficultés devaient forcément amener des revendications, qui auraient dû se produire à coups de canon : on préféra user de diplomatie ; nous verrons plus loin quels furent les résultats de l'ambassade de lord Macartney.

Les Français à Canton. — La réunion des différents intérêts français dans une seule *Compagnie des Indes Orientales*, en mai 1719, n'eut pour le commerce de la Chine que de bons résultats, et il eût été à souhaiter que notre commerce n'ait jamais plus souffert que dans les pires années de nos expéditions de Chine : on gagnait de 67 à 116 p. 100 ¹. La _{p08.948} destruction de la Compagnie des Indes en 1770 devait

¹ Morellet, dans son [Mémoire sur la Compagnie des Indes](#), nous marque l'état des bénéfices de l'achat à la vente du commerce de Chine depuis 1725 : de 1725 à 1736, ce bénéfice est de 104 1/2 p. 100 ; de 1736 à 1743, de 141 1/4 p. 100 ; de 1743 à 1756, de 116 2/3 p. 100 ; en 1764, de 85 p. 100 ; en 1765, de 81 1/2 p. 100 ; en 1766, de 71 1/2 p. 100 ; en 1767, de 68 p. 100 ; et en 1768, de 67 2/3 p. 100.

Histoire générale. **La Chine**
1559-1900

forcément nous amener à une transformation dans la manière de gérer nos intérêts à Canton, c'est-à-dire à imiter notre propre exemple, quand le roi érigea en consulat le comptoir de la Compagnie des Indes à Surate, dans le Gouzerati, à rentrée du golfe de Cambaye. Il ne restait à l'époque comme membre de l'ancien Conseil de la Direction de Canton qu'un sieur Thimotée, deuxième subrécargue depuis 1753, qui se trouvait être chef du comptoir. Il était d'ailleurs en fort mauvais termes avec son second, le sieur de Robien, troisième subrécargue, fort jaloux de lui — et dans les meilleurs termes avec J. Pierre Clouet, qui formait le troisième membre du Conseil. Lorsque le roi, par ordonnance du 3 février 1776, décida qu'il serait

« créé un Consul de la nation française à Canton et lieux en dépendants, à l'instar des Consuls de la nation française résidents auprès des Princes de la Barbarie,

Thimotée fut nommé consul et Clouet chancelier. Pour des raisons personnelles, ces agents n'ayant pu accepter leurs nouvelles fonctions, on fit choix pour les remplacer de C. Vauquelin, ancien subrécargue de la Compagnie des Indes, et de Philippe Vieillard, protégé du baron de Juigné. Lorsque Vauquelin mourut le 23 septembre 1782, Vieillard prit, comme vice-consul, la gérance du consulat, aidé par un vice-chancelier, Paul-François Costar, fils d'un ancien secrétaire général de la Compagnie des Indes, et par un interprète, Jean-Charles-François Galbert. Celui-ci eut pour successeur comme Vieillard lui-même, rentré en France (nous retrouvons son nom comme électeur de Paris sous la Révolution), De Guignes le fils, qui fut notre dernier agent à Canton jusqu'à la Restauration.

Le fait le plus important de notre consulat pendant les dernières années fut la mission du chevalier d'Entrecasteaux. Escortée de la *Subtile*, commandée par le vicomte de la Croix de Castries, neveu du ministre de la Marine, la *Résolution*, battant pavillon du chevalier d'Entrecasteaux, jeta l'ancre devant Macao, le 7 février 1787, après soixante jours de traversée ^{p08.949} depuis Batavia. M. de la Pérouse était parti de Macao le 5 février pour se rendre à Manille, sans se douter que,

Histoire générale. **La Chine**
1559-1900

deux jours plus tard, son collègue, chargé d'une mission du roi, mouillerait dans les mêmes eaux que lui. Ce ne fut qu'en avril, à Manille, que La Pérouse apprit avec étonnement l'arrivée d'Entrecasteaux à Canton et qu'il reçut une lettre de lui l'informant des motifs de son voyage. Le but réel de la mission de d'Entrecasteaux et la seule partie secrète de sa mission était de faire connaître à la Chine les futurs desseins des Anglais contre le grand Empire. C'est ce que nous montre une lettre du père de Grammont adressée à Péking au père de Ventavon, que son confrère charge de prévenir le gouvernement de la capitale. Le but apparent et en somme le seul qui pût avoir un résultat pratique était le règlement des dettes des Chinois envers les Français. Les plus hautes autorités de Canton étaient absentes. Le gouverneur général (tsong-tou) s'était rendu à Tch'ao-Tcheou pour venir au secours de son collègue de la province du Fou-Kien, chargé de réprimer une insurrection formidable qui avait éclaté dans l'île de Formose, en 1786, et qui ne fut terminée qu'en 1788. Le gouverneur (fou-tai) était à Péking, et, comme le dit le père de Grammont :

« Parmi les grands qui restent aujourd'hui à Canton il n'y a pas une tête ; ce sont tous gens timides, embarrassés, peu versés dans les affaires, incapables d'en saisir et d'en terminer aucune sans prendre conseil et à qui par conséquent la prudence ne permettait pas que l'on communiquât les vrais motifs de l'arrivée des deux frégates.

Il advint donc de la mission d'Entrecasteaux comme de celle du commodore Anson : elle n'eut pas de résultat pratique. On verra à propos de l'Annam que l'année 1787 fut particulièrement fertile en événements.

Ambassade de lord Macartney. — L'importance du commerce anglais à Canton, les vexations dont avaient été l'objet dans cette ville les sujets britanniques, avaient donné à lord Melville, président du bureau du Contrôle, l'idée d'une ambassade en Chine. Une première mission envoyée par le colonel Cathcart à bord de la *Vestale* périt en

mer (1788). Le 3 mai 1792, on nommait comme nouvel ambassadeur lord ^{p08.950} George Macartney ¹. Le premier secrétaire d'ambassade était sir George Léonard Staunton, qu'accompagnaient son fils George Thomas Staunton, le sinologue bien connu, John Barrow, qui servait de secrétaire particulier à Macartney et qui fut son biographe, une escorte militaire commandée par le major Benson et les lieutenants Parish et Crewe, trois médecins, les D^{rs} Gillan, Scott et Dinwiddie, ce dernier chargé des instruments astronomiques destinés en présents, un peintre de portraits, M. Thomas Hickey, un dessinateur, M. Alexander ; un nombre considérable de valets de chambre, maîtres d'hôtel, ouvriers, vingt hommes de l'artillerie royale, dix-chevau-légers, vingt soldats d'infanterie en dépôt à Chatham formaient une escorte somptueuse. Trois navires, le *Lion*, de 64 canons, commandé par Sir Erasmus Gower, l'*Hindostan*, bateau de la Compagnie des Indes, commandé par le capitaine William Macintosh ; et le *Jackall*, allège du *Lion*, mirent à la voile de Portsmouth le 16 septembre 1792. Une des grosses difficultés préliminaires avait été le choix d'un interprète : le seul Anglais qui, malgré les défenses des Chinois, avait pu étudier la langue à Canton, Flint, avait été, comme nous l'avons déjà dit, emprisonné ; notre interprète, Galbert, était rentré sans le moindre désir de repartir. Les Anglais s'adressèrent sans succès tour à tour aux Lazaristes et aux Missions étrangères. De guerre lasse, ils trouvèrent à Naples, au collège fondé par le père Ripa, deux jeunes Chinois qui consentirent à servir d'interprètes et dont l'inexpérience ne fut pas une des moindres causes de l'insuccès de la mission. Nous nous contenterons de rappeler que cette ambassade mémorable visita tour à tour Madère, Ténériffe, Rio de Janeiro, Batavia, Poulo-Condor et Tourane. Des Ladrones, ^{p08.951} elle se

¹ Il était arrière-petit-fils d'un autre George Macartney qui avait quitté l'Écosse en 1649, pour venir s'installer à Belfast dans le comté d'Antrim en Irlande. C'est dans ce pays, dans la maison familiale de Lissanoure, que naquit George Macartney le 14 mai 1737. Il avait été envoyé en mission spéciale à la cour de Saint-Pétersbourg, puis comme secrétaire en Irlande, puis comme gouverneur à Grenade et à Madras. Enfin il devait occuper le poste de gouverneur général de Bengale, lorsqu'on lui préféra lord Cornwallis. Néanmoins, comme une sorte de compensation et comme preuve de confiance, on lui confia, sur la recommandation de M. Dundas, secrétaire d'État, cette importante mission en Chine et, avant son départ, il était nommé vicomte de Macartney de Dervoek, dans le comté d'Antrim.

Histoire générale. **La Chine**
1559-1900

rendit à Formose, aux Chou-san et à Tien-tsin. Puis, débarquant à Toung-tcheou, elle arriva à Péking le 21 août 1793. Les instructions de lord Macartney étaient d'obtenir le droit de faire le commerce à Ning-po, aux Chou-san et à Tien-tsin ; le droit d'établir un entrepôt pour les marchandises à Péking, semblable à celui qu'avaient déjà possédé les Russes ; la suppression des taxes de transit entre Canton et Macao et l'application stricte des droits de douane selon le tarif impérial. Cependant l'empereur était parti pour sa résidence d'été à Dje-hol, en Mongolie, où le suivait l'infortuné ambassadeur, sans succès d'ailleurs. Le fils de K'ien-long, l'empereur K'ia-King, a écrit depuis au roi George III, en 1816 :

« Ton royaume, situé au loin, par delà plusieurs océans, nous témoignant sa sincérité et tenant en estime notre influence pour son perfectionnement, avait précédemment, pendant la 58^e année K'ien-long (1793), sous le règne du dernier empereur Kao-tsong Chouen-houang-ti, fait passer la mer à ses envoyés, qui étaient venus à notre cour. Mais à cette époque, les ministres envoyés par ton pays s'étaient conformés à nos rites avec exactitude et respect et n'avaient encouru aucun reproche au point de vue des formes prescrites. Aussi avaient-ils été les récipiendaires déférents des faveurs et grâces impériales et avaient-ils été appelés à contempler en audience la personne de l'empereur, à prendre part à des festins ordonnés par Sa Majesté et à en recevoir des dons à profusion.

Le père de Grammont, qui avait servi d'interprète au chevalier d'Entrecasteaux, donne les raisons suivantes pour l'insuccès des Anglais :

« Ces messieurs, comme sont tous les étrangers qui ne connaissent la Chine que par les livres, ignoraient le train, les usages, l'étiquette de cette cour. Pour surcroît de malheur, ils avaient amené, avec eux, un interprète chinois encore moins instruit, lequel a été cause, en grande partie, qu'ils n'ont jamais pu obtenir d'avoir auprès d'eux un missionnaire

européen qui pourrait les instruire, les diriger. De là il est arrivé : 1° qu'ils sont venus ici sans apporter aucun présent, ni pour les ministres d'État, ni pour les fils de l'empereur ; 2° qu'ils ont manqué au cérémonial du pays dans leur salut fait à l'empereur, sans pouvoir en expliquer la raison ^{p08.952} d'une manière satisfaisante : 3° qu'ils se sont présentés sous des habits trop simples et trop ordinaires : 4° qu'ils n'ont pas eu soin de graisser la patte aux différentes personnes qui avaient soin de leurs affaires ; 5° qu'il manquait à leur demande le style, le ton du pays. Une autre raison de leur mauvais succès, selon moi la principale, ce sont les intrigues d'un certain missionnaire [Joseph-Bernard de Almeida] qui, s'étant imaginé que cette ambassade nuirait au commerce de son pays, n'a pas manqué, en conséquence, de semer bien des propos défavorables à la nation anglaise. Ajoutez à tout cela que l'empereur est vieux, qu'il y a des cabales partielles, des artificieux dans tous les pays. D'ailleurs tous les grands, les favoris de l'empereur sont avides de présents, des richesses.

Quoi qu'il en soit, Macartney, qui avait été considéré comme un « porteur de tributs », quittait Péking au bout de quarante-sept jours, le 7 octobre 1793. Il reprenait la route du sud, en partie par le grand canal jusqu'à Hang-tcheou. De là, il gagnait les Chou-san, et enfin Canton, où il trouvait le *Consoo-fund* toujours existant, le *hou-pou* continuant ses demandes exagérées, et il descendait à Macao. Macartney quittait définitivement la Chine le 17 mars 1794, et débarquait à Portsmouth le 5 septembre de la même année, après un voyage qui avait coulé 80.000 livres sterling et n'avait rien rapporté à son pays.

Ambassade hollandaise de Titsingh. — Le chef du comptoir de la Compagnie des Indes hollandaises à Canton, né à Utrecht en 1739, ancien subrécargue. André Éverard van Braam Houckgeest, après avoir servi en Chine, avait émigré aux États-Unis, lorsque vers 1784 il accepta sa nouvelle mission dans l'Extrême-Orient. Il nous raconte que, le 2 avril 1794, un envoyé du tsong-tou vint le trouver pour

Histoire générale. **La Chine**
1559-1900

« savoir si la Compagnie des Indes hollandaises n'adopterait pas l'idée d'envoyer à Péking un député pour y féliciter l'empereur, à l'occasion de l'anniversaire de son avènement au trône, que Sa Majesté allait célébrer pour la soixantième fois. Il ajouta que les Anglais, ainsi que les Portugais établis à Macao, avaient manifesté l'intention de prendre part à cet événement remarquable ; que la nation hollandaise, étant l'une des ^{p08.953} premières établies à la Chine, le tsong-tou verrait avec une véritable satisfaction que la Compagnie eût un représentant à cette solennité.

Les Anglais, au contraire, prétendent que l'insuccès de l'ambassade de lord Macartney, connu lors de son passage à Canton, fit germer dans l'esprit de Van Braam l'idée de reprendre pour sa nation l'entreprise anglaise. Quoi qu'il en soit, celui-ci écrivit au Conseil général de Batavia, qui accepta favorablement ses propositions. Il nomma comme premier ambassadeur Isaac Titsingh, son agent au Japon, et, comme second, Van Braam ¹.

Titsingh s'embarqua à Canton le 22 novembre 1794, remonta le Kouang-toung et le Kouang-si jusqu'à Kieou-Kiang, près du lac Po-yang ; puis, par le Hou-Kouang, le Kiang-nan et le Chan-toung, arriva à Péking le 17 janvier 1795. Le fiasco des Hollandais fut aussi grand, sinon plus grand, que celui des Anglais. On lit dans les notes mêmes qui accompagnent le récit de l'ambassade

« qu'on trouva une difficulté presque insurmontable à faire concevoir aux Chinois qu'il puisse exister un empire gouverné autrement que par un seul homme. Aussi voit-on que, malgré toutes les peines prises à cet égard, ils disent : le *roi de Hollande*.

¹ Le reste de l'ambassade était composé du jeune van Braam en qualité de gentilhomme, de trois secrétaires, D'Ozy, Agie et De Guignes le fils, qui gérait notre consulat à Canton, d'un chirurgien, Blettermann, d'un horloger, Petit-Pierre, d'un maître d'hôtel, douze soldats, deux Malais et d'un certain nombre de cuisiniers chinois, plus trois mandarins.

Titsingh quittait Péking le 15 février et redescendait à Canton par Hang-tcheou et Nan-tchang, après un inutile voyage. Les Hollandais n'étaient donc pas plus heureux qu'au XVIII^e siècle ¹.

Autres étrangers à Canton. — Les Portugais, distancés par les autres étrangers, avaient vainement essayé avant les Anglais de regagner par des ambassades à Péking le terrain qu'ils perdaient. Nous notons au XVIII^e siècle deux de leurs ambassades dans la capitale : l'une sous Jean V, celle d'Alexandre Metello de Sousa Menezes, arrivée à Péking le 18 mai 1727 et repartie le 16 juillet de la même année ; l'autre, sous Joseph-Emmanuel, celle de Francisco de Assis Pacheco de Sampaio, p08.954 arrivée à Péking le 1^{er} mai 1753 et repartie le 8 juin. Les Portugais prétendirent que les jésuites français avaient fait échouer leur mission. La couronne de Portugal s'était réservé le monopole du commerce de l'océan Indien, qu'elle n'abandonna qu'une seule fois en 1731, pour permettre à un navire portugais de se rendre à Surate et à la côte de Coromandel. En 1752, le monopole royal cessa d'exister.

Les Espagnols avaient transporté presque toute leur activité aux Philippines, où une Compagnie royale avait été créée en 1733. Ce fut à Amoy, dans le Fou-kien, plutôt qu'à Canton, qu'ils témoignèrent d'une velléité de commerce en Chine. La tentative périclita jusqu'au jour où l'émigration des coolies donna de l'importance au mouvement des passagers de l'Extrême-Orient à l'île de Cuba.

Les Danois créèrent des Compagnies en 1612 et 1670. Leurs comptoirs de Tranquebar et de Serampore furent cédés par eux à l'Angleterre en 1845 ².

Les Suédois, dès le début du XVII^e siècle, visitèrent l'Extrême-Orient, mais ils ne naviguaient pas sous leur pavillon, et servaient les Compagnies étrangères, particulièrement la Compagnie néerlandaise. Cependant, en 1627, le roi de Suède Charles IX établit une Compagnie

¹ Voir ci-dessus, [pages 904-905](#).

² Voir ci-dessus, [tome VI, p. 884](#).

Histoire générale. **La Chine** 1559-1900

des Indes Orientales. Nils Matson Kiøeping, qui mourut en 1667, avait visité la Chine en 1655, après avoir successivement servi la Hollande, le shah de Perse et enfin son propre pays, sous le roi Charles-Gustave, comme lieutenant de vaisseau. La suspension du privilège de la Compagnie d'Ostende, arrivée en 1727, laissant sans occupation nombre de marins de différentes nationalités, spécialement des Flamands et des Anglais, un habitant de Stockholm, Henry Konig, homme entreprenant, eut l'idée d'utiliser ces hommes de mer expérimentés afin de créer une Compagnie de commerce suédoise. Ce fut le roi Frédéric I^{er} qui accorda (Stockholm, le 14 juin 1731) à Henry Konig et ses associés une charte pour la Compagnie que ceux-ci se proposaient de former à Gothembourg. Quelques-uns de ses agents au XVIII^e siècle, comme Pehr Osbeck, Olaf Toree, aumônier, le capitaine Carl Gustav ^{p08.955} Ekeberg, Jakob Wallenberg, rapportèrent de précieux renseignements sur la flore des régions qu'ils avaient visitées et qui furent utilisés par l'illustre Charles Linné. La charte de la Compagnie de Suède, renouvelée quatre fois, notamment en 1806, ne fut pas continuée après 1814. Nous ferons remarquer qu'elle rendit les plus grands services à nos agents, et aussi à La Pérouse. Souvent, pendant nos difficultés avec l'Angleterre, ce fut sur des vaisseaux neutres suédois que nous embarquions à Cadix l'argent destiné à notre établissement de Canton. L'entrepôt de la Compagnie suédoise existe encore à Gothembourg, et le drapeau de la factorerie de Canton flotte sur l'un des pavillons du roi dans le parc de Drottningholm.

La Prusse, avec sa Compagnie d'Emden, faisait aussi des voyages à Canton ; mais, des puissances allemandes, ce fut l'Autriche qui montra le plus d'activité avec ses deux Compagnies impériales. Celle d'Ostende, incorporée le 11 décembre 1722, eut sa charte suspendue pour sept ans en 1727, et cessa d'exister en 1793, après différentes péripéties, dont une faillite en 1784. L'autre était celle de Trieste. C'était à la Compagnie impériale que venait d'être cédé le comptoir français lorsque d'Entrecasteaux fut chargé de sa mission à Canton avec l'ordre de faire une enquête sur cette opération fort critiquée.

Les Américains étaient, naturellement, arrivés les derniers en Chine. Leur commerce, qui plus tard devait faire une si rude concurrence à celui de l'Angleterre, s'ouvrit par l'envoi à Canton du vaisseau *Empress of China*, commandé par John Green. Il mit à la voile de New-York le 22 février 1784, c'est-à-dire huit ans après la déclaration de l'indépendance des États-Unis d'Amérique. Le major Samuel Shaw fut le premier consul américain à Canton. Les Américains y furent très bien reçus par nos compatriotes, et je trouve dans la Correspondance des Affaires Étrangères des lettres de Thomas Jefferson remerciant le cabinet de Versailles pour le bon accueil fait par les autorités françaises de Canton à ses nationaux.

Les Russes dans le nord ¹. — Les relations établies entre les Russes et les Chinois lors de la mission de Tou Li-chen ^{p08.956} près les Tourgoutes eurent des suites. Tandis que les Occidentaux luttèrent dans le sud de la Chine pour conserver leurs privilèges commerciaux, dans le nord les Moscovites essayaient de regagner les avantages perdus pour eux par le traité de Nertchinsk. Sur la demande de K'ang-hi, le gouverneur général de la Sibérie lui envoya un médecin suédois, Lorenz Lange, qui, de retour en 1718, fut de nouveau désigné pour accompagner à Péking une ambassade dirigée par le capitaine des gardes du tsar, Léon Vasiliévitch Ismaïlof, qui entra à Péking le 29 novembre 1720, accompagné d'une brillante escorte. Chargé d'aplanir les difficultés du commerce aux frontières des deux empires, Ismaïlof, qui séjourna dans la capitale jusqu'au 2 mai 1721, n'eut guère de succès, soit par suite de la désertion de quelques Mongols qui passèrent aux Russes, soit par suite d'intrigues des autres étrangers, soit par suite des désordres des marchands russes à Ourga. Lange lui-même, qui était resté pour veiller aux intérêts russes, fut obligé de quitter Péking le 12 août 1722. Le 20 août 1727, le comte Sava Vladislavitch signait un traité à Kiakhta ; Lange, qui était retourné à Péking quelque temps auparavant, était nommé comme conseiller de chancellerie. Vladislavitch

¹ Voir ci-dessus, [page 06.918 et suiv.](#)

avait eu comme prétexte de son voyage l'accession au trône de Russie de Catherine I^{re}. On remarquera que, dans toutes les circonstances, la Chine regarde la Russie comme sa vassale : le nom du monarque chinois précède dans les lettres de créance celui du tsar ; l'avènement d'un nouveau souverain à Pétersbourg est immédiatement annoncé à Péking ; les présents sont considérés comme un tribut et les ambassadeurs sont soumis à des cérémonies humiliantes : parfois ils sont retenus à la frontière, parfois ils sont obligés de faire les neuf prosternations (*Ko teou*) en usage en Chine. Vladislavitch, qui n'avait pu aller à Péking, marque pourtant, par la conclusion d'un nouveau traité, la seconde étape des Russes dans leur conquête de l'Asie orientale. Ils obtenaient une meilleure délimitation de la frontière, la permission de bâtir une église à Péking, et de nouveaux arrangements pour les caravanes. Ce traité a été la base des relations de la Russie avec la Chine jusqu'au XX^e siècle. Un traité additionnel à celui du 20 août 1727 ^{p08.957} fut signé le 18 octobre 1768 par Ivan Kropolof. Lange, retourné encore une fois avec une caravane partie en 1736 de Sélinginsk, arriva à Péking le 10 novembre. Il y resta jusqu'au 10 mai de l'année suivante, époque à laquelle il rentra définitivement par le désert de Gobi. Ses voyages, son courage, ses succès diplomatiques, lui valurent le titre de sous-gouverneur d'Irkoutsk. Souvent de graves malentendus s'élevèrent entre les deux pays ; mais, quoique la guerre fût en maintes occasions près d'éclater, par suite surtout de déserteurs passant aux Russes, les difficultés furent toujours pacifiquement surmontées jusqu'au XIX^e siècle.

Mission de Péking ; suppression des jésuites. — On a vu qu'une mission française avait été créée à Péking par les jésuites qu'envoya Louis XIV ¹. Grâce à leur activité, le père Charles Le Gobien put commencer à Paris en 1702 le recueil si important des *Lettres édifiantes et curieuses*, continué depuis par Du Halde et Patouillet. Jean-Baptiste

¹ Voir ci-dessus, [pages 06.911/2](#). Après le père Jean de Fontaney, elle eut pour supérieurs Gerbillon (1699), d'Entrecolles (1706), Hervieu (1719) Labbe (1736) encore Hervieu (1740), Châlier (1745), de Neuville (1747), du Gad (1752), encore de Neuville (1757), Le Febvre (1762), de la Roche (1769), et enfin François Bourgeois, le dernier de tous.

Du Halde put lui-même, grâce aux mémoires envoyés par 27 missionnaires, rédiger la *Description de la Chine*, parue en 1735 à Paris, en 4 volumes in-folio. Enfin les nombreux mémoires envoyés par le P. Amiot et ses compagnons à Bertin, secrétaire d'État, permettent à Brotier, Bréquigny, etc., de compiler le fameux recueil des *Mémoires concernant l'Histoire, etc. des Chinois* (Paris, 1776-1814, 16 vol. in-4). Le XVIII^e siècle chinois nous offre, comme présidents du tribunal des Mathématiques, à la place de Schall et de Verbiest, Kœgler et Hallerstein ; un historien, comme Antoine Gaubil, des grammairiens comme Gerbillon et Prémare, des artistes comme Attiret et Panzi. La suppression de la Compagnie de Jésus par Clément XIV (21 juillet 1773) eut le plus douloureux effet sur notre mission de Péking, dont elle causa la ruine, et partant sur les études sinologiques. La nouvelle en parvint en septembre 1774 et le père von Hallerstein en mourait ainsi que le père Benoit. Des carmes allemands briguaient la ^{p08.958} succession des jésuites, qui auraient voulu voir à leur place des prêtres des Missions étrangères. Ce fut un autre ordre toutefois, celui des lazaristes, qui les remplaça. Les pères Cibot et Amiot, ainsi que le père de Ventavon, survécurent encore quelques années à la destruction de leur mission et à leur remplacement par les lazaristes. Le dernier supérieur des jésuites français à Péking, le père Bourgeois, mourut le 29 juillet 1792. L'évêque de Nanking, Godefroy-Xavier von Laimbeckhoven, s'était éteint à Sou-tcheou (du Kiang-sou), le 22 mai 1787. Lorsque Pie VII eut rétabli l'ordre et que l'ancien secrétaire du père Gabriel Gruber, le Polonais Thaddée Brzozowski, eut été élu général de la Compagnie (2 sept. 1805), des anciens jésuites il ne restait plus à Péking que les pères Joseph Bernard de Almeida et Aloys de Poirot, peut-être même le père Jean-Joseph de Grammont, ancien interprète du chevalier d'Entrecasteaux à Canton.

Les dernières années de K'ien-long. — Après un règne aussi rempli, K'ien-long, estimant qu'après soixante ans de gouvernement comme son grand-père K'ang-hi, qui lui servait de modèle, il était temps de prendre sa retraite, abdiqua le 8 février 1796, en faveur de son fils. Celui-ci prit le nom de règne de K'ia-K'ing. K'ien-long mourut trois ans

plus tard, le 7 février 1799. En dehors de ses conquêtes, K'ien-long signala son règne par une nouvelle division de l'empire. Un rouage important avait été ajouté vers 1730 par l'empereur Young-tching par la création du *Kioun Ki-tchou*, grand conseil ou conseil d'État, dont le nombre de membres n'est pas fixé. C'est en réalité le conseil de l'empereur ; il se réunit tous les jours et n'emploie pas moins de 60 secrétaires. K'ien-long porta le nombre des provinces de l'empire de 15 à 18 : le Kiang-nan fut divisé en Kiang-sou et en Ngan-hoei ; le Hou-Kouang, en Hou-pe et en Hou-nan ; le Kan-sou fut détaché du Chen-si. K'ien-long fut également un grand lettré. Le nombre de ses poésies célébrant ses victoires est fort grand et quelques-unes ont même été traduites dans les *Mémoires concernant les Chinois*. La plus connue est l'*Éloge de la ville de Moukden*, berceau de sa famille, dont le père Amiot a fait publier une transcription à Paris en 1770. K'ien-long fit paraître de nouvelles éditions d'ouvrages considérables, ^{p08.959} comme le *Toung Kien Kang mou*, comme le *Miroir* ou Dictionnaire des mots mandchous et chinois. Il a mérité l'estime des bibliographes par la compilation du Catalogue de la Bibliothèque impériale. Cet ouvrage considérable, commencé en 1772 et complété en 1790, appelé *K'in ting se K'ou tsiouen chou tsoung mou*, est divisé en deux cents chapitres, répartis sous quatre divisions *se-kou* : livres classiques, histoire, philosophie et belles-lettres. Sous ce règne, l'art chinois, par les navires de Canton, se répandit beaucoup en Europe. On en saisit l'influence dans la décoration des salles de quelques palais, comme ceux de Chantilly et de Würzburg ; dans les tapisseries de Beauvais (l'une représente le père Schall en costume officiel) ; dans les étoffes des robes et des habits dont de nombreux spécimens sont arrangés chronologiquement au Musée commercial de Lyon. — La porcelaine, moins belle que celle des Ming et de K'ang-hi, est revêtue souvent d'ornements de goût douteux, sous l'influence des commandes européennes.

IV

Depuis le début du XIX^e siècle jusqu'à 1850 ¹

@

p10.970 **L'empereur K'ia King.** — L'empereur K'ien Long avait abdicé le 8 février 1796, en faveur de son dix-septième fils ², qui prit le nom chinois de règne *K'ia King* et mandchou de *Saitchounga feng chen*. Il ne fut qu'un porte-nom jusqu'à la mort de son père, en 1799. Il semblerait que la mort du grand homme que fut K'ien Long a été le point de départ d'une décadence qui met en péril aujourd'hui non seulement la dynastie actuelle, mais aussi l'intégrité de l'empire chinois. D'un esprit médiocre, abusant des liqueurs fortes, K'ia King eut la bonne fortune que les puissances européennes fussent trop occupées par les grandes guerres de Napoléon pour commencer une lutte qui aurait précipité la chute d'un colosse aux pieds d'argile.

Les premières années de son règne furent marquées par des guerres maritimes dirigées par Tsai Kien et Tchou Pen, contre les côtes du Kouang Toung, du Fou Kien et du Tche-Kiang.

p10.971 **Sociétés secrètes.** — La paix intérieure de l'empire fut surtout troublée, dans la période de K'ia King, par les agissements des sociétés secrètes, si nombreuses en Chine. Les affiliés à l'une d'elles, celle du *Nénuphar blanc* (*Pei lien kiao*), dont quelques auteurs font remonter l'origine à 1350 de notre ère, réussirent à occuper le palais impérial à Peking le 18 juillet 1813. L'empereur était en Mandchourie, à Moukden, et ce fut grâce au courage de son second fils, qui devait être son successeur, que les rebelles entrés par ruse furent expulsés. Le célèbre historien Oueï Yuan, dans son grand ouvrage sur la dynastie

¹ *Histoire générale...*, [tome X, chapitre XXVIII](#), *L'Extrême-Orient : Chine...*, depuis le début du XIX^e siècle jusqu'à 1850, pages 970-988.

² Voir ci-dessus, [page 08.958](#).

actuelle, le *Cheng Vou ki*, a consacré à leurs rébellions les chapitres IX et X. J'ai déjà noté que l'existence des sociétés secrètes est marquée dans l'histoire de ce siècle par différents édits ou faits intéressants. Ainsi, en 1801, dans le chapitre *Rébellions* du Code pénal, on note que les membres de la société dite des *Triades* seront décapités, ceux qui les auront accompagnés seront étranglés ; en 1817, le gouverneur de Canton arrête deux ou trois mille adhérents de cette société ; en 1819, le gouverneur du Hou Nan se plaint de l'accroissement des membres des sociétés secrètes ; des rapports de censeurs, l'un de 1829 dans le Kiang Si, l'autre de 1841 dans le Hou Kouang en marquant également le développement. Ce dernier constate que la société des Triades a cinq loges : 1° Grande loge, Fou Kien ; 2° Kouang Toung ; 3° Yun Nan ; 4° Hou Kouang ; 8° Tche Kiang. Toutes ces sociétés secrètes, politiques, — je ne parle pas des associations philanthropiques, mutuelles, etc., — ont, quel que soit leur nom, pour but de renverser la dynastie actuelle, qui est étrangère au pays ; ce qu'elles n'ont pu faire sous le règne de K'ia K'ing, sous le nom de Houng Mao, et de T'ai Ping, nous les verrons recommencer sous les règnes de T'ao Kouang et de H'ien Foug.

Attaques des Anglais contre Macao. — Les grandes luttes de la Révolution et de l'Empire pouvaient laisser croire que l'activité des Anglais dans l'Extrême-Orient était diminuée : l'insuccès des ambassades de Lord Macartney et de Titsingh n'avait pu leur ouvrir les yeux ; leurs guerres avec Napoléon, leurs relations incertaines avec les États-Unis, la pacification ^{p10.972} douteuse de l'Inde, devaient les rendre circonspects dans des attaques qui, dirigées contre le Portugal, visaient en réalité l'intégrité de l'empire chinois, sous le couvert d'une défense contre les Français. Le 20 décembre 1802, le gouverneur et capitaine général de Macao, José Manuel Pinto, prévenait le vicomte de Anadia, ministre d'outre-mer, qu'il avait reçu du premier subrécargue de la Compagnie anglaise de Canton, autorisé par le gouverneur du Bengale, une lettre afin qu'il fût permis à une garnison anglaise de débarquer à Macao. Le Sénat de cette ville s'opposa à cette demande : son attitude fut approuvée par lettre du gouverneur et capitaine général de l'Inde,

Histoire générale. **La Chine**
1559-1900

Francisco Antonio da Veiga Cabral, en date du 14 avril 1803. Malgré ce premier insuccès, le 12 septembre 1808, nouvelle lettre du premier subrécargue de la Compagnie anglaise de Canton, J. W. Roberts, écrivant (au nom du contre-amiral W. O' B. Drury, battant pavillon sur le *Russell*, envoyé par le gouverneur général des Indes, Lord Minto) au gouverneur et capitaine général de Macao, Bernardo Aleixo de Lemos e Faria, toujours sous le prétexte fallacieux de la crainte d'une attaque des Français contre Macao. Une correspondance s'ensuit entre le gouverneur portugais et l'amiral anglais. Les Chinois interviennent ¹ : Macao n'est qu'un territoire dépendant de Hiang-chan, et le fonctionnaire chinois, Pong, s'oppose au débarquement des Anglais ; le suzerain chinois défend son vassal portugais qui lui paie une redevance annuelle ; l'amiral Drury trouve donc les Chinois derrière les Portugais ; aussi essaie-t-il d'arracher aux premiers ce qu'il n'a pu obtenir des seconds par l'intimidation ; malgré les belles dépêches par lesquelles il tente de faire prévaloir ses vues auprès du vice-roi de Canton, il est obligé de rembarquer ses troupes. Le père Rodrigo, qui servait d'interprète à l'amiral Drury, est jeté en prison par les autorités chinoises de Canton, les subrécargues anglais de cette ville s'empressent d'annoncer cette capture au gouverneur de Macao, Lucas José de Alvarenga. Le commerce étranger, arrêté à Canton, fut rouvert au 1^{er} janvier 1809 (le 16^e jour de la p10.973 11^e lune de la 13^e année K'ia K'ing) par le vice-roi de cette ville, Ou Chiong Couang, dans un avis et des considérants extrêmement déplaisants pour l'amiral Drury. Il est bien certain que sans l'attitude fort énergique des autorités chinoises d'abord à Hiang Chan, puis à Canton, Macao aurait été occupée par les Anglais, et serait restée entre leurs mains après les traités de 1815. Un troisième effort fut tenté en 1814 : le vaisseau *Doris*, ayant, pendant la seconde guerre avec les États-Unis, capturé un navire américain, amena sa prise à Macao. De nouveau, les Chinois cessèrent toutes relations commerciales avec les sujets britanniques depuis le mois d'avril jusqu'au mois de décembre. Malgré un usage séculaire, le

¹ Voir ci-dessus, [page 05.906](#).

gouverneur général des deux Kouang interdit l'emploi des indigènes dans les factoreries étrangères ; des perquisitions furent faites en conséquence dans les établissements anglais pendant que leurs agents principaux étaient obligés de se rendre à Macao pour le séjour annuel et obligatoire des étrangers. Au 6 décembre 1811, plainte fut portée aux membres de leurs comités par les subrécargues anglais contre les fonctionnaires de Macao, qui leur étaient hostiles, comme d'ailleurs les naturels du pays. La plainte resta lettre morte, mais s'ajouta à la liste déjà longue des griefs des Anglais.

Ambassade de Lord Amherst. — Les difficultés du commerce anglais à Canton décidèrent le prince régent à envoyer une ambassade spéciale en Chine pour faciliter la solution des procès entre les fonctionnaires chinois et les commerçants anglais. On fit choix pour représenter le gouvernement anglais de William Pitt, baron Amherst. L'ambassade se composait de trois commissaires, dont le premier était lord Amherst, le second sir George Staunton, et le troisième Henry Ellis ; de quatre interprètes, F. Hastings Toone, J. F. Davis, Thomas Manning et le révérend Robert Morrison ; d'un chapelain, le révérend John Griffith ; d'un médecin, Clarke Abel, etc. Lord Amherst s'embarqua le 8 février 1816, à Spithead, à bord de l'*Alceste*, capitaine Murray Maxwell, accompagné du brick *Lyra*, capitaine Basil Hall, et du *General Hewitt*, capitaine Waller Campbell. Après avoir ^{p10.974} visité Madère, Rio de Janeiro, le cap de Bonne-Espérance, Batavia, etc., Amherst arriva à l'embouchure du Peï-ho le 9 août. Plusieurs circonstances devaient empêcher cette mission d'aboutir ; l'Angleterre venait d'être en lutte avec les Gûrkha, qui reconnaissaient la suzeraineté de la Chine, et quoique leurs suppliques au Fils du Ciel par l'intermédiaire du grand lama aient été rejetées, K'ia K'ing conserva beaucoup de ressentiment contre les habitants du Nepaul, qui avaient traité avec les Anglais sans son consentement. La mauvaise volonté ordinaire des mandarins chinois, les difficultés de la cérémonie de l'audience, c'est-à-dire le Koteou que K'ia K'ing prétendait avoir vu faire par Macartney devant son père K'ien Long allaient forcément faire échouer d'avance la mission

d'Amherst, qui repartit de Chine, porteur pour son souverain d'une lettre fort insolente de l'empereur de Chine. L'ambassade était de retour à Canton par la voie du Grand Canal le 1^{er} janvier 1817 ; elle a peut-être été l'étape la plus humiliante de l'Angleterre dans le Céleste Empire. Amherst devait avoir sa revanche, lorsque le marquis de Hastings prit sa retraite de gouverneur général de l'Inde, laissant à son successeur le soin d'entreprendre la première guerre avec la Birmanie.

À leur retour dans le Sud de la Chine, le *General Hewitt*, vaisseau de la Compagnie des Indes, arrivé à Lintin le 12 septembre 1815, se voyait refuser l'autorisation de charger du thé, et le navire de guerre *Alceste*, après une longue attente à ce point (16 septembre), pénétra dans la rivière de Canton, et quoiqu'il fût reçu à coups de canon, l'attitude énergique du capitaine Maxwell en imposa beaucoup aux mandarins.

K'ia K'ing mourut le 2 septembre 1820, laissant peu de regrets tant au point de vue privé qu'au point de vue politique ; il reçut le nom de temple *Jen Tsoung Jouï*.

L'empereur Tao Kouang (1821-1850). — Le second fils de K'ia K'ing fut choisi comme héritier du trône, parce qu'il avait tué deux des rebelles qui étaient entrés dans le palais impérial en 1813. Il prit le nom de règne de *Tao Kouang*, et reçut comme nom de temple celui de *Süan Tsoung Tch'eng*. p10.975

Guerre des T'ien Chan ¹. — L'annexion des T'ien Chan par l'empereur K'ien Long ne devait pas arrêter les révoltes dans ce pays. Le choix de mauvais administrateurs causa un nouveau et terrible soulèvement ; Pi tsing, gouverneur du Turkestan, crut pouvoir réprimer un mouvement à la tête duquel se mit Djihanghir, fils de Saadet Ali Sarimsak (Sa-mou-ko), et petit-fils du grand Khodja, Burhân ed-Din. D'abord malheureux, Djihanghir réussit à obtenir un grand succès en octobre 1825. Les quatre grandes villes du T'ien Chan Nan Lou, Kachgar,

¹ Voir-ci-dessus, [page 08.936](#).

Yanghi Hissar, Yarkand et Khotan, tombèrent quelque temps après aux mains des rebelles. Tao Kouang s'aperçut enfin qu'il était temps d'agir : il mit Tch'ang Ling à la tête de ses troupes, qu'il concentra avec les vivres à Aksou. Cette ville faillit tomber entre les mains de Djihanghir, mais, en 1827, les Chinois reprennent l'offensive ; à la suite de combats heureux, Kachgar retombe entre leurs mains, ainsi que les trois autres villes de l'ouest, dont nous venons de parler. Djihanghir, en fuite, se décide à repasser la frontière à la suite d'une ruse du général Tch'ang Ling. Attaqué à K'artié Kai, Djihanghir fut battu, fait prisonnier (1828), envoyé à Peking et mis à mort. Nous retrouverons plus tard son fils Bourzouk, réfugié près du Khan de Khokand.

Troubles à Formose ¹. — À la suite de l'évacuation de Formose par les Hollandais et du règne éphémère de Koxinga, cette grande île était devenue possession chinoise : Sa Kam, où étaient installés les Hollandais, devint la capitale sous le nom de Taï-ouan Fou, dont dépendaient trois *hien* : Tchou-lo, Taï Ouan et Foug Chan. La détestable administration locale installée par les Chinois amena, comme plus tard dans les T'ien Chan, des soulèvements nombreux dont le plus important eut lieu en 1722. En 1771, le 26 août, le fameux aventurier comte Maurice Benyowski, échappé de sa captivité chez les Russes au Kamtchatka, débarquait à Formose, qu'il quittait le 12 septembre de la même année, après avoir formé de grands projets de colonisation dans cette île. Benyowski fut chargé ^{p10.976} plus tard de les réaliser pour la France à Madagascar, où il périt misérablement en 1786 en combattant les Français contre lesquels il s'était tourné. La paix avait régné depuis cette époque jusqu'en 1830 ; une querelle ayant éclaté entre deux villages, les mandarins chinois, gagnés probablement par des présents, prirent parti pour l'un d'eux. Les habitants du village sacrifié s'armèrent, battirent les troupes impériales et s'emparèrent de la capitale Taï Ouan Fou. Une flotte chinoise équipée en grande hâte dans le Fou Kien arrivait devant Taï Ouan lorsque la zizanie entre les

¹ Voir ci-dessus, [page 06.905](#).

vainqueurs rendit son effort inutile : la paix était complètement restaurée en 1833. La mauvaise administration du Céleste Empire devait porter ses fruits amers.

Suite des affaires de Canton. — La position devenait intenable dans cette ville : en 1821, l'équipage de la frégate anglaise *Topaze* était attaqué à Lintin ; quatorze Anglais et cinq Chinois étaient blessés. Les affaires commerciales furent par suite suspendues et les subrécargues, avec leur président James B. Urmston, quittèrent Canton. Les mandarins s'apercevant de la faute commise, vinrent à résipiscence, ce qui n'empêcha pas que, la même année, le navire *Canning*, capitaine Patterson, essuya sans riposter le feu des forts de Bocca Tigris. En 1824, un bateau de la Compagnie des Indes, *Earl Balcaris*, fut l'objet du chantage des Chinois : une pièce de bois étant tombée sur une natte qui couvrait un bateau chinois à côté, les indigènes s'empressèrent d'exhiber un des leurs à moitié mort des suites du coup qu'il avait reçu accidentellement ; ils réclamèrent la modique indemnité de 3.000 taëls. On découvrit fort heureusement que le moribond n'avait pas été touché et qu'il succombait à une maladie naturelle. Pour donner une idée de l'intolérance des Chinois, nous dirons que ceux-ci ne permettaient pas aux femmes et aux filles des étrangers de demeurer à Canton ; elles étaient obligées de rester à Macao. En 1829, les marchands hannistes font faillite, ce qui permet d'obtenir certains avantages des Chinois. Il est inutile d'entrer dans le détail de persécutions sans cesse renouvelées.

Mission de Lord Napier. — Pour mettre fin à ces misères, que même une lettre de Lord William Bentinck, alors ^{p10.977} gouverneur général de l'Inde, adressée au vice-roi des deux Kouang, n'avait pu faire cesser, on pensa que la nomination d'un surintendant en chef du commerce britannique à Canton serait le meilleur moyen ; le gouvernement de Guillaume IV fit choix dans ce but de Lord Napier, qui arriva à Macao, le 15 juillet 1834, accompagné de John Francis Davis et de sir G.-B. Robinson. Une lettre de Napier adressée aux autorités chinoises attira contre lui la publication d'une série d'édits. Le 2

septembre, le gouverneur de Canton arrêta le commerce anglais ; en réponse, Lord Napier fit venir les frégates *Andromache* et *Imogene* à Whampoa ; la situation était intolérable. Sur le double conseil des marchands anglais et hollandais, Napier se retira à Macao le 19 septembre 1834, où il mourut le 11 octobre, épuisé par le climat et sa besogne stérile.

Napier laissait une lourde charge à son successeur John Francis Davis, qui ne paraît pas, au reste, avoir montré l'énergie nécessaire dans la circonstance. Ceux qui le remplacèrent, G. B. Robinson et le capitaine Elliot (1836), voyaient les difficultés augmenter de jour en jour ; l'arrivée même du navire de guerre *Wellesley*, avec l'amiral Maitland (1838), n'ouvre pas les yeux aux Chinois ; l'année 1839 marque le point culminant des affaires. Ordre est donné (18 mars) de remettre aux Chinois, sous peine de mort, tout l'opium conservé dans les magasins ; défense est faite aux étrangers de se rendre à Macao ; un cordon de troupes entoure les factoreries. Le capitaine Elliot se décide le 26 mars à remettre les vingt mille deux cent quarante-trois caisses d'opium au commissaire impérial Lin-Tse-su, nommé en 1839, qui allait, l'année suivante, devenir gouverneur des deux Kouang. Le capitaine Elliot quittait Canton le 23 mai, ne laissant derrière lui que vingt-sept étrangers. Au mois de juin, l'autorisation de détruire l'opium saisi était reçue et la mesure mise à exécution. Les caisses étaient précipitées dans les tranchées avec de la chaux et de l'eau salée et, à la marée basse, le tout était déversé dans la rivière voisine. La guerre était devenue inévitable : il faut avouer que si la situation des étrangers allait être intolérable en Chine, et ne répondait nullement à l'état de p_{10.978} civilisation des Européens au milieu du XIX^e siècle, un prétexte était facile à trouver pour commencer les hostilités ; mais il était inutile, à une nation chrétienne, de chercher ce prétexte dans l'effort pour arrêter un commerce profondément immoral fait par le souverain d'un pays soi-disant barbare.

Guerre d'opium. — La fin de l'année 1839 et le commencement de l'année 1840 se passèrent à de petites luttes et à des proclamations

Histoire générale. **La Chine**
1559-1900

lancées par les Chinois et par les Anglais ; mais, au mois de juin 1840, les navires de guerre *Alligator* et *Wellesley*, et le vapeur *Madagascar*, étant venus compléter la flotte, l'amiral Sir John Gordon Bremer déclara officiellement le blocus de la rivière de Canton et, le 30, l'expédition anglaise, composée de quinze navires de guerre, quatre vapeurs, vingt-cinq transports et environ 4.000 hommes de troupes de débarquement, arrivait devant Canton. Dans leur obstination, les Chinois mirent à prix la prise de chaque navire, la tête de chaque Anglais suivant son grade, etc. Après un effort infructueux de l'interprète Robert Thom, pour se mettre en rapport avec l'amiral chinois qui commandait à Amoy, la *Blonde*, capitaine Bouchier, qui le portait, revint rendre compte de l'insuccès de sa mission ; immédiatement l'amiral Bremer remontait vers la grande Chou-san à bord du *Wellesley* et, avec d'autres navires, bombardait la capitale Ting Hai et s'en emparait (5 juillet 1840). Les plénipotentiaires anglais, l'amiral J. Elliot et le capitaine Elliot, arrivés deux jours plus tard, mettaient le blocus à l'entrée de la rivière de Ning Po et à l'entrée du Kiang, la lettre de Lord Palmerston, dont ils étaient porteurs, ayant été refusée par les Chinois. Kichin, le gouverneur général du Tche Li, ne reçut la lettre que pour demander des délais afin de se mettre en rapport avec la cour de Peking ; nommé lui-même commissaire impérial à la place de Lin, il arriva à Canton le 29 novembre ; pas plus que ses prédécesseurs, il ne pouvait arrêter la marche des événements. Le 7 janvier 1841, Sir John Bremer remontait la rivière de Canton et les transports *Nemesis*, *Enterprise* et *Madagascar* débarquaient des troupes. Le *Wellesley*, vaisseau-amiral, avec les navires *Calliope*, *Hyacinth*, *Lame*, *Queen* et *Nemesis* et les autres bâtiments, bombardait les ^{p10.979} forts sans avoir un seul homme tué. Les négociations reprirent, et des arrangements préliminaires furent signés le 20 janvier 1841 par le capitaine Elliot. Ces arrangements comprenaient quatre articles : 1° la cession de l'île et du port de Hong Kong à la couronne britannique ; 2° une indemnité de six millions de dollars au gouvernement britannique, le premier payable de suite, le reste par annuités devant finir en 1846 ; 3° des relations officielles, directes entre les deux pays, sur un pied d'égalité ; 4° le

Histoire générale. **La Chine** 1559-1900

commerce du port de Canton sera ouvert dans l'intervalle de dix jours après le nouvel an chinois. Le résultat de ces négociations fut le rappel de Kichin à Peking et sa disgrâce. Les hostilités reprirent donc : le 25 mai 1841, le général Sir Hugh Gough s'emparait de la ville et des hauteurs de Canton. Parallèlement à l'action militaire se déroulait l'action diplomatique : Sir Henry Pottinger arrivait le 10 août 1841 comme seul ministre plénipotentiaire et envoyé à la cour de Peking. Les hostilités reprenaient avec une nouvelle vigueur, au centre de la Chine : Amoy (26 août), Ting Haï, qui avait été abandonné (2 octobre), la citadelle de Tchin Haï, à l'entrée de la rivière de Ning Po (10 octobre), Ning Po même (9 mars 1842), tombent entre les mains des Anglais. L'amiral Parker, qui a pris le commandement de la flotte, entre résolument dans la rivière de Wou Song (16 juin 1842) et s'empare de la grande ville de Chang Haï (18 juin 1842) ; puis, s'engageant dans le Kiang lui-même, s'empare (21 juillet 1842) de Tchen Kiang, au confluent du Kiang et du Grand Canal. Dans cette dernière affaire, les Anglais eurent 30 tués et 126 blessés, tandis que les Chinois perdirent un millier d'hommes. Il est assez intéressant de noter que, dans cette guerre, depuis le 5 juillet 1840 (première prise de Ting Haï) jusqu'au 24 juillet 1842 (prise de Tchen Kiang) les pertes en tués et blessés sont pour les Anglo-Indiens de 520 et pour les Chinois de 18 à 20.000, suivant les rapports officiels.

Traité de Nan King (29 août 1842). — La prise de Tchen Kiang permettait aux Anglais de remonter jusqu'à Nan King ; le 11 août, ils étaient près d'attaquer cette capitale de la vieille Chine, lorsque les Chinois amenèrent le pavillon blanc. ^{p10.980} Les négociations traînèrent en longueur ; mais enfin, le 29 août, c'est-à-dire le vingt-quatrième jour de la septième lune de la vingt-deuxième année du règne de Tao Kouang, un traité était signé à bord du vaisseau de guerre anglais le *Cornwallis*, au nom de Sa Majesté la reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, par le major général Sir Henry Pottinger, et de Sa Majesté l'empereur de Chine par les hauts commissaires Ki Ying, membre de la famille impériale, précepteur du prince impérial, général

commandant la garnison de Canton, et Ilipu, allié à la famille impériale, fonctionnaire de première classe, décoré de la plume de paon, ancien ministre et gouverneur général, alors lieutenant général commandant à Tcha Pou.

Ce traité, le plus considérable conclu par la Chine avec une puissance européenne depuis le traité de Nertchinsk, comprend treize articles dont nous ne rappellerons que les principaux : ouverture au commerce des cinq ports : Canton, Amoy, Fou Tcheou, Ning Po et Chang Haiï, avec le droit d'y établir des consuls (art. 2) ; cession de l'île de Hong Kong (art. 3) ; indemnité de six millions de dollars pour la valeur de l'opium saisi à Canton en mars 1839 et pour les mauvais traitements infligés aux sujets britanniques (art. 4) ; abolition des marchands hannistes et paiement de trois millions de dollars pour les dettes de ces derniers à l'égard des sujets britanniques (art. 5) ; une indemnité de guerre de douze millions de dollars (art. 6), etc. Ce traité fut approuvé par l'empereur le vingt-quatrième jour de la neuvième lune de la vingt-deuxième année de son règne (27 octobre 1842), et les ratifications furent échangées à Hong Kong, le 26 juin 1843.

Il est impossible d'exagérer la valeur de ce traité ; beaucoup d'Anglais, à l'époque, l'ont trouvé insuffisant, car il ne répondait qu'aux aspirations de 1840, avant qu'une grande guerre eût été entreprise ; il n'en marque pas moins une première étape de l'histoire diplomatique de l'Europe avec la Chine, dont les traités de Tien Tsin de 1858 et les conventions de Peking de 1860 seront la seconde, résultats obtenus d'ailleurs non par des négociations pacifiques, mais à coups de canon. p10.981

Ambassade américaine. — Les Américains avaient de très grands intérêts à Canton ¹ ; aussi, dès la signature du traité anglais, se décidèrent-ils à envoyer en Chine un ministre plénipotentiaire ; ils firent choix, à défaut d'Edward Everett, de Caleb Cushing, du Massachusetts, qui reçut sa commission le 8 mai 1843. La frégate *Brandywine*, qui le portait ainsi que les autres membres de la mission, arriva à Macao le 24

¹ Voir ci-dessus, [page 08.955](#).

février 1844. La mission comprenait, outre le ministre plénipotentiaire, un secrétaire, Fletcher Webster ; deux interprètes, les Rév. E. C. Bridgman (qui faisait en même temps fonctions d'aumônier) et P. Parker ; des attachés, John H. O'Donnell, Robert Mc Intosh, S. Hernis, T. R. West et John R. Peters jr. ; plus un chirurgien, le Dr. E. K. Kane. Un traité, fait sur le modèle de celui de la Grande-Bretagne, fut signé à Wanghia, près de Macao, le 3 juillet 1844 ; les ratifications en furent signées à Canton, le 31 décembre 1845, par le commodore Biddle.

Ambassade Lagrené. — Depuis l'abandon de notre agence consulaire à Canton, à la fin du XVIII^e siècle ¹, nos intérêts n'avaient été représentés en Chine que par les prêtres des Missions étrangères et les lazaristes. La Restauration ne songea à rétablir un consulat à Canton qu'en 1829, lorsque déjà périlait notre établissement similaire en Annam. À la suite du traité signé à Nan King par les Anglais, et même auparavant (1840), un mouvement en faveur d'une reprise active de relations avec la Chine avait eu pour résultat la remise de programmes d'une mission en Chine à M. Thiers, ministre des Affaires Étrangères, président du conseil des Ministres. Notre consul à Canton était alors le comte de Ratti-Menton. On se décida, pour obtenir des avantages semblables à ceux des Anglais, à envoyer en Chine une ambassade spéciale ; on ne peut contester que les chambres de commerce et les publicistes n'aient exercé une forte pression sur le gouvernement.

Le titre d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire fut donné à M. Théodose de Lagrené ; le chef de la mission, accompagné par sa femme et ses deux filles, avait, pour le ^{p10.982} seconder : 1^o MM. de Ferrière Le Vayer, premier secrétaire ; Callery, interprète ; Bernard d'Harcourt, second secrétaire ; Xavier Reymond, historiographe ; Melchior Yvan, médecin ; De Montigny, chancelier ; Macdonald de Tarente, attaché libre ; Marey-Monge, Fernand Delahante, attachés payés ; La Guiche et de Charlus, attachés libres ; 2^o les délégués du ministère du Commerce, désignés par les chambres de commerce de Reims, de Mulhouse, de

¹ Voir ci-dessus, [page 08.958](#).

Histoire générale. **La Chine**
1559-1900

Saint-Étienne, de Lyon et de Paris : MM. Auguste Haussmann, *cotons* ; Natalis Rondot, *laines* ; Isidore Hedde, *soies* ; Renard, articles *dits de Paris* ; 3° les représentants du ministère des Finances : MM. Jules Itier, inspecteur des douanes, chargé d'étudier la question des *tarifs* et de la *navigation* ; Charles Lavollée, employé des finances.

Le résultat de cette mission fut le traité signé à l'embouchure de la rivière de Canton, à Whampoa, à bord de la corvette française à vapeur l'*Archimède*, le 24 octobre 1844 (13^e jour de la 9^e lune de la 24^e année Tao Kouang), par M. de Lagrené et Ki Ying, plénipotentiaire chinois ; les ratifications furent échangées à Macao, le 25 août 1845. Le traité, qui a comme modèle les conventions anglaise et américaine, se compose de trente-six articles, dont l'un, l'article XXII, a une importance exceptionnelle :

« Tout Français qui, conformément aux stipulations de l'article II, arrivera dans l'un des cinq ports, pourra, quelle que soit la durée de son séjour, y louer des maisons et des magasins pour déposer ses marchandises, ou bien affermer des terrains et y bâtir lui-même des maisons et des magasins. Les Français pourront de la même manière établir des églises, des hôpitaux, des hospices, des écoles et des cimetières. Dans, ce but, l'autorité locale, après s'être concertée avec le consul, désignera les quartiers les plus convenables pour la résidence des Français et les endroits dans lesquels pourront avoir lieu les constructions précitées. Le prix des loyers et des fermages sera librement débattu entre les parties intéressées et réglé, autant que faire se pourra, conformément à la moyenne des prix locaux. Les autorités chinoises empêcheront leurs nationaux de surfaire ou ^{p10.983} d'exiger des prix exorbitants, et le consul, de son côté, veillera à ce que les Français n'usent pas de violence ou de contrainte pour forcer le consentement des propriétaires. Il est bien entendu, d'ailleurs, que le nombre des maisons et l'étendue des terrains à affecter aux Français dans les cinq ports ne seront point limités et qu'ils

seront déterminés d'après les besoins et les convenances des ayants droit. Si des Chinois violaient ou détruisaient des églises ou des cimetières français, les coupables seraient punis suivant toute la rigueur des lois du pays.

Cette clause était une nouvelle confirmation du protectorat exercé sur les missions par la France, et devait servir de précédent au baron Gros à Peking en 1860.

Traités divers. — Deux nations suivirent alors l'exemple de la France : la Belgique, par l'intermédiaire de son consul général Lannoy, signa à Canton, le 25 juillet 1845, un arrangement qui l'autorisait à faire le commerce avec la Chine ; la Suède et la Norvège, par l'intermédiaire de leur commissaire Charles-Frédéric Liljevatch, signèrent à Canton, le 20 mars 1847, un traité régulier de paix, d'amitié et de commerce, qui fut accepté et confirmé par la Suède, le 28 octobre suivant. Dans les deux cas, le gouverneur général des deux Kouang, Ki Ying, commissaire impérial, représenta la Chine.

Ports ouverts. — Les cinq ports ouverts par le traité de Nan King et par les traités français et américain étaient, en allant du sud au nord, Canton, Amoy, Fou Tcheou, Ning Po et Chang Hai. Nous n'avons pas à revenir sur Canton dont nous avons parlé à plusieurs reprises, et qui était la seule porte ouverte aux étrangers en Chine. Amoy ou E-mouï (prononciation locale) est la capitale de l'île de Hia Men, sur la côte du Fou Kien ; cette ville fut prise le 27 août 1841, par le lieutenant général Sir Hugh Gough, et le contre-amiral Sir W. Parker ; l'établissement étranger est situé en face de la ville indigène, dans l'île de Kou Lang Sou. — Fou Tcheou, capitale de la province de Fou Kien, est une des plus grandes villes de l'empire. Construite dans une plaine au nord de la rivière Min dont l'embouchure est à environ 45 kilomètres, la ville indigène est entourée de murailles hautes de dix mètres, épaisses de quatre ^{p10.984} mètres, formant une enceinte d'environ huit kilomètres ; elle est bâtie autour de trois collines ; entre deux de celles-ci : le *Wou Chi Chan* (colline du Rocher noir), et le *Kiou Sien Chan* (colline des neuf Génies), s'ouvre la

porte du sud d'où court jusqu'à la rivière et au pont de *Dix mille Âges*, une rue qui traverse des faubourgs populeux. Le Min, qui se divise au-dessus de Fou Tcheou en deux branches qui se réunissent avant le mouillage de la Pagode, forme donc une grande île ; entre cette île, et réunie à elle par un pont et les faubourgs de la ville, se trouve une petite île nommée *Tchoung Tcheou* (île centrale, île du milieu). Tchoung Tcheou est mis en communication avec Fou Tcheou par un grand pont de pierre de 450 mètres de long nommé *Wen Tcheou Kiao* (pont de Dix mille Âges). Les établissements étrangers se trouvent au sud de Tchoung Tcheou dans le faubourg de Nan Taiï. En 1830, Samuel Bail, inspecteur des thés de l'East India Company, avait attiré l'attention sur ce port dont il demandait l'ouverture à cause de son bon emplacement pour l'embarquement des thés noirs. Son vœu fut réalisé en 1842. Dès juin 1844, G. Tradescant Lay fut envoyé comme consul anglais à Fou Tcheou. La France, et plus tard la Russie, suivirent cet exemple. — Ning Po est situé sur la rivière Yung, dans la province de Tche Kiang, dont la capitale est Hang Tcheou ; cette ville bien connue des anciens ¹ fut prise par les Anglais le 13 octobre 1841 ; ils l'évacuèrent le 7 mai 1842, pour remonter vers Chang Haï. Le premier consul d'Angleterre, envoyé en décembre 1843, était le sinologue bien connu Robert Thom ; il avait été devancé, d'ailleurs, par William Charles Milne, missionnaire protestant.

Chang Haï. — Chang Haï est situé dans la province de Kiang Sou. Au commencement du VIII^e siècle, la ville de Song Kiang se nommait Hoa Ting, et son port Hoa Ting Haï est le moderne Chang Haï. Le pays était autrefois appelé *Hou Tu*, et c'était là que la rivière dite de Wou Song, d'après le nom du village qu'elle baigne à sa barre, se jetait à la mer. Jadis, ce qu'on appelle aujourd'hui la rivière de Wou Song remontait p_{10.985} jusqu'à Sou Tcheou et portait le nom de rivière de Sou Tcheou ; ce dernier nom n'est plus donné au cours d'eau que depuis Chang Haï jusqu'à Sou Tcheou. Le Houang Pou, comme on désigne généralement la rivière qui passe à Chang Haï, coulait à peu près depuis Song Kiang

¹ Voir ci-dessus, [page 05.905](#).

jusqu'au Kao Tchang Miao, où se trouve l'arsenal actuel, puis se jetait directement dans la mer ; un canal ancien, élargi en 1403, sous l'empereur Yong Lo, de la dynastie des Ming, nommé le Fan-kia Pang ou Van-kia Pang, réunit le Houang Pou, depuis Kao Tchang Miao, à la rivière de Wou Song : c'est ce canal, désormais désigné sous le nom de Houang Pou, qui baigne la ville actuelle de Chang Haï et les concessions étrangères. D'ailleurs, le terrain d'alluvion sur lequel est construite cette ville s'est beaucoup modifié : ainsi la grande île de Tsong Ming ne date que de 705 de notre ère et elle fut envahie par les Japonais dès le XIV^e siècle. En 1360, Chang Haï fut élevé au rang de *hien*, c'est-à-dire de ville de troisième classe ; en 1570, les murailles furent construites pour servir de remparts contre les pirates japonais. Mais la grande prospérité de Chang Haï ne date que de l'arrivée des étrangers. Les environs de Chang Haï furent le théâtre des efforts des premiers jésuites. Le célèbre Ricci ¹ trouva un appui des plus puissants en Siu Kouang-ki qui était *co-lao* ou *tchoung-tang* (grand secrétaire), ministre pendant la période Wan-li (1562-1633), auteur d'un grand nombre d'ouvrages scientifiques estimés. Le village de *Siu Kia-hoei* (Zi Ka-wei, dans le dialecte local), à 6 kilomètres au sud-ouest de Chang Haï, ainsi nommé à cause de la sépulture de cet homme d'État célèbre, est le siège d'un grand établissement de missionnaires créé en 1850, qui comprend, avec sa dépendance de Tou Sé Wé, un observatoire fondé en 1872, une imprimerie, un orphelinat, etc. Ce fut à Zi Ka-wei que l'on construisit, dans la province de Kiang Nan, la première église d'architecture européenne. Au dernier siècle, lors des difficultés des Anglais avec les autorités de Canton, il avait été question de transporter le commerce britannique dans un autre port ; outre Amoy et les Chou San, Chang Haï fut un des points ^{p10.986} désignés. Le rapport de Frederik Pigou, chef de la factorerie anglaise à Canton, qui concluait à l'adoption de ce dernier point, resta dans les cartons. Ce ne fut que beaucoup plus tard, par suite d'un intérêt de propagande à la fois évangélique et commerciale, que Chang Haï fut visité, le 20 août 1831, par le missionnaire protestant

¹ Voir ci-dessus, [page 05.911](#).

Gützlaff, qui y retourna l'année suivante (juin) à bord du vaisseau *Lord Amherst*, en compagnie de Hugh Hamilton Lindsay, officier au service de l'East India Company. Son exemple fut suivi, en 1835, par deux autres missionnaires protestants, Medhurst et Edwin Stevens, qui visitèrent Chang Haï, à bord du *Huron*. Lors de la guerre d'opium, après la prise de Ning Po, la flotte anglaise arriva le 13 juin 1842, devant Wou Song, dont elle s'empara le 16. La ville même de Chang Haï tomba entre les mains des Anglais trois jours plus tard. Les troupes de terre étaient commandées par le lieutenant général Sir Hugh Gough, et la flotte par le vice-amiral William Parker. Un capitaine de l'artillerie de Madras, G. Balfour, fut nommé consul anglais à Chang Haï, où il arriva le 5 novembre 1843. À la suite du traité signé par M. Théodose de Lagrené, nous imitâmes l'exemple des Anglais en envoyant comme agent consulaire M. de Montigny (20 janvier 1847) ; à la même époque, les Américains n'étaient représentés dans cette grande ville que par un consul commercial. Les conventions passées pour la cession des terrains à Chang Haï furent signées par les Anglais le 24 septembre 1846, et par les Français le 6 avril 1849. M. Balfour était remplacé quelque temps après par M. Rutherford Alcock ; M. de Montigny allait devenir successivement consul, puis consul général.

Hong Kong. — L'île de Hong Kong (Hiang Kiang), cédée à l'Angleterre par le traité de Nan King, est une des nombreuses îles à l'embouchure de la rivière de Canton, située par 22° 16' 53" lat. N. et 111° 49' 16" long. E. De ce rocher stérile, muni toutefois d'un port excellent, les Anglais ont su faire une de leurs plus florissantes colonies. La passe de Ly-Ee-Moon sépare l'île du continent chinois, dont la presqu'île de Kao Loun (Kieou Loung) appartient à l'Angleterre. Cédée une première fois à la Grande-Bretagne par une convention de janvier 1841, signée par le ^{p10.987} capitaine Elliot et le commissaire impérial Ki Chin, mais avec certaines réserves, elle fut cédée en toute propriété à la couronne d'Angleterre par le traité de 1842, et fut déclarée colonie en titre par un ordre rendu en conseil le 5 avril 1843. La prise de possession avait été faite par Sir Edward Belcher (25 janvier 1841) ; le 6 février 1842, Sir Henry Pottinger

déclarait Hong Kong port franc ; en juin 1844, J. F. Davis prenait le gouvernement de l'île. Dès que l'indemnité de guerre eut été payée, le nouveau gouverneur fit, suivant les conventions, évacuer l'archipel des Chou San. Cet acte d'honnêteté devait attirer à Davis de nombreuses inimitiés, qui profitèrent de la première occasion pour le faire déplacer.

Affaires de Fat Chan. — Fat Chan, ou Fo Chan, est un grand marché de la province de Kouang Toungh, sur les bords d'un cours d'eau animé par la présence d'un nombre considérable de bateaux-fleurs, qui réunit le Si Kiang au Tchou Kiang, par le bras de San Choui. En 1847, quelques Anglais ayant été attaqués à cet endroit, Sir John Davis, alors gouverneur de Hong Kong, en remplacement de Sir Henry Pottinger, déclara qu'il

« exigeait et demandait que les sujets britanniques fussent aussi libres de vexations et d'insultes qu'ils pouvaient l'être en Angleterre.

Le Commodore Henry Keppel fut envoyé dans la rivière de Canton pour châtier les coupables ; mais, malgré le succès de cette expédition, Davis, loin d'être approuvé par son gouvernement, fut obligé de rentrer en Europe et remplacé par Sir George Bonham (1848).

Assassinat d'Amaral. — La déclaration de Hong Kong comme port libre amenait un bouleversement dans le commerce de l'Extrême-Orient, dont devaient pâtir le port chinois de Canton et la colonie portugaise de Macao. La plupart des maisons étrangères de Canton, les journaux, etc., transférèrent leur principal établissement dans la nouvelle colonie anglaise, en même temps qu'un grand nombre de Chinois trouvaient sous le pavillon britannique une protection souvent insuffisante dans leur propre pays. Mais Canton, ville considérable admirablement située, entrepôt de la Chine méridionale, pouvait supporter un choc semblable et continuer à vivre de sa vie propre. ^{p10.988} Il n'en était pas de même de Macao, déjà en décadence. Macao n'était pas considéré par les Chinois ¹ comme propriété du Portugal ; ce

¹ Voir ci-dessus, [page 05.906](#).

pays leur payait un tribut annuel, et à côté de la douane portugaise se trouvait la douane chinoise. Le gouverneur de Macao, João-Maria Ferreira do Amaral, était un homme extrêmement énergique ; un débarquement armé du commandant du vaisseau de guerre *Dido*, Henry Keppel, pour délivrer de prison le Révérend James Summers (1849), avait obligé le gouvernement britannique à reconnaître les tribunaux portugais à Macao, qu'il avait jusqu'alors considéré comme territoire chinois. Amaral avait supprimé la douane portugaise en 1846, mais cette mesure était insuffisante pour faire concurrence à Hong Kong tant que la douane chinoise existerait. Amaral la supprima en 1849, et déclara au sous-préfet indigène que dorénavant, lorsqu'il visiterait la colonie portugaise, il serait reçu avec les honneurs dus au représentant d'une nation étrangère, mais non ceux dus au représentant d'un suzerain. Les Chinois ne tardèrent pas à se venger.

Le 22 août 1849, Amaral, à cheval, avec un aide de camp, passait près de la barrière qui sépare Macao du reste de l'île chinoise de Hiang Chan, lorsqu'il fut démonté par quelques soldats indigènes et tué à coups de sabre. Ce meurtre eut pour premier résultat que le Portugal cessa de payer un tribut annuel à la Chine, et pour second, qu'une situation ambiguë fut, plus tard, résolue par la signature d'un traité.

Mort de Tao Kouang. — L'empereur Tao Kouang mourut le quatorzième jour de la trentième année de son règne, correspondant au 25 février 1850. Il laissait à son quatrième fils et successeur Hien Fong une lourde succession : comprendre la force des peuples d'Europe et connaître les mouvements secrets qui, dans l'intérieur même, menaçaient l'existence du trône mandchou. Dès 1850, on attendait la seconde guerre européenne, on prévoyait l'extension que prendrait le mouvement des T'ai Ping déjà commencé dans le Kouang Si et le Kouang Toung ; nous verrons que Hien Fong fut au-dessous de sa tâche.

V

De 1850 à 1870 ¹

@

^{p11.719} **L'empereur Hien Foug** (1851-1861). — Le quatrième fils de Tao Kouang, mort le 25 février 1850, Yih Tchou, en montant sur le trône, prit le nom de règne de *Hien Foug* ². Les révoltes intérieures qui avaient ébranlé le trône de son grand-père K'ia K'ing allaient redoubler de vigueur ; la brèche ouverte dans l'empire sous le règne de son père Tao Kouang devait s'élargir. Hien Foug, ni comme homme, ni comme souverain, ne fut à la hauteur de sa tâche : il masqua par sa faiblesse et ses cruautés sa profonde incurie, et son empire dut le salut à ceux-là mêmes qui lui avaient déclaré la guerre : les Français et les Anglais.

Les T'ai Ping. — Les sociétés secrètes, formées depuis la fin du XVII^e siècle en vue du renversement de la dynastie mandchoue, avaient été un sujet de préoccupation constante pour les *T'sing* ; sous des noms divers, leurs efforts étaient ^{p11.720} incessants : nous avons vu sous le nom de *Pei Lien Kiao* un mouvement considérable sous l'empereur K'ia K'ing ³ ; sous la direction de Hong Siu-tsun, une révolte plus formidable encore allait ébranler le trône impérial.

Hong était le troisième et plus jeune fils d'un propriétaire paysan, et était né en 1813, dans un petit village du district Hoa, à dix lieues au nord-est de Canton. Quoique très intelligent, il échoua dans ses examens à Canton, où il fit la connaissance de missionnaires protestants (1833). Ses sentiments patriotiques, la connaissance de livres étrangers, puis, à la suite d'une maladie (1837), des visions, lui persuadèrent qu'il avait une grande mission à remplir et il chercha

¹ *Histoire générale...*, [tome XI, chapitre XX](#), *L'Extrême-Orient : Chine...*, de 1850 à 1870, pages 719-752.

² Voir ci-dessus, [page 10.988](#).

³ Voir ci-dessus, [page 10.971](#).

autour de lui des disciples pour l'aider à l'accomplir. Il convertit à ses idées Fong Yun-san, qui devint un auxiliaire précieux ; en 1844, Hong se rendit dans le Kouang-si pour prêcher ses idées, et dès 1850, le mouvement religieux devient politique. La mort de l'empereur Tao Kouang (25 février 1850) est en quelque sorte un signal, et, au mois d'octobre, Hong passe de la prédication à l'action. Alors commence une longue marche à travers la Chine ; une formidable armée de rebelles à la tête de laquelle Hong marche sous le titre de roi céleste, *Tien Wang*, est commandée par quatre lieutenants, *Yang, Sieou, Fong, Wei*, rois de l'est, de l'ouest, du sud et du nord (Tong-Wang, Si-Wang, Nan-Wang et Pe-Wang) ; dans le Kouang-si ils font le siège de la capitale, Kouei-lin, puis ils pénètrent dans le Hou-nan, assiègent Tchang-Cha, et, par la rivière Siang, pénètrent dans le lac Toung-ting qu'ils traversent, jusqu'au Yang-tse, à Yo-tcheou (13 décembre 1852). Rien n'arrête leur descente sur le Kiang ; toutes les grandes villes tombent successivement entre leurs mains : Han-keou (23 décembre 1852), Wou-tchang (12 janvier 1853), Kiu-kiang (18 février), Ngan-king (24 février). Les rebelles paraissent enfin le 8 mars en face de la grande ville de Nan King, qui capitule après un formidable assaut, quelques jours plus tard. Le chef des rebelles se proclame Fils du Ciel et sa dynastie devient celle des T'ai Ping, tandis que ^{p11.721} dans le peuple on désigne les insurgés sous le nom de *Tchang Mao* (longs cheveux), parce qu'ils ont renoncé à la coutume tartare de se raser le haut de la tête et qu'ils laissent pousser tous leurs cheveux comme à l'époque des Ming. Cependant les étrangers s'émeuvent de ce mouvement considérable et le gouverneur de Hong Kong, Sir George Bonham, à bord de l'*Hermès* (mai 1853), M. de Bourboulon, sur le *Cassini* (30 novembre), et le vapeur américain *Susquehanna* (mai 1854), se rendaient à Nan King pour visiter les rebelles.

Marche vers le nord. — Maîtres de Nan King, les T'ai Ping traversent le Kiang, battent les Tartares à deux reprises (12 et 15 mai 1853), s'emparent de Fong Yang (28 mai) ; de la province du Kiang-sou, ils sont passés dans le Ho-nan, dont ils ne peuvent prendre la

Histoire générale. **La Chine**
1559-1900

capitale Kai-foung ; ils traversent le fleuve Jaune, passent dans le Chan-si et pénètrent enfin dans le Tche-li (29 septembre). Leurs éclaireurs paraissent devant Tien-tsin (30 octobre) : Peking va tomber entre leurs mains. Est-ce frayeur ? est-ce changement de plan ? ou les inondations, ou le manque d'approvisionnement ? Ils rebrousse brusquement chemin et reprennent la route du sud. De nouveau, ils traversent le fleuve Jaune (17 mars 1854), ils s'emparent de la ville importante de Lin-tsing (12 avril), et enfin regagnent le Kiang.

D'autre part, ils avaient consolidé leur position sur ce grand fleuve. Une campagne dans le Kiang-si leur avait livré le lac Po-yang ; ils mettaient le siège devant Nan-tchang (juin 1853), puis ils étaient remontés le long du fleuve et ils reprenaient Wou-tchang, capitale du Hou-pe (26 juin 1854), qu'ils évacuent et reprennent pour la troisième fois au mois de mars l'année suivante.

Chang-Haï. — Cependant les T'ai Ping allaient se trouver en présence des étrangers. Du 7 septembre 1853 au 17 février 1855, les rebelles occupèrent la ville chinoise de Chang-haï, mais leur présence devait être la source de conflits entre les résidents européens et eux-mêmes ou avec les troupes impériales. Ces dernières menaçant les concessions étrangères, un contingent de résidents et de matelots anglais et américains les repoussa par la force le 4 avril 1854 (bataille de ^{p11.722} *Muddy Flat*, sobriquet donné à Chang-haï, à cause de sa position dans une plaine boueuse). Le 9 décembre 1854, l'amiral Laguerre bombardait les rebelles et, le 6 janvier suivant, ses deux navires, la *Jeanne d'Arc* et le *Colbert*, achevaient de dégager notre concession avec ses compagnies de débarquement ; nous perdîmes dans cette action deux officiers et sept soldats de marine tués sur le coup ; trente-quatre autres avaient été blessés.

Mais nous devons abandonner un instant les T'ai Ping pour parler d'autres événements, qui à la même époque menaçaient la Chine.

Les Musulmans au Yun-nan. — Cette rébellion commença au Yun-nan entre mineurs musulmans et chinois, qui se prirent de querelle. À cinq jours de marche de Ta-li-fou, se trouvaient des gisements de galène argentifère mis en pleine exploitation et en commun par des Chinois et des musulmans. Le Chinois, âpre au gain, tenta bientôt d'évincer son compatriote musulman, mais celui-ci, peu heureux au début de son travail, avait vu ses efforts réussir et refusa d'employer à son tour le Chinois moins prospère : de là rixes, quelques hommes tués, les Chinois repoussés, et le mandarin, pris de peur, qui au lieu de calmer l'effervescence, s'enfuit à Yun-nan-fou pour rédiger un rapport foudroyant contre les mahométans, et mettre ainsi le feu aux poudres. Craignant d'être attaqués, les musulmans se fortifièrent, mais les Chinois, revenus en nombre, les attaquèrent vigoureusement et massacrèrent tous ceux qu'ils purent saisir dans les villages voisins. Grâce aux mandarins, le calme revint, les troubles cessèrent, mais pour renaître bientôt.

Un massacre général des musulmans fut organisé par un certain Houang Tchoung, vice-président du ministère de la Guerre et leur ennemi acharné ; mais, prévenus, les mahométans ayant à leur tête leur grand prêtre Ma Teh-sing, et Tou Wen-Sieou, tous deux fort considérés par leurs coreligionnaires, se mirent en mouvement, et s'emparèrent de Ta-li-fou, qui resta désormais la capitale et la forteresse des musulmans dans le Yun-nan.

^{p11.723} Un certain Ma H'sien, dont le frère avait été un des premiers mineurs tués près de Ta-li-fou, fut le second chef militaire de ces 20.000 hommes, mis en marche par Ma Teh-Sing. Sa témérité, son énergie, donnèrent une telle impulsion à ses coreligionnaires que les musulmans, en 1860, étaient vainqueurs sur tous les points. Malgré leur immense succès, les deux Ma, qui auraient pu dicter les plus dures conditions aux troupes impériales, se soumirent et se contentèrent d'obtenir du gouvernement de Peking, pour Ma H'sien, qui changeait son nom en celui de Ma Ju-Lung, le grade de général de brigade, des

grades correspondants dans l'armée impériale aux chefs subalternes, et de larges gratifications aux soldats.

La soumission des deux Ma (1860) fut une faute irréparable ; elle amena la ruine du parti musulman ; nous verrons ultérieurement ¹ que les succès temporaires de Tou Wen-Sieou, resté sultan de Ta-li, n'empêchèrent pas son écrasement définitif (janvier 1873).

Premières difficultés avec l'Angleterre. — Le traité de Nan King ², du 29 août 1842, avait été complété par un traité supplémentaire, signé par Sir Henry Pottinger, à Hoo-mun-Chae, le 8 octobre 1843, relatif principalement à la réglementation du commerce. Conformément à l'article XII du premier traité, et à l'article XI du second, les îles Chou-san et Koulangsou avaient été évacuées ³ aussitôt après le paiement des indemnités. Par une convention, signée le 4 avril 1846 à Bocca Tigris, par le gouverneur de Hong Kong, Davis, les conditions d'admission des étrangers à Canton étaient réglées ; il était également stipulé que l'île Chou-san, évacuée par les Anglais, ne serait jamais cédée par la Chine à une autre puissance occidentale ; que même, si elle était attaquée par des étrangers, la Grande-Bretagne la reprendrait pour la restituer à la Chine ; cette convention fut complétée par un arrangement conclu par le haut commissaire impérial Ki Ying deux jours plus tard.

p11.724 Le mauvais vouloir des Chinois se manifesta bientôt par la disgrâce des fonctionnaires qui avaient conduit les négociations avec les « barbares de l'ouest » ; de nombreuses attaques, soit par le peuple, soit par des pirates contre des sujets anglais, allaient augmenter les causes de mécontentement du gouvernement britannique.

Affaire de l'Arrow. — Un nouveau grief allait être le point de départ des hostilités, et le poids des négociations allait retomber sur le docteur

¹ Voir ci-dessous, [tome XII, le chapitre XXV, Extrême-Orient](#).

² Voir ci-dessus, [page 10.979](#).

³ Voir ci-dessus, [page 10.987](#).

(depuis Sir) John Bowring, chargé du gouvernement de Hong Kong en l'absence de Sir Samuel Bonham, et investi en même temps de pleins pouvoirs, comme ministre plénipotentiaire de Sa Majesté britannique. Bowring comprenait d'ailleurs tout le premier que c'était à Peking et non à Canton qu'il fallait agir sur le gouvernement. La *loritcha* (on désigne sous ce nom un bâtiment à la coque européenne avec une mâture et un équipage indigènes) *Arrow*, battant pavillon anglais, commandée par un Irlandais, Thomas Kennedy, ayant été abordée par des fonctionnaires chinois, douze matelots chinois sur quatorze qui composaient l'équipage, furent emmenés prisonniers. Protestation immédiate du consul Harry S. Parkes, près du commissaire impérial Yeh ; celui-ci s'excuse sous le prétexte fallacieux qu'un des matelots de l'équipage était le père d'un célèbre pirate, puis il s'avise que le navire, de construction chinoise, avait été enregistré, il est vrai, à Hong Kong, où il devait se rendre le jour même de l'arrestation de l'équipage, mais que sa licence était expirée depuis le 27 septembre 1856, et que, par conséquent, il n'avait plus le droit de porter le drapeau anglais, depuis cette date ; en conséquence, Yeh refusait au consul Parkes toute espèce de satisfaction : le prétexte n'était pas excellent, mais il était suffisant.

Commencement des hostilités. — Le 22 octobre, Harry Parkes donnait avis de la réponse du commissaire Yeh à ses compatriotes et, en même temps, il prévenait le vice-amiral commandant en chef des forces navales, Sir Michael Seymour, de la tournure que prenaient les événements. L'amiral arrivait à Canton le lendemain, avec le *Coromandel*, après avoir bombardé les quatre forts (*Barrier forts*) entre Whampoa et Canton. ^{p11.725} En même temps, les vaisseaux de guerre *Encounter*, *Sampson*, *Barracouta*, *Comus*, prenaient position, les premiers près de la factorerie anglaise, le dernier dans la passe de Macao. L'amiral faisait sentir successivement ses forces contre les autres forts sans amener les Chinois à résipiscence. Les Chinois, exaspérés, le 14 décembre 1856, à onze heures du soir, brûlèrent les factoreries étrangères : toutes furent détruites, sauf l'établissement

anglais, qui échappa à la ruine commune. Le lendemain, Sir Michael Seymour bombardait la ville.

Attitude de la France. — Des détachements français ou américains auraient peut-être pu éviter ce désastre, mais, dès le 24 novembre 1856, notre plénipotentiaire, le comte R. de Courcy, avait annoncé de Macao à Sir John Bowring que l'amiral Guérin avait retiré

« des factoreries le détachement qu'il y avait envoyé pour y protéger le vice-consulat et le pavillon de France.

Notre ministre ajoutait :

« Nous n'avons plus maintenant à Canton aucun intérêt matériel à couvrir de notre protection ; [j'ai] pris soin d'instruire le gouvernement chinois... de l'adhésion morale que j'entendais donner à votre cause dans ces graves circonstances, tout en maintenant une neutralité de fait qu'il ne me serait permis de rompre sans l'autorisation du gouvernement de Sa Majesté Impériale.

La France allait avoir l'occasion de quitter sa neutralité pour prendre une part active aux opérations.

Martyre de l'abbé Chapdelaine. — Depuis notre traité de 1844 avec la Chine, nos missionnaires, aussi bien dans le nord de la Mandchourie que dans le sud de la province de Canton, avaient cessé d'être l'objet de mauvais traitements de la part des Chinois. Mais ce fut au Kouang-si, province célèbre dans le martyrologe de l'Église, que devait être commis un crime qui a d'ailleurs été imité tout récemment. Le Kouang-si n'avait pas de missionnaires depuis les jésuites, lorsqu'en 1853, le préfet apostolique du Kouang-toung, M. Libois, du séminaire des Missions étrangères de Paris, y envoya l'abbé Auguste Chapdelaine, du diocèse de Coutances. Au bout de trois ans d'évangélisation, l'abbé Chapdelaine fut arrêté et mis cruellement à mort à Sin-lin-hien, le 27 février 1856 : il ^{p11.726} n'était âgé que de quarante-deux ans. Sa mort nous fournissait un prétexte pour intervenir en Chine.

Le Parlement anglais. — C'était l'état de guerre, sans déclaration de guerre, qui existait en Chine : il était impossible de ne pas prendre de mesures décisives, mais le gouvernement britannique allait trouver une opposition violente dans le sein du Parlement. Richard Cobden dénonça les mesures qui avaient été prises à Canton dans l'affaire de l'*Arrow*, et sa motion de blâme, appuyée par un énergique discours de Gladstone, fut votée le 26 février 1857, à une majorité de 16 voix. Lord Palmerston n'hésita pas un instant, il en appela aux électeurs, qui approuvèrent pleinement sa politique chinoise.

Plénipotentiaires. — James, huitième comte d'Elgin et douzième comte de Kincardine, était nommé au mois d'avril 1857 haut commissaire et plénipotentiaire de Sa Majesté britannique pour le règlement des affaires pendantes avec l'empereur de Chine ; d'après les instructions que lui adressait Clarendon, le 20 avril 1857, Elgin devait formuler cinq demandes : les trois premières, réparation des dommages causés aux sujets britanniques, exécution complète des clauses des différents traités ; la quatrième, le droit de résidence à Peking d'un ministre dûment accrédité par la reine, avec le pouvoir de communiquer directement avec les hauts fonctionnaires chinois ; la cinquième comprenait la révision des traités, afin d'obtenir de nouvelles facilités pour le commerce, l'accès aux grandes villes du littoral et aux rivières, et la permission pour les navires chinois de se rendre de tous les points de la côte à Hong Kong pour y faire le commerce. L'éventualité d'une guerre était prévue dans ces instructions.

La Finance fit choix comme plénipotentiaire du baron Gros.

Révolte des Indes. — Cependant Elgin s'était mis en route, lorsqu'à Ceylan il apprenait du lieutenant général T. Ashburnham, commandant des forces expéditionnaires, qui venait de quitter Bombay, qu'un régiment indigène s'était mutiné, le 11 mai 1857, à Meerut. À Singapore, Elgin recevait du vicomte Canning, gouverneur général de l'Inde, une dépêche le pressant d'envoyer à Calcutta les troupes à destination de p11.727 Chine. Après accord avec le général Ashburnham, le 5^e fusiliers et

le 90^e régiment d'infanterie légère étaient envoyés à Calcutta ¹. Arrivé à Hong Kong, le 3 juillet, n'attendant le baron Gros que vers la fin de septembre, Elgin se rendit à Calcutta ; il était de retour à Hong Kong au mois de septembre et le baron Gros arrivait le 16 octobre.

Commencement des hostilités. — Le 12 décembre 1857, un ultimatum était remis au commissaire Yeh et l'île de Honan était occupée sans résistance le 15. Le 25 décembre, Yeh refusait de rendre la ville de Canton. Le 29 décembre, les forces de terre et de mer des alliés, sous les ordres des contre-amiraux Sir Michael Seymour, Rigault de Genouilly, du major général C. T. van Straubenzee, bombardaient Canton et s'en emparaient ; le 5 janvier 1858, on faisait prisonnier Yeh, le gouverneur général, Pih Kwei, le gouverneur de la province, et le général tartare. Yeh fut envoyé captif à Calcutta, Pih Kwei fut chargé de l'administration de la ville, sous le contrôle de trois commissaires étrangers : le commandant F. Martineau des Chenez, de la marine française ; Harry S. Parkes, consul d'Angleterre, et le colonel Thos. Holloway, de l'infanterie de marine anglaise.

Marche vers le nord. — Cependant le comte C. Poutiatine, ministre de Russie, et William B. Reed, ministre des États-Unis, se joignaient aux ministres de France et de Grande-Bretagne pour appuyer à la cour de Peking les doléances des étrangers. Les plénipotentiaires donnèrent avis au gouverneur impérial qu'ils se rendaient à Peking et qu'ils y attendraient jusqu'à la fin du mois de mars (1858) les délégués du gouvernement impérial chargés de régler les difficultés. Le gouvernement chinois ayant refusé de correspondre avec les plénipotentiaires, les alliés se rendirent à Ta-kou, à l'entrée du Peï-ho. Les commissaires chinois n'ayant pas pleins pouvoirs pour traiter, d'autre part le gouverneur-général Tau ayant envoyé au comte Poutiatine, le 17 mai, un mandarin pour lui dire que l'empereur refusait de recevoir les envoyés étrangers à Peking, ^{p11.728} la marche en avant

¹ Voir ci-dessus, [tome XI, p. 646 et suiv.](#)

sur Tien-tsin fut décidée (20 mai). Le jour même les forts de Ta-kou étaient bombardés et occupés par les alliés : rien n'empêchait les plénipotentiaires d'arriver à Tien-tsin le 30 mai.

Traités de Tien-tsin. — À leur arrivée, Elgin et Gros reçurent de Tau, gouverneur général du Tche-li, Tsong, gouverneur général des grains, et Wou, sous-secrétaire d'État, un décret impérial du 29 mai, annonçant que deux commissaires, Koueï Liang, grand secrétaire d'État, et Houa-cha-na, président du conseil des Finances, allaient se rendre à Tien-tsin pour examiner l'état des affaires en litige. En tout état de cause, les mesures étaient prises pour continuer la marche sur Peking : les commissaires impériaux arrivèrent toutefois à Tien-tsin le 2 juin. Mais les commissaires étaient munis de pleins pouvoirs et un double traité fut signé le 26 juin 1858 avec la France et la Grande-Bretagne.

Le traité anglais comprend cinquante-six articles ; les principales clauses en sont : le droit pour l'Angleterre d'avoir un ambassadeur ou un ministre à la cour de Peking, de même que pour la Chine d'avoir un représentant à la cour de Saint-James ; liberté du culte ; Tchen Kiang, sur le Yang-tsé, est ouvert immédiatement au commerce, Han Keou le sera après le rétablissement de la paix. Outre les ports de Canton, Amoy, Fou-tcheou, Ning-po et Chang Haï, ouverts par le traité de Nan King, les étrangers devront également avoir accès à : Niou-tchouang (Mandchourie), Tang-tcheou (Tche-fou, Chan-toung), Tai-ouan (Formose), Tchao-tcheou (Swatow, Kouang-toung) et Kioung-tcheou (Haïnan). D'autres clauses traitent des droits de douane, de navigation, etc. Enfin les ratifications devaient être échangées à Peking, dans l'année qui suivrait la signature du traité. Dans un article supplémentaire, il était convenu que les forces anglaises se retireraient de Canton après le paiement d'une indemnité de deux millions de taëls pour dommages et intérêts, et de deux millions de taëls pour les frais d'expédition.

Le traité français, signé le 27 juin 1858, renferme quarante-deux articles, différant peu du traité anglais. Parmi les ports ^{p11.729} ouverts, Tam-soui dans l'île de Formose, ainsi que Nan King, dans le Kiang-sou,

sont ajoutés (cette dernière stipulation resta lettre morte) dans le traité français ; en revanche, Niou-tchouang n'y figure pas ; en plus de l'indemnité de deux millions de taëls pour frais d'armements, une indemnité doit être donnée aux Français et aux protégés de la France dont les propriétés ont été pillées ou incendiées par la populace de Canton avant la prise de cette ville par les troupes alliées. En outre, le mandarin de Sin-lin-hien, coupable du meurtre de l'abbé Chapdelaine, était dégradé et déclaré incapable d'exercer désormais aucune fonction ; la première mission du baron Gros et de lord Elgin en Chine était terminée.

Affaire de Ta-Kou. — M. de Bourboulon, pour la France, et M. Frederick W. A. Bruce furent laissés pour échanger les ratifications des traités de Tien-tsin, et, afin de remplir leur mission, au mois de juin 1859 ils se rendaient à l'embouchure du Peï-ho. Une escadre anglaise, commandée par l'amiral James Hope, et deux bâtiments français accompagnaient les plénipotentiaires. Ils trouvèrent l'entrée de la rivière barrée ; une sommation adressée le 22 juin aux Chinois d'avoir à laisser le passage libre resta sans réponse ; le 25 juin, les forces alliées tentèrent de forcer le passage ; elles furent accueillies par le feu des forts de Ta Kou, et après un combat sanglant, dans lequel l'amiral Hope et le commandant français Tricault furent blessés, les alliés durent renoncer à leur entreprise et se retirer à Chang Hai, où ils attendirent les instructions de leurs gouvernements. L'action des autorités locales de Ta Kou ayant été approuvée par l'empereur Hien Fong, une guerre devenait inévitable.

Guerre de 1860. — La nouvelle de l'attaque infructueuse des forts du Peï-ho arrivait en Europe au mois de septembre ; dès le 2 novembre 1859, l'empereur Napoléon arrêtait la composition des troupes qui devaient prendre part à l'expédition, et le 13, un décret impérial nommait le général de division Cousin-Montauban commandant en chef des forces de terre et de mer : deux brigades d'infanterie, avec des troupes de différentes armes formaient un effectif d'environ huit mille hommes. p11.730 Un brillant état-major général dont le chef était le

lieutenant-colonel Schmitz accompagnait le général Montauban. À la tête des forces anglaises était placé le lieutenant général Sir Hope Grant. Son armée comprenait 13.116 hommes dont 1.000 cavaliers environ. Le commandement de la flotte était distinct de celui de l'armée de terre ; il était confié au contre-amiral James Hope, ayant sous ses ordres le contre-amiral Lewis Jones.

Enfin, on faisait de nouveau appel au concours du baron Gros et de lord Elgin, qui devaient demander des excuses pour l'attaque de Ta Kou, la ratification et l'exécution des traités de Tien-tsin, et le paiement d'une indemnité pour frais de guerre. Les plénipotentiaires s'embarquèrent à Marseille, le 28 avril 1860.

Commencement des hostilités. — Le général Montauban s'embarquait à Marseille (12 janvier 1860), touchait à Hong Kong (26 février), où il conférait avec les chefs anglais et le contre-amiral français Page : il arrivait à Chang Haï sur le *Forbin* (12 mars). Cependant, suivant l'exemple de l'Angleterre, les forces navales françaises dans les mers de Chine étaient détachées des forces de terre, et le vice-amiral Charner en était nommé commandant en chef par décret impérial (4 février 1860). Charner quittait Marseille (29 février), arrivait à Hong Kong (12 avril) et à Chang Haï où il rencontrait pour la première fois le général Montauban (19 avril). Le général anglais sir Hope Grant arrivait à Chang Haï le 6 avril. Deux jours après, les Chinois rejetaient l'ultimatum qui leur avait été adressé à Peking, le 8 mars, par Bourboulon et Bruce. Une conférence des chefs français et anglais fut tenue à Chang Haï (le 14 avril) dans laquelle on décida de s'emparer de la grande Chou-san, que Chang Haï servirait de base aux Français, et Hong Kong aux Anglais ; toute idée de blocus était abandonnée. Ting Haï, dans la grande Chou-san, se rendit aux alliés sans résistance, une semaine plus tard (21 avril) ; enfin le 8 juin, les Français occupèrent Tche-fou sans coup férir. Le 18 juin, une réunion des généraux et amiraux français et anglais avait lieu à Chang Haï, à la suite de laquelle la base des opérations fut changée : Tche-fou, où arrivait le baron Gros le 11 juillet, ^{p11.731} devenait le rendez-vous des

Français, tandis que le général Grant et l'amiral Hope s'établissaient en face, à Ta-lien-ouan, dans la péninsule de Liao-toung.

Prise de Ta Kou. — Le 12 juillet 1860, une reconnaissance était faite de la côte chinoise : elle montrait que l'accès de la rivière Pe-tang, un peu au nord du Peï-ho, était seul praticable. Un nouveau conseil des chefs de guerre était tenu à Tche-fou, le 19 juillet, et quelques jours plus tard (26 juillet) les flottes quittaient les mouillages de Tche-fou et de Ta-lien-ouan : le vice-amiral Charner, sur la *Renommée*, était suivi du contre-amiral Page, sur la *Némésis*, commandant la première escadre, du contre-amiral Protet sur la *Dryade*, commandant la seconde escadre, et du capitaine de vaisseau Bourgois, sur la *Dragonne*. Le 30 juillet, les flottes appareillaient et se dirigeaient sur le Pe-tang-ho, mais l'état de la mer ne permettait le débarquement des troupes que le 1^{er} août ; le lendemain, l'avant-garde occupait la ville, le fort du sud, et le fort du nord de Pe-tang sans accident. Malgré le mauvais temps, les jours suivants furent employés à reconnaître la plaine marécageuse qui s'étend entre le Pe-tang-ho et le Peï-ho et que traverse une chaussée ; le 12 août, les retranchements de Sin-ko étaient emportés, et le surlendemain les alliés s'emparaient de Tang-ko. Le plan du général Montauban était de s'appuyer sur ces deux places pour jeter un pont sur le Peï-ho et attaquer les forts de la rive droite de ce fleuve, qui fut franchi le 18 août. Toutefois, ce plan fut modifié sur l'initiative des généraux sir Hope Grant et Collineau, et, le 21 août, on commença l'attaque du fort en amont sur la rive gauche. Les efforts des troupes de terre étaient secondées par les navires des amiraux Page et Jones. L'attaque commença à cinq heures ; à six, l'action était générale ; à sept, la poudrière du fort intérieur sautait, enfin, l'assaut était donné ; les Français pénétraient les premiers dans la place et notre drapeau était planté sur les murs par le tambour Fachard. Les forts du sud restaient silencieux, le second fort du nord se rendait sans résistance, enfin le même jour les trois forts de la rive gauche s'étaient rendus. Ainsi dans la même journée, les alliés s'étaient emparés de cinq forts,

de quatre barrages, de p_{11.732} 167 pièces de gros calibre, de 444 pièces de moindre force, de fusils, d'arbalètes, etc.

Prise de Tien-tsin. — La roule de Tien-tsin était libre ; l'*Alarme*, accompagnée de l'*Avalanche* et de la *Mitraille* et de l'amiral Hope, quittait le mouillage de Tang-ko, et remontait le Peï-ho (23 août). L'amiral Charner, quelque temps après, arrivait dans le fleuve ; Tien-tsin se rendait sans résistance aux deux amiraux, le 24 août 1860. Les troupes de terre arrivaient dans cette ville deux jours plus tard avec les plénipotentiaires, Elgin et Gros.

Heng-fou, gouverneur du Tche-li, et Kouei-liang, haut commissaire impérial, se présentèrent en négociateurs, mais on reconnut quelques jours après, qu'ils n'étaient pas munis de pleins pouvoirs, aussi les négociations furent-elles rompues (7 septembre) et une marche générale des armées alliées sur Peking fut ordonnée.

Guet-apens de Toung-tcheou. — À la première étape sur le Peï-ho, Yang-tsoun, Tsai, prince de I, et Hang Ki, ministre de la Guerre, apportent de nouvelles propositions (10 septembre), qui ne sont acceptées qu'à la seconde étape, à Ho-si-wo ; les troupes devaient camper à deux lieues de Toung-tcheou et quitter le 17 septembre Ho-si-wo. Le lendemain, les alliés se heurtaient à l'armée tartare et on apprenait que les officiers qui avaient été envoyés en avant étaient faits prisonniers. Onze Français et vingt-six Anglais étaient victimes de ce guet-apens, dit de Toung-tcheou, quoiqu'il ait eu lieu en réalité à Tchang-kia-tchouang (18 septembre), et à la suite duquel beaucoup d'entre eux devaient trouver la mort dans d'affreux supplices.

Pa-li-kao. — Cependant les armées alliées passaient sur l'armée tartare, s'engouffraient dans la longue rue de Toung-tcheou, et s'engageaient sur la route pierrée de 18 kilomètres qui conduit de celle ville à Peking. À huit li (*pa li*), un pont de marbre (*kiao*) franchit le canal, qui va du Peï-ho à la capitale ; c'est là que le général tartare, San-Ko-li-tsin, avait massé ses cavaliers ; dans un combat furieux qui

dura de sept heures du matin jusqu'à midi, les alliés et en particulier les troupes ^{p11.733} françaises, avec le général Collineau en tête, enlevèrent le pont, et dispersèrent la cavalerie tartare. Ce brillant fait d'armes valut au général Montauban le titre de comte de Pa-li-kao. Le jour même, l'abbé Deluc avait été décapité sur le pont par les Chinois : il n'avait que trente-quatre ans (21 septembre).

Prise du Palais d'été. — Le 6 octobre, les forces françaises et la cavalerie anglaise tournaient Peking et s'emparaient au nord-est de la ville du Palais d'été impérial, le Yuen-ming-yuen, que l'empereur Hien Foug avait quitté en hâte quelques heures auparavant pour se réfugier à Djehol, en Mongolie. On y trouvait des traces des tortures infligées aux malheureux prisonniers européens. La cruauté des Chinois ne peut toutefois excuser, si elle l'explique, le pillage du Palais d'été ; Yuen-ming-yuen était un véritable musée dont les palais, dispersés au milieu des parcs et des lacs, contenaient entassés tous les présents envoyés aux souverains de la Chine. Cependant, les Chinois renvoyaient 17 prisonniers et on put se rendre compte du sort des victimes du guet-apens de Toung-tchéou ; quatre d'entre eux avaient été mis à mort, les autres conduits à Peking à pied ou dans des chariots garnis de clous, périrent dans les tortures ou des suites de mauvais traitements. Ces atrocités portèrent au plus haut point l'indignation de lord Elgin, qui était installé au Want-cheou-chan, près du Yuen-ming-yuen ; les massacres avaient eu lieu à l'instigation de l'empereur ; le plénipotentiaire anglais ne pouvant atteindre le fuyard, résolut de le frapper dans ce qu'il avait de plus cher. Le Yuen-ming-yuen était, dit lord Elgin,

« la résidence favorite de l'empereur, et sa destruction ne pouvait manquer d'être un coup porté à son orgueil, aussi bien qu'à ses sentiments.

Le jeudi 18 octobre, le palais était incendié.

Prise de Peking. — Le 13 octobre, le ministre Hang Ki se décida, sur les menaces des alliés, à ouvrir la porte 'An-ting, et ceux-ci

résolurent de s'installer dans la capitale. Le 17, un ultimatum était envoyé aux Chinois pour les avertir que si la paix n'était pas signée le 29, le palais impérial de Peking serait incendié. Le prince Kong, frère de l'empereur, comprit qu'il était de l'intérêt de la dynastie mandchoue de traiter le plus vite possible avec les étrangers ; d'ailleurs le général Ignatiev, ministre de Russie, avait triomphé des dernières hésitations du prince à se rendre auprès des alliés. Le 22 octobre, une indemnité pour les victimes du 8 octobre était payée et quelques jours plus tard la paix était signée.

Conventions de Peking. — Le 24 octobre 1860, Lord Elgin signait une convention en neuf articles qui comprenaient : des excuses pour l'attaque à Ta Kou de juin 1859, le droit de résidence pour un ministre anglais à Peking, une indemnité de huit millions de taëls pour frais de guerre (six millions) et dommages aux résidents anglais (deux millions) au lieu de l'indemnité de l'article séparé du traité de Tien-tsin ; Tien-tsin ouvert au commerce, règlement de l'émigration, cession à l'Angleterre de Kaou-loun en face de Hong Kong ; exécution immédiate du traité de Tien-tsin ; évacuation des Chou-san, après la signature des conventions ; occupation de Tien-tsin, des forts de Ta Kou, de la côte nord-est du Chan-toung et de Canton jusqu'au paiement de l'indemnité. Les ratifications du traité de Tien-tsin étaient échangées le même jour. Le lendemain, le baron Gros signait avec le prince Kong une convention similaire en dix articles. L'article 6 a un intérêt particulier pour nous à cause du protectorat des missions :

« Conformément à l'édit impérial, rendu le 20 mars 1846, par l'empereur Tao Kouang, les établissements religieux et de bienfaisance qui ont été confisqués aux chrétiens pendant les persécutions dont ils ont été les victimes seront rendus à leurs propriétaires par l'entremise de Son Excellence M. le Ministre de France en Chine, auquel le gouvernement impérial les fera délivrer avec les cimetières et les autres édifices qui en dépendaient.

Les ratifications du traité de Tien-tsin eurent lieu le même jour.

Fin de la campagne. — Le 28 octobre, avaient lieu au cimetière catholique, remis entre les mains de M^{gr} Mouly, lazariste, évêque du Tche-li nord, les funérailles solennelles des victimes du guet-apens de Toung-tcheou ; le lendemain, l'ambassade assistait à un service pour les morts et à un *Te Deum* dans la cathédrale, remise également à M^{gr} Mouly. Le 1^{er} novembre, les Français quittèrent Peking, et les Anglais p_{11.735} le 7 ; les ambassadeurs quittèrent le 9 avec les dernières colonnes : toutes les troupes étaient de nouveau réunies à Tien-tsin le 14 novembre ; le général Collineau et le général Staveley restaient à Tien-tsin ; les autres troupes étaient embarquées soit pour Chang Haï, soit pour Canton. Le baron Gros quittait Tien-tsin le 24 novembre, après avoir installé M. de Bourboulon comme ministre à Peking. Lord Elgin quittait le 25, son frère cadet, sir Frederick Bruce, allait rester en Chine comme ministre d'Angleterre.

Mort de Hien Fong ; Toung Tchi. — Ce misérable prince, heureusement pour son empire, mourut peu de temps après ces désastres (22 août 1861) ; il eut pour successeur, son fils Tsai Tchoun, qui prit le nom de règne (*nien-hao*) de *Tsi Tchiang*, « bonne chance ». Quelle lourde succession pour cet enfant ! Dans le nord-ouest et le sud-ouest de la Chine, les musulmans étaient en rébellion ; au centre, les T'ai Ping, avec Nan King comme capitale, se répandaient sur les bords du Kiang et occupaient les principales villes du Kiang-sou et du Tche-kiang, les étrangers n'avaient pas encore évacués les ports du nord, ni Chang Haï, et ils tenaient Canton ; les Russes étaient fortement établis sur le fleuve Amour. Ni flottes, ni armées dignes de ce nom ; le trésor impérial vide. Il eût suffi qu'une puissance occidentale le désirât pour que le trône mandchou, ébranlé depuis Tao Kouang, croulât dans l'ignominie, avec Hien Fong. Ce furent les étrangers, au contraire, qui sauvèrent cette dynastie presque perdue et aidèrent l'homme habile qui allait diriger les destinées de l'empire à sortir de difficultés presque inextricables.

Le prince Kong. — Yih Sin, prince de Kong, sixième fils de l'empereur Tao Kouang, frère de Hien Fong, était alors un jeune homme ; il était né le 11 janvier 1833. C'était lui qui avait traité avec les alliés et ce fut lui qui dirigea les affaires pendant les derniers mois du règne de son frère. Les affaires étrangères, qui étaient réglées par les gouverneurs des provinces frontières et par le *Li fan youen*, pour les affaires de Mongolie et de Russie, n'étaient pas rattachées à l'un des six départements ministériels. La guerre de 1860 avait fait voir ^{p11.736} l'inconvénient de ce système, et à la suite d'un rapport du prince de Wei, un décret impérial constitua, le 19 janvier 1861, un nouveau ministère sous le nom de *Tsong-li Ko Kouo che wou yamen* ou simplement *Tsong-li yamen*, auquel furent appelés le prince Kong, Kouei Liang, premier grand secrétaire, et Won Siang, vice-président du ministère de la Guerre. L'année suivante, quatre autres membres furent appelés à ce ministère, qui en 1869 comprenait dix ministres. L'avènement d'un jeune empereur allait donner encore plus d'importance au prince ; une longue régence s'annonçait ; le 7 novembre 1861, le prince Kong était nommé premier ministre et régent conjointement avec l'impératrice douairière. Pour bien marquer le changement politique, il changeait le nom de règne de son neveu de Tsi Tchiang en Toung Tchi (*union dans l'ordre*), puis il se débarrassait des conseillers de Hien Fong, par un véritable coup d'État : le 2 décembre, un décret dénonçait les crimes du Conseil des Huit, institué par Hien Fong et ordonnait qu'un rapport fût fait sur les châtiments à infliger à Tsai Yuan, prince de Yi, Tuan Hua, prince de Tchen, Sou Tchouen, grand secrétaire. Le même jour, l'ordre était donné de dégrader les deux premiers et d'arrêter le troisième ; huit jours après tous trois étaient condamnés à mort ; pour sauver le prestige de l'État, Tsai et Tuan eurent la faveur de se suicider, tandis que Sou fut exécuté : il mourut d'ailleurs avec beaucoup de courage. Tous les autres membres du Conseil furent dégradés. Ajoutons que le 31 août 1864 la *Gazette de Peking* annonçait que par suite des services rendus par les ancêtres de Tsai et de Tuan, leurs titres de princes seraient ressuscités et donnés à des membres éloignés de leurs familles. Le prince Kong, était

désormais maître de la situation ; il allait garder le pouvoir, presque sans interruption, pendant de nombreuses années, jusqu'à ce que son influence pâlit devant celle de Li Houg-tchang.

Guerre des T'ai Ping. — Le principal effort du gouvernement tendait à rétablir l'ordre dans les provinces ; nous avons vu déjà que les deux Ma, en faisant leur soumission en 1860, avaient porté un coup fatal à l'influence musulmane dans le ^{p11.737} Yun-nan ; mais les T'ai Ping occupaient toujours Nan King et le Kiang-sou ; la prise de Ning-po (9 décembre 1861) et de Hang-tcheou (29 décembre 1861) leur livrait le Tche-kiang. Les étrangers, menacés dans leurs intérêts dans la vallée du Kiang, ne pouvaient manquer d'intervenir : une conférence des autorités maritimes et militaires, vice-amiral sir J. Hope, colonel Moody, contre-amiral Protet, colonel Théologue, Edan, consul de France, se réunissait à Chang Hai (13 février 1862) et décidait d'agir énergiquement. D'autre part, au mois de juin 1860, une force de cent étrangers commandée par l'Américain Ward avait été réunie par les Chinois ; la prise de Song-kiang, le même mois, et l'appui qu'elle donna aux troupes franco-anglaises lui valurent le titre d'*ever victorious army*, *tchang chang-kiun*. Le général de brigade C.-W.-D. Staveley avec le contingent français s'emparait successivement de Tsing-pou (12 mai 1862) et de Nan-jao (17 mai 1862), où nous perdions l'amiral Protet, tué d'une balle au cœur ; quelques jours auparavant le capitaine Dew, de la marine anglaise, avait repris Ning-po (10 mai 1862). Malheureusement Ward fut tué à Tsu-tchi dans le Tche-kiang, le 20 septembre, et remplacé par Henry Burgevine, qu'on fut obligé de destituer en janvier 1863 ; il eut pour successeur le capitaine Holland, de l'infanterie de marine anglaise, et enfin le célèbre Gordon (Gordon pacha) en mars. La prise de Fou chan (6 avril 1863), de Tai-tsan (2 mai 1863), de Quin-san (30 mai 1863), de Wo-kong (29 juillet 1863), de Fong-tching (26 août 1863), permit d'investir la grande ville de Sou-tcheou. Entre temps Henry Burgevine était passé aux rebelles ¹ (août),

¹ Cet aventurier mourut misérablement noyé en juin 1865.

mais était obligé de se rendre à Gordon deux mois plus tard ; une défaite (27 novembre) réparée par une victoire (29 novembre) sous les murs de Sou-tcheou précédèrent la reddition de cette ville (5 décembre 1863) à Gordon et à Li-Fou-taï ; malgré la parole jurée, les chefs rebelles furent mis à mort par ordre de ce dernier, et Gordon donna sa démission.

Fin de la guerre des T'ai Ping. — Cependant pendant que Gordon et Li conduisaient les opérations militaires sur la ^{p11.738} rivière de Sou-tcheou, un corps franco-chinois agissait dans le Tche-kiang ; la prise de Chao Hing (18 mars 1863) par le capitaine Dew avait préparé la pacification. Notre compatriote Tardif de Moidrey, remplaçant Protet, avait été tué devant cette ville (19 février 1863), mais ses successeurs, les lieutenants de vaisseau Pierre d'Aiguebelle et Prosper Giquel, s'emparèrent de la capitale du Tche-kiang, la grande ville de Hang-tcheou (21 mars 1864), et l'occupation de Hou-tcheou (28 août 1864) termina heureusement cette campagne.

Cependant Gordon avait repris du service (mars 1864) ; les opérations militaires furent poussées avec vigueur dans la vallée du Kiang, enfin Nan King fut attaqué : Hong-Siu-tsuen, le tien-wang, se suicidait et la grande capitale se rendait (19 juillet 1864) à Tseng Kouofan. La fameuse Tour de porcelaine avait été détruite en 1856 par l'explosion d'une poudrière. Dorénavant, les T'ai Ping sont traqués de province en province ; chassés de Tchang-tcheou dans le Fou Kien (avril 1865), ils se réfugient dans les montagnes ; beaucoup regagnent leur province d'origine ; d'autres franchissent la frontière du Tong-King où nous les retrouverons plus tard comme *Pavillons jaunes* et *Pavillons noirs*.

Les Nien Fei. — Pendant ces dernières années de luttes, le brigandage s'était établi en maître dans certaines provinces, et, sous le nom de rébellion, les pillards masquaient leurs déprédations : tels étaient les maraudeurs appelés Nien Fei dans le sud du Tche-li, l'ouest du Chan-toung et le nord du Ho-nan.

Pour mettre un terme à leurs exploits, le gouvernement impérial les fit attaquer du côté sud par le vice-roi Tseng-Kouo-fan et du côté nord par le prince San-Ko-Li-tsin, le même général tartare que nous avons mis en déroute à Pa-li-kao ; mais ce dernier fut tué par les Nien Fei en mai 1865. Après avoir causé beaucoup de dégâts dans la vallée du fleuve Jaune, les rebelles furent écrasés en 1868 par Li dans le Chan-toung ; des bandes de ces Nien Fei réussirent à échapper et rejoignirent les mahométans révoltés dans le Tche-li. Li fut en conséquence dégradé à Peking ; mais il n'en continua pas moins sa marche victorieuse et tous ses honneurs lui furent rendus. p11.739

Essais d'organisation militaire. — La guerre de 1860, les révoltes des mahométans dans le Yun-nan, des T'ai Ping, des Nien Fei étaient une dure leçon, et il fallait songer à réorganiser tout au moins la défense de l'empire. Après la prise de Nan King, en 1864, un camp avait été établi près de Chang Haiï, à Fong Hoang-chan, pour exercer les troupes chinoises à l'européenne, sous la direction d'officiers français et anglais ; mais cet effort, purement local d'ailleurs, était insuffisant : il fallait faire grand et nous allons voir quels furent les résultats des deux essais tentés avec la flottille du commandant anglais Sherard-Osborne, et l'arsenal français à Fou-tcheou.

Flottille Sherard-Osborne. — Déjà à l'automne de 1861, l'inspecteur général des douanes, H. N. Lay, dans une entrevue avec le prince Kong, avait fait remarquer l'importance qu'il y avait pour la Chine à écraser la rébellion des T'ai Ping, et la possibilité de le faire avec une force organisée à l'européenne. Le prince entra dans ces vues, et dans une lettre du 20 octobre 1862, il donnait des instructions à M. Lay pour l'achat de vaisseaux et de canons et l'engagement des officiers anglais dans le but de créer une flotte. Rentré en Europe pour sa santé, Lay s'était occupé activement de cette affaire. Il fallait d'abord permettre aux Anglais de prendre du service chez les Chinois et pour cela abroger l'ordonnance de neutralité du 17 janvier 1855, édictée par sir John Bowring, qui interdisait sous peine d'amende ou de

prison aux sujets britanniques de servir soit le gouvernement impérial, soit les rebelles. Cette difficulté fut tournée. Il fallait ensuite rétablir l'autorité impériale sur le Kiang et supprimer les pirates. Ce projet préparé par Lay (16 juin 1862), le capitaine de vaisseau Sherard-Osborne fut désigné avec la permission de son gouvernement (juillet 1862) pour organiser une force militaire et maritime pour la destruction des pirates en Chine, et reçut le 2 septembre 1862 l'autorisation de lever des hommes et d'affréter des navires pour le service de l'empereur de la Chine. Le gouvernement britannique ayant demandé à Lay de produire une autorisation écrite des Chinois pour entreprendre les achats de navires et de munitions et les enrôlements d'officiers, Lay répondit qu'elle était entre ^{p11.740} les mains de Hart, son second, qu'elle était datée du 14 mars 1862, et que depuis cette époque, il avait reçu de l'argent par l'intermédiaire des douanes chinoises, ainsi qu'une dépêche du ministère chinois des Affaires Étrangères pour presser la besogne. D'ailleurs une lettre du prince Kong, du 24 octobre 1862, chargeait officiellement Lay de cette mission. Le capitaine Sherard-Osborne signait avec ce dernier (Londres, 16 janvier 1863) un contrat par lequel il devait prendre le commandement de tous les navires européens et bateaux indigènes montés par des Européens ; pendant quatre ans, il devait être le seul commandant en chef européen. Lay arrivait à Peking (1^{er} juin 1863), et trouvait le prince Kong hostile à quelques-unes de ses demandes. Osborne qui devait rester à Chang Hai, fut appelé dans la capitale ; il apprit que le gouvernement central revenait à l'ancien système de confier aux autorités provinciales la défense des côtes et qu'il allait être placé sous les ordres du fou-tai du Kiang-sou. Justement désappointé, l'officier anglais (19 octobre 1863) déclare au prince Kong qu'il ne peut accepter la position qui lui est faite contrairement à l'engagement pris avec Lay et qu'il disloque la flotte qu'il a réunie. En effet, d'accord avec le ministre d'Angleterre, sir Frederick Bruce, Lay envoie une partie de son escadre en Angleterre, l'autre à Bombay (novembre 1863). Lay fut victime de cette aventure, car le prince Kong, jugeant qu'il avait mal mené cette affaire, qu'il avait outrepassé ses pouvoirs, peut-être aussi que ses prétentions étaient

singulièrement exagérées, le révoqua de sa haute position (15 novembre 1863).

Origine des douanes. Sir Robert Hart. — L'origine des douanes remonte à l'occupation de Chang Haï par les T'ai Ping (7 septembre 1853). La difficulté d'assurer la perception régulière des droits d'entrée obligea les consuls de France, de Grande-Bretagne et des États-Unis à faire un arrangement avec le tao taï par lequel trois fonctionnaires étrangers les représentant ¹ présideraient au paiement des droits pour le compte du gouvernement chinois. Cet état de choses commença le p11.741 12 juillet 1854 et le nouveau système parut tellement satisfaisant aux Chinois que lorsque la ville indigène fut à nouveau occupée par les troupes impériales, ils prièrent M. Horatio Nelson Lay, qui avait représenté le consul d'Angleterre à la place de Wade, de devenir inspecteur permanent des douanes de Chang Haï ; ce petit service fut ensuite étendu aux autres ports et nous allons voir quelle importance énorme il a pris depuis lors.

Nous avons dit qu'à la suite de l'affaire de la flottille Sherard-Osborne, M. Lay avait perdu sa place ; il fut remplacé dans la haute position d'inspecteur général des Douanes maritimes impériales par Sir Robert Hart (nov. 1863), qui depuis lors a donné un développement considérable au service qui lui était confié et a certainement été le conseiller étranger le plus écouté à Peking, où il joue depuis trente-cinq ans un rôle prépondérant. Robert Hart, né en février 1835, entra dans le service consulaire anglais en Chine (1854), secrétaire de la commission des alliés à Canton (1858), il passa en 1859 dans les douanes chinoises en qualité de député-commissaire ; successeur de Lay (1863), il fut nommé ministre d'Angleterre à Peking, à la mort de Sir Harry Parkes ; mais il donna sa démission, et fut fait baronnet en 1893.

¹ Ce furent Thomas Francis Wade pour les Anglais, L. Carr pour les Américains et Arthur Smith pour les Français.

Organisation des douanes. — Les douanes comprennent (1^{er} juillet 1895) un chiffre total de 4.206 employés, dont 735 étrangers et 3.471 indigènes, répartis dans trois départements : 1^o *Revenue Department*, 3.062 Chinois et 647 étrangers, dont 205 pour l'administration intérieure (*in-door staff*), 403 pour le service extérieur (*out-door staff*), 39 pour le littoral ; 2^o *Marine Department*, 408 Chinois et 82 étrangers, dont 4 pour le bureau de l'ingénieur en chef et son suppléant (*engineers' staff*), 13 pour le service des ports et 65 pour celui des phares ; 3^o *Educational Department*, 6 étrangers et 1 Chinois pour les deux collèges (*t'ong wên kouan*) de Peking et de Canton. Au-dessous de l'inspecteur général, (désigné d'une façon populaire sous le nom de I. G.) viennent les *commissaires* (au 1^{er} juillet 1895, ils étaient 29, dont 16 sujets britanniques, 5 américains, 4 allemands, 3 français, 1 hongrois), les *deputy commissionners* (14), les *chief assistants* (3), les *assistants* de p_{11.742} 1^e (20), 2^e (23), 3^e (36), 4^e classe (27), les *clerks* (19) et les employés divers (13), en tout 205 fonctionnaires. On compte 23 médecins ou chirurgiens. Le service de la côte comprend les cinq commandants, dont trois anglais, un danois (le plus ancien), un norvégien (le plus nouveau), des vapeurs *Ping-Ching*, *Fei-Hoo*, *Chuen-Tiao*, *Kai-Pan* et *Li-Kin*. Les deux collèges ont un enseignement ainsi composé (nous mettons entre parenthèses la nationalité des professeurs) : président, C. H. Oliver (Anglais). Peking : droit international (?) ; chimie (Allemand) ; physique (Anglais) ; astronomie (Anglais) ; français (Français) ; anglais (Anglais) ; russe (Russe) ; allemand (Allemand) ; anatomie et physiologie (Anglais). Canton : anglais (1 Anglais, 1 Chinois). — Les douanes impriment à leur département spécial de Chang Haï quatre séries de publications : 1^o *Statistical series* ; 2^o *Spécial series* ; 3^o *Miscellaneous series* ; 4^o *Service series*. Ces documents numérotés sont dressés et classés avec le plus grand soin. La deuxième série spéciale renferme des mémoires étendus sur la médecine, la soie, l'opium, la musique chinoise, etc. Les mélanges, 3^e série, fournissent des catalogues des expositions de Vienne (1873), de Philadelphie (1876), de Paris (1878), de Berlin (1880, pisciculture), des listes des phares, etc. Les douanes ont des

agents dans tous les endroits, ports maritimes et fluviaux, ouverts au commerce étranger. Leur service est assuré, outre les cinq vapeurs désignés plus haut, dont l'un est à Chang Haï, un autre à Amoy, et les trois derniers à Kaouloun, par trois croiseurs, cinq barques et un ponton d'entraînement. Les douanes, dont l'inspectorat général est, comme nous l'avons dit, à Peking, possèdent à Chang Haï un bureau de statistique avec une imprimerie, et sont représentées en Europe, à Londres, par un secrétariat dont le chef a rang de commissaire.

Arsenal de Fou-tcheou. — Nous ne rencontrâmes pas les difficultés des Anglais. Le corps franco-chinois qui avait aidé si largement à réprimer la rébellion des T'ai Ping, dans le Tche-Kiang, était commandé par deux officiers distingués de la marine française, d'Aiguebelle et Giquel. Ces derniers furent chargés par Tso-Tsong-tang, vice-roi du Fou-Kien, de ^{p11.743} créer sur la rivière Min, entre Fou-tcheou et la mer, un établissement où pourraient être fabriqués les armes, et tout ce qui est nécessaire à la marine et à l'armée. C'est ainsi que fut installé en 1867 l'arsenal dit de Fou-tcheou, qui, tout en ayant cessé, depuis le 16 février 1874, d'être dirigé directement par les Européens, continue néanmoins à rendre de grands services ; l'éducation des jeunes gens attachés à l'arsenal et destinés à devenir des ingénieurs ou des officiers de marine est complétée en Europe par des missions d'instruction, qui, dirigées d'abord par Prosper Giquel et Li Fong-pao (1876), l'ont été ensuite par L. Dunoyer de Segonzac et Tche Meou-ki, puis par Wou Tadjen. Les jeunes gens, répartis soit sur les navires de la marine anglaise, soit dans les usines du Creusot ou de Saint-Chamond, dans les écoles du génie maritime, de maistrance, des arts et métiers, des mines, etc., retournent dans leur pays après un séjour de trois ou quatre ans en Europe, parfaitement instruits dans les sciences européennes.

Ports du Yang-tse. — L'activité du prince Kong se signalait non seulement par des campagnes contre les rebelles, mais aussi par l'exécution des promesses faites aux ministres étrangers. Il fut décidé entre M. Bruce et le prince Kong, que le Yang-tse serait ouvert au

commerce étranger par un arrangement provisoire, à la suite duquel lord Elgin (20 janvier 1861) pria le vice-amiral sir James Hope de l'aider à conclure une convention avec les rebelles de Nan King et à installer à Kiu Kiang et à Han Keou les consuls désignés par M. Bruce. Parkes devait accompagner l'amiral. En conséquence, Hope et Parkes remontaient le Kiang sur le *Coromandel*, accompagné de plusieurs autres navires de guerre, installaient un consul à Tchen-Kiang, arrivaient à Nan King (20 février 1861), où ils se mettaient en relations avec les T'ai Ping, puis continuaient leur route, laissaient à Kiu Kiang W. Raymond Gingell comme consul, et parvenaient à Han-Keou (11 mars 1861) visité jadis par lord Elgin sur le *Furious*. P. J. Hughes restait comme consul et l'amiral remontait le Kiang jusqu'au lac Toung-ting, à Yo-tcheou, où il rencontrait une mission anglaise qui cherchait une route ^{p11.744} par le Tibet entre la Chine et les Indes anglaises. L'amiral Hope était de retour à Chang Haï, le 30 mars 1861. Quelques jours auparavant, Harry Parkes, autorisé par l'amiral, avait déclaré (9 mars) le Kiang ouvert entre Tchen Kiang et Han Keou et publié les règlements qui devaient régir le commerce anglais sur le fleuve. D'autre part, la chambre anglaise de commerce de Chang Haï envoyait une mission pour étudier les ports du Yang-tse au point de vue commercial. Une mission semblable, envoyée de nouveau, en 1869, remonta jusqu'au Se-tchouan. Han Keou, dans la province de Hou-pe, est situé sur la rive gauche de la rivière Han, l'une des plus considérables de Chine, à son confluent avec le Kiang ; sur l'autre rive du Kiang se trouve la ville de Hang-yang ; en face, sur la rive droite du Kiang, se trouve la grande capitale provinciale de Wou-tchang. L'agglomération formée par ces trois villes est une des plus considérables de l'empire, et les Russes y font un commerce des plus importants de thé en briques. On comprendra le grand intérêt de ce port pour nous, lorsqu'on saura que la station du chemin de fer franco-belge qui doit le relier à Peking se trouvera sur la concession française : c'est dire que les Anglais sont loin d'être les principaux intéressés, comme ils en font courir le bruit, dans la vallée du Yang-tse. Kiu Kiang est situé sur le bord du Yang-tse près du lac Poyang. C'est le port le plus rapproché de la manufacture

impériale de porcelaine de King-te-tchin. Enfin, Tchen Kiang, également sur la rive droite du fleuve, au confluent du canal impérial, occupe une excellente position dans la province du Kiang-sou, dont la capitale, Nan King, qui devait être ouverte au commerce étranger, par le traité français de commerce de Tien-tsin (1858), occupée par les T'ai Ping, resta fermée. En revanche, Canton fut complètement évacué par les alliés le 21 octobre 1861, après trois ans et dix mois d'occupation. La remise de la ville fut faite en grande cérémonie au vice-roi Lao Tsoung Kouang par le commandant Coupvent des Bois pour les Français, et le capitaine Borlase pour les Anglais. Le consul français fut laissé dans le *yamen* du Trésor, celui des Anglais dans le *yamen* des commissaires alliés. Au mois de ^{p11.745} juillet 1865, les dernières troupes étrangères étaient retirées de Takou et de Chang Haï.

Les Américains en Chine. — Deux puissances avaient suivi avec le plus vif intérêt les événements de 1858 et de 1860 : c'étaient les Russes, dont nous parlerons ci-dessous, et les États-Unis, représentés par leurs ministres William R. Reed, puis John E. Ward. Les États-Unis avaient signé à Tien-tsin, le 18 juin 1858, par l'intermédiaire du premier, un traité ; ce traité fut complété par des articles additionnels à Washington, le 28 juillet 1868, ratifiés à Peking, le 23 novembre 1869. Les Américains, depuis la fin du siècle dernier, avaient en Chine des intérêts commerciaux considérables ; le pavillon des Russell, des Herd, des Oliphant fit longtemps concurrence à ceux des Dent et des Jardine, et dans le commerce des thés et des cotonnades, Boston, New-York et Baltimore, plus tard San Francisco, furent de redoutables rivales pour Londres et Manchester.

Autres traités. — Comme après le traité de Nan King de 1842, les traités de Tien-tsin de 1858 et les conventions de Peking de 1860, les nations étrangères se hâtèrent de profiter des avantages cédés à la France et à l'Angleterre, en signant de leur côté des traités particuliers. Le roi de Prusse, au nom du Zollverein, des grands-duchés de Mecklembourg-Schwerin et de Mecklembourg-Strelitz, et des villes

hanséatiques, envoyait dans l'Asie orientale (1859-1862) une expédition dont un des actes principaux fut la signature, par le comte d'Eulenburg, d'un traité à Tien-tsin (2 septembre 1861), ratifié à Chang Haï le 14 janvier 1863. Le gouverneur général de Macao, Isidoro Francisco Guimaraës, signait un traité le 13 août 1862 à Tien-tsin, dont la ratification fut refusée par le gouvernement chinois, par suite de la clause relative à Macao, diversement interprétée dans les textes portugais et chinois. Le traité danois, signé par Waldemar Rudolph de Raasloff, est de Tien-tsin (13 juillet 1863), ratifié à Chang Haï le 29 juillet 1864. Le traité espagnol, négocié par don Sinibaldo de Mas, à Tien-tsin (10 octobre 1864), a été ratifié par la reine d'Espagne le 14 mai 1866, et les ratifications ont été échangées à Tien-tsin le 10 mai 1867. ^{p11.746} Le traité hollandais, négocié par J. des Amorie van der Hoeven, a été signé à Tien-tsin le 6 octobre 1863. Le traité belge, négocié par Auguste T'Kint, signé à Peking le 2 novembre 1865, a été ratifié à Chang Haï le 27 octobre 1866. Le traité italien négocié par le capitaine de frégate Vittorio Arminjon, signé le 26 octobre 1866, à Peking, a été ratifié à Chang Haï le 12 novembre 1867. L'Autriche, qui avait déjà visité les mers de l'Asie orientale, lors de la circumnavigation de la frégate *Novara* (30 avril 1857 — 26 août 1859), envoyait une nouvelle mission en Chine en 1869, à la tête de laquelle était placé le contre-amiral baron de Petz, qui concluait un traité à Peking le 2 septembre 1869, ratifié à Chang Haï le 27 novembre 1871. Il faut ajouter que dans ces derniers traités, beaucoup des clauses du traité danois, admirablement rédigé, faisaient précédent et étaient adoptées.

La Chine libre. — Canton évacué, la rébellion des T'ai Ping écrasée, la régence fermement établie, la Chine allait reprendre possession d'elle-même. Pour mieux marquer qu'une ère nouvelle commençait pour cet empire, les diplomates de 1860 qui étaient restés comme ministres plénipotentiaires à Peking étaient déplacés (1865). M. de Bourboulon rentrait en France, laissant M. de Bellonet comme chargé d'affaires ; Sir Frederick William Adolphus Bruce cédait la place à son collègue du Japon Rutherford Alcock (28 mars et 7 avril 1865), et était nommé à

Washington (1^{er} mars 1865). Qu'allait faire la Chine ? Le prince Kong paraissait animé des meilleures intentions. La fondation de l'Université de Peking, Tong Wen Kouan (1867), par sir Robert Hart, semblait indiquer le désir chez les Chinois d'acquérir la connaissance de nos sciences et de notre littérature, pendant que leurs armements annonçaient leur intention de transformer leur système militaire. Cependant, il était difficile de faire comprendre aux autorités provinciales le mouvement considérable et irrésistible qui avait amené l'intervention des étrangers en Chine et l'installation définitive de légations à Peking. Des attaques contre les Européens, comme l'affaire de la mission protestante de Yang-tcheou (1868), montraient que le gouvernement chinois ne se rendait pas encore compte de la situation. p11.747

Convention Alcock. — L'article 27 du traité de Tien-tsin du 26 juin 1858, portait que l'une des deux parties contractantes pourrait demander au bout de dix ans une nouvelle révision du tarif et des articles relatifs au commerce ; en conséquence Sir Rutherford Alcock, ministre d'Angleterre, le prince Kong, Wen Siang et autres fonctionnaires désignés, signèrent à Peking le 24 octobre 1869 une convention supplémentaire en seize articles. Wen-tcheou, dans le Tche-kiang, et Wou-hou, dans le Ngan-Houei, devaient être ouverts au commerce britannique ; en revanche on renonçait à l'ouverture de Kioung-tcheou dans l'île de Hainan ; la Chine était libre de nommer des consuls dans les ports appartenant à la Grande-Bretagne, La plupart des autres articles étaient relatifs aux droits de différentes sortes. Cette convention ne donnait nullement satisfaction aux revendications du commerce anglais en Chine ; aussi fut-elle vivement critiquée, et devant la pression exercée sur lui par l'opinion publique, le gouvernement anglais se refusa à ratifier la convention de Sir Rutherford Alcock ; c'était un échec dont ce diplomate ne se releva pas, et deux ans plus tard (juillet 1871) il donnait sa démission de ministre ; sa carrière au Japon avait été plus heureuse.

Mission Burlingame. — À l'instigation de sir Robert Hart, désireux de faire connaître aux puissances occidentales les idées libérales qui prédominaient, disait-on, dans le nouveau gouvernement chinois, celui-ci eut l'idée d'envoyer aux États-Unis et en Europe une mission spéciale, et mit à sa tête Anson Burlingame, ministre des États-Unis depuis le 14 juin 1861. Homme disert plus que politique habile, Burlingame accepta la mission qui lui était confiée, et donna sa démission de ministre le 21 novembre 1867. On lui adjoignit comme secrétaires MM. J. Mac Leavy Brown (Anglais) et de Champs (Français) et deux délégués chinois, Soun et Tchi (1868). Burlingame se rendit d'abord aux États-Unis, où, avec William H. Seward, secrétaire d'État, il signa les articles additionnels de Washington (28 juillet 1868) et où il prononça, avec la plus rare éloquence, une série de discours, dans lesquels il représentait « la croix brillant sur toutes les montagnes » de l'empire du Milieu. ^{p11.748} Venu successivement à Londres, Paris, Berlin, où il reçut un accueil moins enthousiaste qu'à Washington, il mourut à Saint-Pétersbourg, au moment où la nouvelle d'une affreuse catastrophe venait apporter le plus atroce démenti à sa théorie d'une Chine libérale : le massacre de Tien-tsin.

Massacre de Tien-tsin. — Le ministre de France, comte Lallemand, avait quitté le 6 novembre 1868 le poste qu'il occupait depuis mai 1867, laissant la gérance de la légation au comte Julien de Rochechouart. Les persécutions contre les missionnaires recommençaient dans les provinces, le parti anti-européen relevait la tête, et un certain Tcheng Ko-jui fomentait de savantes intrigues qui avaient pour but l'expulsion des étrangers, et dont le résultat se fit bientôt cruellement sentir. Le 21 juin 1870, le consul de France à Tien-tsin, M. de Fontanier ; le chancelier du consulat, M. Simon ; l'interprète de la légation de France, M. Thomassin et sa femme ; un prêtre lazariste, l'abbé Chevrier ; un négociant français, M. Chalmaison, et sa femme ; trois Russes, Barov, Protopov et sa femme, et neuf sœurs de saint Vincent de Paul, dont quatre Françaises, deux Belges, deux Italiennes, une Irlandaise ; en tout vingt étrangers étaient massacrés de la façon la plus barbare à Tien-tsin.

La cathédrale catholique était incendiée. Les assassins avaient profité de l'absence de tout bâtiment européen dans le Peï-ho et ils se préparaient à envahir les concessions étrangères pour continuer leurs massacres, lorsqu'ils s'arrêtèrent devant l'attitude énergique des résidents étrangers. Qui sait quelle influence aurait pu avoir cette terrible catastrophe sur les événements qui amenèrent la rupture entre la France et la Prusse en 1870 ? Mais le télégraphe n'allait pas encore plus loin que Singapore et la nouvelle n'arriva en Europe que plus tard.

Russie et Chine

@

Ambassades russes. — Le traité de Nertchinsk ¹, du 29 août 1689, avait rejeté les Russes hors du bassin du p11.749 He-loung-kiang ; l'ambassade d'Evert Isbrand Ides (1693-1694) est la première de ces missions qui pendant le XVIII^e et le commencement du XIX^e siècle se rendirent, au nom du tsar, à la cour de Peking. Citons les principales. L'inconduite des négociants russes leur a fait interdire l'entrée de la capitale, Yan Ismaïlof fut chargé d'obtenir de nouveau de la Chine la libre circulation des caravanes portant les produits russes à Peking. Ismaïlof, accompagné d'une brillante escorte, arriva à Peking le 29 novembre 1720 et séjourna dans cette capitale jusqu'au 2 mai 1721. Une nouvelle ambassade, sous la conduite du comte Sava Vladislavitch, partit en 1725 pour la Chine avec la mission officielle d'annoncer au Fils du Ciel l'accession au trône de Russie, de Catherine, la veuve de Pierre le Grand, qui venait de mourir. Vladislavitch signa le 20 août 1727 un traité déterminant d'une façon plus exacte les limites des deux empires ; il faut y ajouter les traités du 21 et du 27 octobre 1727, signés par le même diplomate. Le Suédois Lorenz Lange, qui avait accompagné Ismaïlof et qui, après le départ de ce dernier, était resté à Peking, avait été obligé de quitter cette ville le 12 août 1722. Il y retourna de nouveau avec le comte Vladislavitch, et enfin comme chef

¹ Voir ci-dessus, [pages 06.920/2](#).

de mission en 1736 ; il repartit définitivement de Peking le 10 mai 1737 et fut nommé vice-gouverneur d'Irkoutsk. Ce fut un des hommes qui rendirent le plus de services aux Russes dans la capitale de l'empire chinois. Ivan Kropotof signa le 18 octobre 1768 un supplément au traité de paix du 21 octobre 1727. Notons l'acte du 8 février 1792, l'ambassade de Golovkin (1805-1806), et celle plus connue, mais non plus utile, d'Egor Fédorovitch Timkovsky en 1820-21.

Mouravief. Nevelsky. — La seconde étape des Russes dans leur conquête du fleuve Amour date de la nomination comme gouverneur général de la Sibérie orientale de Mouravief, gouverneur de Toula. Mouravief avait fait la connaissance à Pétersbourg du capitaine-lieutenant Guennadi Nevelsky, commandant le transport de la Compagnie russo-américaine le *Baïkal*, faisant le service de Cronstadt au Kamchatka. Nicolas Nicolaïevitch Mouravief pensait que Nevelsky était ^{p11.750} l'homme qu'il lui fallait pour faire l'exploration des côtes sud-est de la Sibérie orientale depuis la baie Tougouste jusqu'au fleuve Amour.

Au mois de mai 1849, Nevelsky arriva à Petrovpolosk, sur la côte de Kamchatka, et le 31 il se dirigeait vers la pointe septentrionale de la grande terre désignée sous le nom de Sakhalin, Krafto et Tara Kaï, doublait les deux caps Elisabeth et Marie, découverts par Krusenstern, longeait la côte occidentale, trouvait la baie Trompeuse, devenue depuis Baïkal, doublait le cap Golovatchef et pénétrait dans le fleuve Amour. Le voyage de Nevelsky avait une importance capitale : il montrait que Sakhalin n'était nullement retenu à la terre ferme, que c'était bien une île, que la Manche de Tartarie n'était pas un golfe comme l'avait cru La Pérouse, mais bien un détroit. Les voyages d'Orlov, les nouvelles explorations de Nevelsky, l'expédition de Rimski Korsakof, etc., complètent cette découverte dont Mouravief va tirer parti.

Mouravief sur l'Amour. — Le 16 juin 1853, Mouravief fait demander à Peking la délimitation des pays restés sans démarcation à la suite du traité de Nertchinsk ; lui-même part pour la Sibérie orientale

(1854), prend le commandement d'une nombreuse flottille, et le 18 mai entre dans les eaux du He Loung-kiang, fermé depuis deux siècles à la navigation russe. Nouvelle note à Peking pour avertir les Chinois que désormais ils devront traiter avec le gouverneur général de la Sibérie orientale pour la question des frontières. Mouravief continue la descente du fleuve jusqu'au port Mariensk (14 juillet 1864) ; l'escadre de l'amiral Poutiatine est réunie déjà dans la baie Impériale et dans la baie de Castries ; la province amourienne devient propriété du gouvernement russe. En 1855 et 1856, deuxième et troisième expédition de Mouravief sur le fleuve Amour. À la fin de cette dernière année l'Europe approuve la création de la province Maritime (Nicolaievsk) et Poutiatine est envoyé à Peking comme ambassadeur.

Traité d'Aïgoun. — Cependant Mouravief descendit à nouveau le fleuve le 26 avril 1857 ; le 9 mai il créait une nouvelle ville sur la rive gauche à l'embouchure de la Zeya, ^{p11.751} Blagoviestchensk ; sur l'autre rive de l'Amour, en face, à Aïgoun, il signait quelques jours plus tard (16-28 mai 1858) un traité avec l'envoyé chinois le prince I-chan, commandant en chef sur l'Amour. Ce traité ratifié par l'empereur de Russie le 8 juillet 1858 et par l'empereur de Chine le 2 juin 1858, rédigé en russe, en mandchou et en mongol, ne comprend que trois articles ; les Russes obtiennent la rive gauche de l'Amour depuis l'Argoun jusqu'à son embouchure ; les Chinois gardent la rive droite jusqu'à l'Ousouri ;

« les territoires et endroits situés entre la rivière Ousouri et la mer, comme jusqu'à présent, seront possédés en commun par l'empire Ta Tsing et l'Empire de Russie, en attendant que la frontière entre les deux États y soit réglée ;

la navigation de l'Amour, de l'Ousouri et du Soungari est réservée aux Russes et aux Chinois. La ville de Khabarovka était créée au confluent de l'Ousouri et de l'Amour ; elle prend de jour en jour l'importance que nous avons prévue jadis. À la suite de ces succès, Mouravief reçut le titre de comte Amoursky.

Traité de Tien-tsin. — D'autre part, le contre-amiral Euthyme Poutiatine signait avec Kouei Liang et Houa Cha-na un traité à Tien-tsin le 1/13 juin 1858. Ce traité, en douze articles, marque que dorénavant les relations entre la Russie et la Chine n'auront plus lieu

« comme autrefois par l'intermédiaire du Sénat, et du Li fan yuen, mais par l'intermédiaire du ministre des Affaires Étrangères de Russie, et du premier membre du conseil suprême de l'Empire (Kiun-ki-tchou) ou principal ministre, sur la base d'une parfaite égalité.

L'ouverture de ports au commerce russe, sur le littoral, le séjour de la mission ecclésiastique russe à Peking, l'installation d'un service de postes aux lettres entre Kiakhta et Peking, etc., sont les principales stipulations.

Traité de Peking. — Cependant la guerre de 1860 augmentait les appétits de la Russie ; aussi un traité additionnel est-il signé à Peking (2/14 novembre 1860) par le général-major Nicolas Ignatiev et le prince Kong. Par ce traité en 15 articles, les territoires entre l'Ousouri et la mer, au lieu d'être communs aux deux empires, appartiendront à la Russie ; ^{p11.752} la frontière sera donc les rivières Ousouri et Son'gatcha, le lac Hin Kaï jusqu'au Tou Men-kiang, la frontière coréenne, etc. Le traité est ratifié à Saint-Pétersbourg le 20 décembre, et promulgué le 26 décembre 1860. Le 20 février/4 mars 1862, une convention relative au commerce par terre était signée à Peking par le ministre russe, M. de Balliouzek, et complétée dans la même ville par le général Vlangaly, le 15/27 avril 1869.

@

VI

De 1870 à nos jours ¹

@

^{p12.805} **Massacre de Tien-tsin (1870).** — Nous avons déjà parlé de cette catastrophe ². Notre chargé d'affaires à Péking, le comte Julien de Rochechouart, avait immédiatement adressé une note au gouvernement chinois ; d'autre part, le commandant de notre escadre dans l'Extrême-Orient, le contre-amiral Dupré, arrivait à Tien-tsin. On entama des négociations ; le gouvernement chinois fit présenter des excuses par Tchoung-heou, commissaire des ports du Nord, qui s'était montré très faible au moment du massacre, et déplaça Tseng Kouo-fan, vice-roi du Tché-li. Ce massacre résultait d'un véritable complot contre les Européens ; et l'assassinat du vice-roi des deux Kiang, en juillet 1870, s'y rattache directement et paraît en avoir été le contrecoup. Malheureusement pour la France, occupée en Europe par la terrible guerre de 1870-1871, elle ne pouvait tirer vengeance de cet affront sanglant de Tien-tsin, et Tchoung-heou, envoyé en Europe, ne put être reçu par M. Thiers que beaucoup plus tard après, grâce aux secrétaires ^{p12.806} français, MM. Novion et Imbert, et qu'après avoir été successivement de Marseille à Bordeaux, de Bordeaux à Tours, de Tours à Versailles, puis aux États-Unis. Enfin il présenta ses lettres d'excuses au gouvernement français. À la fin de 1871, la France craignit un instant de nouvelles difficultés avec la Chine au sujet des missionnaires catholiques, contre lesquels le gouvernement chinois venait de diriger un mémorandum en huit articles.

Mariage impérial et audience. — Toung-tchi, au mois d'octobre 1872, alors âgé de dix-sept ans, épousait Ha-lou-t'o ; l'année suivante,

¹ *Histoire générale...*, [tome XII, chapitre XXV](#), *L'Extrême-Orient : Chine...*, de 1870 à nos jours, pages 805-824.

² Voir ci-dessus, [page 11.748](#).

le 23 février 1873, il prenait les rênes du gouvernement. Le lendemain, c'est-à-dire le 24 février 1873, les représentants des puissances européennes et des États-Unis à Péking adressaient au prince Kong une lettre de félicitations au jeune monarque à l'occasion de sa prise de possession du trône, en même temps qu'ils exprimaient le désir d'être reçus en audience par Toung-tchi. Après de longs et nombreux pourparlers, ils furent avertis, le 27 juin, que le jeune souverain accédait à leurs demandes et les recevrait solennellement en audience le 29 juin, à cinq heures et demie du matin. MM. Louis de Geofroy pour la France, Frederick Low pour les États-Unis, Thomas-Francis Wade pour la Grande-Bretagne, le général Vlangaly pour la Russie, J.-H. Ferguson pour les Pays-Bas, Bismarck, secrétaire interprète de la légation d'Allemagne, dont le ministre, pour cause de santé, était en congé, furent reçus officiellement à la date fixée. Une audience privée était en outre accordée à M. Louis de Geofroy et à son interprète Gabriel Devéria pour remettre la lettre du gouvernement de la République française en réponse à la mission de Tchoung-heou. Ces audiences ne furent renouvelées que pour les ministres de Belgique (Serruys), de Russie (E. de Bützov) et du Japon. C'était la fin de la régence exercée par l'impératrice de l'est, Tse-ngan, veuve de Hien-foung, et par l'impératrice de l'ouest, Tse-hi, qui tenaient le pouvoir.

L'impératrice Tse-hi. — L'impératrice Tse-hi, veuve de l'empereur Hien-foung, mère de l'empereur Toung-tchi, tante de l'empereur actuel, Kouang-Siu, née le 17 novembre 1834, a ^{p12.807} été co-régente depuis la mort de son mari (1861) jusqu'en 1873 ; régente de 1881 au 4 mars 1889 ; de nouveau co-régente depuis le coup d'État du 22 septembre 1898. C'est elle qui, en réalité, en s'abritant derrière le prince de Kong, derrière Li Houng-tchang, et aujourd'hui plus ouvertement, a dirigé la politique de la Chine. C'est elle qui a réglé et peut-être hâté la succession de l'empereur Toung-tchi, c'est elle encore qui, en vue d'une nouvelle régence, désigne aujourd'hui un remplaçant à Kouang-Siu sur le trône du dragon. Trop intelligente pour ne pas se rendre compte de l'influence étrangère en Chine, elle a peur que son pays ne marche trop

vite dans la voie d'un progrès qui serait peut-être la ruine d'une civilisation qui dure depuis plusieurs milliers d'années. Sans vouloir éviter des réformes aujourd'hui nécessaires, elles les voudrait, sans aucun doute, faites lentement, de façon à ce que le vieil organisme chinois ne soit pas ébranlé comme celui du Japon en 1868. Aura-t-elle le temps et l'influence nécessaires pour modérer l'ardeur des novateurs et stimuler le zèle de fonctionnaires perdus par une routine qui réduit l'individu à un simple représentant d'une tradition surannée ? Un avenir très rapproché nous le dira. Le principal collaborateur de l'impératrice fut Li Houg-tchang.

Li Houg-tchang. — Arrêtons-nous un instant pour parler de cet homme remarquable qui joue aujourd'hui un rôle si actif dans la politique de son pays. Li n'appartient pas à la race conquérante mandchoue ; c'est un Chinois de pur sang. Il est né la deuxième année du règne de l'empereur Tao-Kouang, c'est-à-dire en 1823, à Sen-Chou, district de Ho Fei, dans la province de Ngan-Houei. Il est arrivé aux hautes fonctions qu'il occupe aujourd'hui par son intelligence et ses capacités militaires. Ses débuts furent modestes. Son père, lettré pauvre et obscur, l'éleva honorablement, malgré ses cinq enfants, dont Li était le second. Le jeune homme passa ses examens avec succès et il entra à l'Académie des Han-Lin en 1848. Puis il retourna dans sa province natale, où il jouait un rôle assez effacé, lorsque la grande rébellion des T'ai Ping éclata. Lorsque ceux-ci pénétrèrent dans le Ngan-Houei, Li se mit à la tête ^{p12.808} d'une petite force, et ne tarda pas à être employé comme secrétaire par le tout-puissant Tseng Kouo-fan, gouverneur général des deux Kiang et commandant militaire des quatre provinces de Kiang-Sou, Ngan-Houei, Kiang-Si et Tche-Kiang. L'appui d'un semblable personnage promettait à Li un avancement rapide : en effet, il devient juge provincial au Tche-Kiang, tout en restant officier, et en 1861, sur une proposition de Tseng, il est nommé au poste important de gouverneur (fou-tai) de la province de Kiang-Sou. La *Gazette de Péking*, du 14 novembre 1863, renferme un décret dans lequel il est dit, entre autres choses, que

Histoire générale. **La Chine**
1559-1900

« Li Houg-tchang, depuis qu'il remplit le poste de gouverneur du Kiang-Sou, a montré beaucoup de prudence et de prévoyance et que sa tactique habile a complètement réussi. Il s'est emparé à différentes reprises de plusieurs villes, et il a obtenu de grands honneurs sur le champ de bataille. Et maintenant la prise de Sou-Tchéou le rend encore plus digne de louanges. Comme marque de son entière approbation, il est agréable à Sa Majesté de lui conférer le titre honorifique de *gouverneur du prince impérial* et de lui faire cadeau d'une jaquette jaune.

À la fin de la campagne contre les T'ai Ping et à la suite de nouveaux services rendus par lui, particulièrement avec une flotte devant Nanking, l'empereur conféra au fou-taï du Kiang-Sou la noblesse héréditaire de troisième rang (*pe*, comte) et la plume de paon à deux yeux (*chouang yen hoa ling*). Deux ans plus tard, Li remplaçait son protecteur Tseng comme gouverneur général des deux Kiang. Nous aurons à parler de lui à nouveau.

Formose. — En décembre 1871, une barque montée par des habitants des îles Lieou Kieou fit naufrage sur la côte sud-est de Formose et ceux qui la montaient furent massacrés par les tribus sauvages de la côte. Les Japonais, qui revendiquaient la possession des îles Lieou Kieou, s'adressèrent au gouvernement chinois pour obtenir réparation du dommage causé à ce sujet. Les réponses dilatoires de Peking décidèrent la cour de Tokio à intervenir directement : le général Saigo Tsugumitsu débarqua sur la côte sud-est de Formose et la guerre paraissait inévitable lorsque l'intervention du ministre ^{p12.809} d'Angleterre à Peking, Sir Thomas-F. Wade, empêcha les hostilités d'éclater, et le prince Kong signa, le 31 octobre 1874, avec Okubo, un arrangement par lequel le Japon obtenait pleine satisfaction pour ses griefs. Un traité avait été auparavant signé par Ito pour le Japon avec la Chine, représentée par Li Houg-tchang, à Tien-tsin, le 13 septembre 1871 ; ce traité avait été ratifié par l'empereur de la Chine le même mois et par le mikado, avec quelques modifications, le 1^{er} novembre suivant.

Mort de Toung-tchi. Kouang-Siu. — L'empereur Toung-tchi mourait prématurément le 12 janvier 1875 ; il était difficile de trouver un successeur à un si jeune empereur ; Tao-kouang avait laissé neuf fils, dont le quatrième, H'ien-foung, lui avait succédé et avait été remplacé à son tour par Toung-tchi. Deux candidats au trône étaient possibles : l'un, fils du sixième prince, celui de Kong, mais dont cet excès d'honneur aurait annihilé l'influence ; l'autre était T'sai-tien, fils du septième prince Yi-houan, prince de Tchouen, qui est mort le 1^{er} janvier 1891. Le nouvel empereur, qui fut T'sai-tien, alors âgé de quatre ans, prit le nom de règne de *Kouang-Siu*. Un conseil de régence fut composé des impératrices douairières, veuves de H'ien-foung, Tse-ngan, impératrice de l'est, qui est morte le 7 avril 1881, la véritable épouse, et Tse-hi, impératrice de l'ouest, mère de Toung-tchi. Si l'on pense que celle-ci, outre sa maternité, était, par son frère, tante de T'sai-tien, on comprend quel rôle important elle devait continuer à jouer. C'est à elle que sont dus tous les coups d'État qui ont agité non seulement la capitale de l'empire, mais encore son administration entière jusqu'à ce jour même, où elle vient de faire une nouvelle manœuvre qui la place au rang des souveraines les plus intelligentes de l'Orient, en même temps que parmi les femmes les moins scrupuleuses, par les moyens d'action qu'elle choisit. Je ne vois dans les annales de la Chine que l'impératrice Wou-Heou, au VII^e siècle de notre ère, qui puisse lui être comparée par son intelligence et ses crimes.

Mission Horace Browne. — La mission de Sladen ¹, la p_{12.810} chute du royaume musulman de Ta-li (8 janvier 1873) avaient fait désirer aux Anglais d'étudier à nouveau les voies de communication entre la Birmanie et le Yun-nan. Le colonel Horace Browne fut chargé par Lord Salisbury, de concert avec la légation de Grande-Bretagne à Peking et le gouvernement indien, d'une mission pareille à celle du capitaine Sladen. Augustus-Raymond Margary, interprète, venu de Chang-Haï, par terre, le 23 août 1874, le rejoignait à Bhamo le 17 janvier 1875. La

¹ Voir ci-dessus, [tome XI, p. 769](#).

frontière birmane fut traversée par la mission le 17 février ; mais, sur des bruits sinistres qui couraient, Margary repassa la frontière pour se rendre compte de l'état des esprits ; le 21, le colonel Browne était attaqué par les Célestes, et Margary de son côté, était assassiné à Manwyne. Browne, soutenu par ses troupes birmanes et sikh, parvint à opérer sa retraite.

Convention de Tche-fou. — Les négociations relatives à cet incident furent la plus grande difficulté du nouveau règne et elles traînèrent en longueur pendant plus d'une année ; la guerre faillit même éclater. Toutefois Sir Thomas-F. Wade, ministre de Grande-Bretagne, et Li Houg-tchan, gouverneur du Tche-li, parvinrent à signer une convention le 13 septembre 1876, à Tche-fou, que l'empereur ratifia le 17 du même mois. Cette convention, divisée en trois sections, était extrêmement importante ; la première réglait l'affaire Margary avec excuses et indemnité de 200.000 taëls ; la seconde avait trait aux relations diplomatiques et consulaires, et la dernière, toute commerciale, était relative à l'ouverture des ports de I-tchang et Wou-hou sur le Kiang, de Wen-tcheou, dans le Tche-Kiang et de Pak-hoi dans le Kouang-toung. L'Angleterre était autorisée à envoyer des fonctionnaires dans le Se-tchouen, à Tchoung-King. Un article additionnel stipulait l'envoi, l'année suivante, d'une mission d'exploration anglaise de Peking au Tibet et aux Indes, soit par le Se-tchouen, soit par le Kan-sou et le Kokonor. T. Grosvenor, secrétaire de la légation anglaise à Péking, Arthur Davenport et E. Colborne Baber, consuls, partirent pour le Yun-nan, afin d'assister au jugement des assassins de Margary. Ils firent un rapport fort intéressant sur les débouchés commerciaux du sud-ouest de la Chine. De la convention de p12.811 Tche-fou date l'envoi de légations chinoises en Europe : le premier ministre chinois à Londres et à Paris, en 1876, fut Kouo Song-tao, avec Lieou comme second ministre. Le marquis Tseng succéda à Kouo.

Une autre question fort importante allait surgir : c'était la question russe dans l'Asie centrale.

Débuts des Russes. — Le 25 juillet 1851, le colonel au corps des ingénieurs des mines Kovalevski, au nom de la Russie, et I Chan et Bouyantai pour la Chine, signaient, à Kouldja, « un traité de commerce qui établit un trafic dans les villes d'Ili (Kouldja) et de Tarbagataï (Tchougoutchak) » ; je note dans ce traité en 17 articles que « des emplacements pour leurs factoreries seront assignés aux Russes à Ili et à Tarbagataï ». Plus tard, par l'article 6 du traité de Péking du 2 novembre 1860, il était convenu que, à titre d'essai, le commerce est ouvert à Kachgar, sur les mêmes bases qu'à Ili et à Tarbagataï. À Kachgar, le gouvernement chinois cède un terrain suffisant pour la construction d'une factorerie avec tous les édifices nécessaires, tels que maisons d'habitation, magasins pour le dépôt des marchandises, église, etc., etc., ainsi qu'un terrain pour le cimetière et le pâturage comme à Ili et à Tarbagataï.

« Les ordres seront donnés immédiatement au gouverneur du pays de Kachgar pour la concession desdits terrains. Le gouvernement chinois ne répond pas du pillage des marchands russes commerçant à Kachgar, dans le cas où ce pillage aurait été commis par des gens venus d'au delà des lignes des postes de garde chinois.

Rébellions ¹. — La mort de Djihanghir n'avait donné que quelques années de répit aux gouverneurs chinois ; en 1846, un des Khodja, Katti Torah, avec ses frères, s'empara de Kachgar, mais fut bientôt battu et chassé par les Chinois à Kok Robot ; en 1857, révolte d'un autre Khodja, Wali Khan, et de Kichik Khan, son frère, mais ce n'est que deux ans plus tard qu'il réussit à quitter Khokand ; il s'empara successivement de Kachgar, d'Artosh et de Yangi-Hissar. Profitant de la rébellion ^{p12.812} des Musulmans dans le Kan-sou, le fils de Djihanghir, Bouzourk Khan, se révolta contre les autorités chinoises, aidé par un soldat de fortune, Yakoub Beg.

¹ Voir ci-dessus, [page 10.975](#).

Yakoub Beg. — Mohammed Yakoub, fils de Pir Mohammed Mirza, était né vers 1820, dans la petite ville de Piskent, dans le khanat de Khokand. Il s'était distingué dans les guerres contre les Russes à l'époque de Perovski, et de sa campagne sur le Syr-daria. Son chef Bouzourk, adonné à tous les vices, ne tarda pas à être déposé par lui (1866). Les Dounganes avaient pris le fort de Yarkand, à l'automne de 1863. Ce ne fut que l'année suivante que commence la guerre ; d'année en année, il remporte de nouveaux succès : hiver de 1864-1865, prise de Kachgar ; printemps de 1865, prise de Yarkand ; janvier 1867, prise de Khotan ; été et automne de 1867, prise d'Aksou, de Kou-tche, etc. ; janvier 1869, prise de Sarikol, etc. Les Russes ne pouvaient voir cette puissance nouvelle s'établir au cœur de l'Asie centrale, et un envoyé arrivait à la cour de Yakoub à l'automne de 1868. Depuis lors, menacé d'un côté par les Russes, d'un autre par les Chinois, Yakoub chercha des appuis. Constantinople, impuissante à se défendre, ne pouvait naturellement que lui accorder des honneurs stériles : on lui permit de prendre le titre d'*emir el-moumeneim*, commandeur des croyants ; son voisin, l'émir de Boukhara, le nomma *attalik-ghazi*, chef des champions de la foi ; l'Angleterre, qui avait vu avec plaisir s'affermir son pouvoir dans l'Asie centrale, n'accorda à Yakoub que des encouragements platoniques ; des montagnes infranchissables l'empêchaient d'être un allié vraiment utile dans le cas où les Indes seraient menacées. Néanmoins elle envoya, en 1870 et 1873, à Yarkand, une mission spéciale sous la direction de Sir T. Douglas Forsyth.

La meilleure défense de Yakoub était son armée exercée à l'europpéenne ; abandonné à ses propres ressources, il dut s'en servir d'abord pour consolider sa puissance dans son propre pays, ensuite pour essayer de lutter contre la Chine. Le règne éphémère de Yakoub aura eu pour résultat, comme nous allons le montrer, de mettre les Russes en contact direct avec les Chinois dans les T'ien-chan et de compléter par l'annexion d'une ^{p12.813} partie du territoire d'Ili leurs possessions de Ferghana et de Semiretchie.

Fin de la rébellion musulmane. — La Chine, débarrassée des musulmans du Yun-nan par la prise de Ta-li, avait pu diriger toutes ses forces vers le nord-ouest de l'empire. L'ancien vice-roi du Fou-Kien, Tso Tsoung-tang, célèbre dans la guerre des T'ai Ping, et depuis vice-roi du Kan-sou et du Chen-si en 1867, fut nommé généralissime des troupes envoyées contre Kachgar. Il se rendit maître de la ville de Manas, se signala par un horrible massacre, et marchait contre Yakoub lorsque celui-ci mourut, miné par la fatigue et la maladie. L'œuvre de Yakoub finissait avec lui : les Chinois, contre lesquels ses successeurs ne pouvaient lutter, s'emparèrent successivement de la capitale de l'émir, Aksou, le 19 octobre 1877, de Yarkand le 21 décembre, de Kachgar le 26 décembre et enfin de Khotan le 4 janvier 1878.

Affaire de Kouldja. — En 1871, les Chinois avaient accepté l'offre des Russes d'occuper la ville de Kouldja et le nord des T'ien-chan jusqu'à pacification complète du pays ; il était convenu que les frais d'occupation seraient remboursés par la Chine. Mais quand l'empire de Yakoub eut sombré et que le Céleste Empire voulut reprendre les T'ien-chan, il fallut entamer des négociations avec la Russie. On fit choix de Tchoung-heou, celui qui avait été envoyé en Europe après le massacre de Tien-tsin. Arrivé en Russie, Tchoung-heou signait à Livadia, en octobre 1879, un traité dont les conditions étaient tellement léonines que, vaincue, la Chine ne les aurait même pas acceptées, et qu'à son retour Tchoung-heou fut condamné à mort (non exécuté) et que ses biens furent confisqués. La Russie rendait une partie du territoire de Kouldja, mais en gardait la partie la plus florissante ; c'est-à-dire la vallée de la Tekkes au pied des T'ien-chan, et les passes, particulièrement celle de Mouzarte, allant de Kouldja à Aksou, et qui coupe la route militaire faite par Kien-loung, mettant Kouldja en communication avec Kachgar. On comprend le rapport fulminant du censeur Tchang Tchi-tong contre le malheureux diplomate.

Tchang Tchi-tong. — L'un des personnages qui ont pris ^{p12.814} une part très active à la politique de la Chine dans ces dernières années est

ce fonctionnaire important, aujourd'hui gouverneur général des deux Hou, dont la résidence officielle est Wou-tchang, sur la rive droite du Kiang, en face de Han-keou. Tchang Tchi-tong est un Chinois de Nan-p'i, dans la province de Tche-li, où il est né en 1835 ; juge dans la province de Canton en mars 1865 ; trésorier du Kiang-sou en mai 1868, il doit sa grande réputation au rapport qu'il fit comme censeur sur le traité signé par Tchong-heou avec les Russes à Livadia (1879). Depuis lors, il a été gouverneur du Chan-si (janvier 1882), gouverneur général des deux Kouang (août 1884), et enfin gouverneur général des deux Hou (8 août 1889). De lui dépendent en majeure partie les grands travaux entrepris à l'embouchure de la rivière Han, et le grand chemin de fer central qui doit relier le fleuve Bleu, à travers le Hou-pé, à Péking.

Règlement de l'affaire de Kouldja. — La non-ratification du traité de Livadia était donc un *casus belli*. Tseng Ki-tse, fils aîné du vice-roi Tseng Kouo-fan, alors ministre à Paris et à Londres, fut envoyé à Saint-Pétersbourg pour reprendre les négociations sur de nouvelles bases. C'est le diplomate bien connu en Europe sous le nom de marquis Tseng ; comme son père, il était originaire du Hou-nan, où il est né en 1837. Il est mort à Peking en 1890. Grâce à sa patience et à des conseils amicaux, il réussit dans une tâche qui paraissait impossible. Le 12-24 février 1881, Tseng signait à Saint-Pétersbourg, avec les plénipotentiaires russes Nicolas de Giers et Eugène Butzow, un traité en vingt articles qui rendait une grande partie du territoire contesté à la Chine ; mais, par l'article VII :

« La partie occidentale du pays d'Ili est incorporée à la Russie, pour servir de lieu d'établissement aux habitants de ce pays qui adopteront la sujétion russe et qui, par ce fait, auront dû abandonner les terrains qu'ils y possédaient. La frontière entre les possessions de la Russie et la province chinoise d'Ili suivra, en partant des montagnes Bédjin-taou, le cours de la rivière Khorgos, jusqu'à l'endroit où celle-ci se jette dans la rivière Ili et, traversant cette dernière, se

dirigera au sud, vers les montagnes Ouzoun-taou, en laissant à l'ouest le village de Koldjat. p12.815

Mariage impérial et audience. — Il y a un certain parallélisme dans les événements qui ont précédé la majorité de Toung-tchi et celle de Kouang-Siu. Ce dernier, né le 2 août 1872, à Péking, s'est marié le 26 février 1889, à la fille de Kouei-siang, frère de l'impératrice Tse-hi, alors vice-lieutenant général, de la tribu Ye houa-la. Par un édit du 12 décembre 1890, l'empereur régla les audiences accordées désormais au corps diplomatique. C'était renouveler les traditions du règne précédent ; mais, plus tard, les ministres d'Autriche et d'Angleterre demandèrent à être reçus dans une salle qui n'eût pas été attribuée aux réceptions des pays vassaux de l'Empire. Une nouvelle audience, en novembre 1894, fut accordée pour la première fois au Wen Hoatien, dans l'intérieur du palais impérial, aux ministres des États-Unis, de Russie, de France, d'Angleterre, de Belgique, de Suède et au chargé d'affaires d'Espagne.

Guerre sino-japonaise. — Les Japonais ont toujours émis de grandes prétentions sur la Corée depuis l'époque de l'impératrice Jingo, et nous avons, dans un chapitre précédent ¹, parlé de l'invasion de ce pays par Taico-sama. Des difficultés dans le genre de celles qui amenèrent l'intervention de la France en 1866 et des États-Unis en 1871 furent le prétexte pour les Japonais de renouveler leurs prétentions sur la Corée. Le 20 septembre 1875, leur bâtiment de guerre l'*Unyokuwan* ayant été attaqué par les Coréens pendant qu'ils se livraient à des travaux hydrographiques, les Japonais forcèrent la cour de Séoul à leur donner ample compensation et à signer à Kang-hoa un traité le 26 février 1876. Ni les Français ni les Américains n'avaient obtenu un résultat pareil. La Chine, soi-disant suzeraine de la Corée, comme de la Birmanie et de l'Annam, n'avait pris part à aucune des négociations. Le traité fut signé par le lieutenant-général Kuroda Kiyotaka, ministre des Colonies, et Inouye Kaoru, membre du Genroin,

pour le Japon, et par Sin-Hön et In Jà-syng, pour le gouvernement coréen. Il était décidé que toutes les communications du Japon au gouvernement de Corée seraient écrites en japonais et, pendant une p^{12.816} période de dix ans, seraient accompagnées d'une traduction chinoise, la Corée pouvant employer la langue chinoise. En dehors de Cho-riang-hang, dans Fousan, deux ports devaient être ouverts au commerce sur la côte ; les articles supplémentaires furent signés entre les deux pays (24 août 1876 ; 30 janvier 1877, 3 juillet 1877, 20 décembre 1877). Dès le 30 août 1879, le port de Yuen-san, dans la province de Han Kiang, devait être ouvert ; en réalité, les employés chinois des Douanes impériales prenaient la direction dans les trois ports ouverts au commerce de Jen-tchuan, Yuen-san et Fou-san. Il était évident que la Chine, se considérant comme suzeraine de la Corée, ne voulait pas se laisser supplanter par sa rivale. Beaucoup de désordres avaient déjà été amenés par une garnison chinoise et une garnison japonaise casernées à Séoul depuis 1882 ; par suite de leurs jalousies, le 4 décembre 1884, il y eut des troubles sérieux dans cette ville et sept ministres furent assassinés ; la lutte se déclara le lendemain entre les deux garnisons. Les Japonais eurent leur légation brûlée, leurs hommes massacrés et durent fuir sur la côte. Palk-keum-moun-youi, Kim-ok-kyoum, Saye-koum-pou et Hong-yeng-syetri étaient les auteurs de cette révolution, qui amena un résultat contraire à leurs espérances, puisque croyant travailler pour les Japonais, ce fut le jeu des Chinois qu'ils firent. Quelque temps après, Kim-ok-kyoum, réfugié au Japon, fut persuadé par son compatriote Hong-Tjong-ou, qui avait passé quelque temps à Paris, de venir à Chang-Haï avec lui. Le 28 mars 1894, Kim-ok-kyoum était assassiné à coups de revolver dans cette ville par son ami, lequel prétendit avoir agi par ordre du roi de Corée. Transporté en Corée, le corps du malheureux Kim-ok-kyoum fut coupé en huit morceaux lesquels furent distribués aux huit provinces du royaume. La guerre ne pouvait pas tarder à éclater, et les hostilités commencèrent aussitôt. Le 20 juillet, le capitaine Galsworlhy, commandant le navire

¹ Voir ci-dessus, [tome X, p. 1007](#).

anglais le *Kowshing*, partait de Ta Kou pour transporter des troupes à Assan en Corée ; il fut coulé près des îles Shup-sinto ; seuls le capitaine Galsworlhy, le capitaine allemand Hannecken, et 40 hommes sur 1500 purent se sauver. Les résultats des premières attaques des Japonais sur terre contre ^{p12.817} la ville fortifiée d'Asan, en juillet, ne furent pas importants, car aussitôt après, sous la conduite de leur général comte Yamagata, ils s'engagèrent sur la route de Péking par la Mandchourie ; le 15 septembre ils se rencontraient avec les Chinois à Ping-yang. Le général Tso fut laissé seul par ses collègues chinois Yeh et Wei, qui avaient battu en retraite le 16, les Japonais étaient vainqueurs et les Chinois se sauvèrent à Yi-tcheou, sur le Yalou, fleuve qui sépare la Corée de la Mandchourie et sert de frontière. Les Japonais étaient, deux jours plus tard, le 17 septembre, aussi heureux sur mer que sur terre et attaquaient victorieusement, à l'entrée du Yalou, la flotte de l'amiral chinois Ting, dont les vaisseaux transportaient des troupes à Yi-tcheou. Ce qui restait de la flotte eut grand'peine à se réfugier à Port-Arthur. Pendant ce temps, les Japonais se rendaient (8 octobre) maîtres de Yi-tcheou et, franchissant le Yalou, sous la conduite de leur général Nodzu (24 octobre), après quelques engagements, arrivaient à Foug-houang-tcheng, d'où partent les trois routes de Moukden, de Nieou-tchouang et de Port-Arthur. De là, au lieu de se diriger sur Moukden, ils se dirigèrent vers le sud. L'attaque simultanée des troupes de terre et de la flotte permit aux Japonais d'emporter Port-Arthur (novembre 1894).

De la péninsule de Liao-toung, les Japonais portèrent leur attaque sur l'autre côté du Pet-che-li, sur le golfe du Chan-toung, où Wei-hai-wei fut pris le 2 février 1895 ; enfin une autre flotte s'emparait des îles Pescadores et débarquait un corps de troupes à Formose. À la suite de ces revers, la Chine, représentée par Li Houng-tchang et Li Tching-fong, et le Japon, représenté par le Comte Ito Hirobumi et le Vicomte Mutsu Munemitsu, signaient à Shimonoseki, le 17 avril 1895, un traité en onze articles, par lequel l'empire du Milieu cédait à son rival heureux la portion sud de la province de Feng-tien (Cheng-king, Mandchourie),

l'île de Formose et les îles Pescadores. La Chine devait payer une indemnité de 200.000.000 de taëls.

Les villes de Cha-si dans la province de Hou-pé, Tchoung-King dans le Se-tchouen, Sou-tcheou dans le Kiang-sou, Hang tcheou dans le Tché-Kiang, étaient ouvertes au commerce ^{p12.818} japonais et des consuls pouvaient y être installés. La navigation était libre pour les navires portant pavillon japonais sur le haut Yang-tse entre I-tchang et Tchoung-king ; sur la rivière de Wou-song et le Grand Canal jusqu'à Sou-tcheou et Hang-tcheou ; les Japonais pouvaient occuper Wei-hai-wei jusqu'à l'exécution du traité. L'action combinée de la Russie, de la France et de l'Allemagne empêcha le Japon de profiter des avantages qui avaient été consentis par la Chine sur le continent : il gardait Formose et les Pescadores, mais la Russie le remplaçait en Mandchourie et l'Angleterre à Wei-hai-wei.

Les Russes. — L'intervention de l'Allemagne dans le Chan-toung devait amener des revendications russes ; la Russie demandait la cession de tous droits souverains sur Port-Arthur et Ta-lien-ouan, sur la côte mandchourienne, pour la même durée et les mêmes conditions que celles accordées à l'Allemagne pour l'occupation de Kiao-tcheou, ainsi que la concession pour un chemin de fer de Petuna à Moukden et Port-Arthur. Le gouvernement chinois (à la date du 20 mars 1898) accéda en partie à cette demande : Port-Arthur et Ta-lien-ouan furent donnés à bail pour vingt-cinq ans à la Russie, mais la Chine se réserva les droits souverains sur ces deux ports. Les concessions de chemins de fer ont, malgré le port ouvert de Nieou-tchouang, fait en pratique de la Mandchourie une province russe.

Les Allemands. — L'Allemagne, dont les intérêts commerciaux n'avaient cessé de grandir de jour en jour en Chine, ne pouvait rester indifférente aux progrès faits par les autres nations ; à différentes reprises, cherchant à imiter l'exemple de l'Angleterre, elle avait essayé de créer sur les côtes de Chine un établissement durable en dehors des ports ouverts aux intérêts internationaux. Un point, sur la côte du Fou-

Kien, un autre à Lappa, sur la côte du Kouang-toung semblaient être désignés par les manœuvres des navires de guerre allemands pour atteindre le but désiré. Il en fut tout autrement. Négligeant un protectorat sur les Missions catholiques qui a été jadis le grand moyen d'action de la politique française dans l'Extrême-Orient, nous avons, en 1882, laissé les franciscains italiens de la p^{12.819} province de Chan-toung céder à des prêtres allemands du diocèse de Munster (Westphalie), couverts du nom de leur maison de Steyl en Hollande, une portion de leur territoire. Le père J.-B. Anzer, de Ratisbonne, fondateur de cette nouvelle Mission, devint rapidement vicaire apostolique (1886). Le 1^{er} novembre 1897, deux Pères appartenant à la nouvelle mission, Nies et Henle, étaient massacrés à Tchang-Kia-tchouang (Chan-toung) : le châtiment de ces meurtres ne se fit pas attendre. Le 14 novembre 1897, l'amiral Diederichs se présenta avec les croiseurs *Irène*, *Kaiser*, *Princess Wilhelm* et *Arcona* dans la baie de Kiao-tcheou où il débarqua sans la moindre difficulté. Après des pourparlers, le 5 janvier 1898, un contrat était signé entre l'Allemagne et la Chine, par lequel cette dernière puissance accordait à la première la possession du bassin de la baie de Kiao-tcheou, avec quelques îles et un périmètre continental de 50 kilomètres, par un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans.

Les Anglais. — L'occupation de Port-Arthur par les Russes avait fait désirer aux Anglais de trouver un point d'attache à l'entrée du golfe de Pet-che-li, qui leur servirait non seulement d'appui en cas de guerre, mais de lieu de surveillance. Seule, la côte du Chan-toung pouvait leur permettre de trouver l'abri désiré. On se rappellera que, pendant la campagne de 1860, les premières bases d'opération avaient été, pour les Anglais, leur propre territoire de Hong-Kong et pour les Français la ville de Chang Hai. Les secondes bases avaient été, pour ceux-ci, Tche-fou, sur la côte nord du Chan-toung, pour ceux-là Ta-lien-ouan, sur la péninsule de Liao-toung, près de Port-Arthur, qui n'existait pas alors. C'est de ces deux points que partirent les deux flottes pour débarquer à l'embouchure du Pe-Tang-ho et prendre à revers les forts de Ta-Kou.

Après la guerre, Tche-fou devint un port ouvert au commerce international, aussi les Anglais durent-ils chercher sur la côte du Chan-toung un autre point d'appui. Ce point, ils le trouvèrent à l'est de Tche-fou, à Wei-hai-wei, qu'ils obtinrent à bail, lorsque les Japonais évacuèrent la place. Dans une autre région, c'est-à-dire dans le sud même de la Chine, une nouvelle portion de la péninsule de Kaou-loun, en face de Hong-Kong, qui avait été cédée à ^{p12.820} l'Angleterre par la convention de Péking du 24 octobre 1860, était reportée plus au nord, de façon à mettre en communication Deep et Mirs Bay, et à faciliter ainsi les moyens de transport vers Canton.

Les Français. — La France obtenait un avantage semblable avec la cession à bail (5 avril 1898) de Kouang-tcheou-ouan, baie de la péninsule de Loui-tcheou, qui ferme à l'est, avec l'île de Hainan, le golfe du Tong-King, au fond duquel se trouve Pak-hoi, port ouvert au commerce étranger, que nous ne pouvions demander, mais d'où nous pourrions tracer un chemin de fer vers le Si-Kiang. L'assassinat récent des enseignes de vaisseau Koun et Gourlaouen (13 novembre 1899) a amené, à la fin de l'année dernière, une intervention de la France dans la région et la demande d'une indemnité de 200.000 francs, qui a été accordée par la Chine. La cession de chemin de fer de Lao-Kaï à Yun-nan-fou était également obtenue, ainsi que nous le marquons ailleurs. Nos réclamations au sujet de l'augmentation de la concession française de Chang-Haï viennent d'être admises, malgré l'opposition d'autres puissances occidentales. Le déplacement du dépôt mortuaire des gens de Ning-Po, que des raisons sanitaires, plus encore que des raisons politiques, nous faisaient désirer de transporter en dehors de notre concession de Chang-Haï, avait amené une émeute populaire des Chinois, le 3 mai 1874, émeute qui s'est renouvelée le 16 juillet 1898 : nous ne pouvons que dire que la question chinoise, au point de vue français, comporte l'examen complet de nos intérêts dans les provinces méridionales les plus rapprochées du Tong-King et du Laos, la mise en communication de ces provinces avec le Kiang par l'intermédiaire de nos industriels ; c'est-à-dire ne pas considérer ce grand fleuve comme

rentrant dans la zone d'influence de la Grande-Bretagne, nos intérêts à Chang-Haï, ceux des Russes à Han-Keou, tenant suffisamment en balance ceux des Anglais. Il est nécessaire encore de ne pas oublier de relier cette région du Kiang soit commercialement, soit politiquement avec le nord de l'empire qui, dans la pratique, est russe. Si la Chine doit être démembrée, *The Break-up of China*, suivant l'expression de Lord Charles Beresford, la France ne doit pas ^{p12.821} rester indifférente, ni se laisser arrêter dans ses desseins par des rivaux plus audacieux que scrupuleux.

Les Italiens. — Les intérêts italiens sont surtout représentés en Chine par les missionnaires capucins et les prêtres des Missions étrangères de Milan dans les provinces du Ho-nan, du Chen-si, du Chan-si, du Hou-pé, du Hou-nan et du Chan-toung septentrional. Les demandes des autres puissances poussèrent le ministre d'Italie à Péking, M. de Martino, à adresser au Tsong-li-yamen, le 28 février 1899, une demande de cession de la baie de San-men, dans la province de Tche-Kiang, entre Ning-po et Wen-tcheou. On se souvient que M. de Martino fut rappelé de Péking par son gouvernement. Le peu d'appui donné par quelques puissances occidentales à l'Italie, l'hostilité très marquée de la Chine dans cette circonstance, ne permirent pas au nouveau ministre plénipotentiaire, M. Salvago Raggi, d'obtenir la cession à bail du territoire convoité ; il est juste d'ajouter que le cabinet italien, depuis sa dernière crise, n'était pas favorable à des aventures dont le résultat était douteux.

Missions commerciales. — Au lendemain de la guerre sino-japonaise et de la signature du traité de Shimonoseki (17 avril 1895), il était urgent d'étudier à nouveau l'état économique du Céleste Empire en général et de ses provinces moins connues en particulier. La chambre de Commerce de Lyon prit l'initiative de cette enquête. La mission lyonnaise, dirigée par le consul E. Rocher (25 septembre 1895-3 mai 1896) et par M. Henri Brenier (3 mai 1896-28 novembre 1897), comprenait un médecin de la marine, le D^r R. Deblenne, quatre

délégués de la chambre de Commerce de Lyon : MM. C. Métral (soies et soieries), R. Antoine (soies), P. Duclos, ingénieur civil des Mines, L. Sculfort (commerce général et banque), des délégués des chambres de Commerce participantes : Marseille, MM. A. Grosjean (commerce général) ; Bordeaux, L. Rabaud (commerce général) ; Lille, A. Vial (filature de lin, constructions mécaniques) ; Roubaix, A. Waeles (laines et lainages) ; Roanne, J. Riault (cotonnades), et un ingénieur hydrographe, M. A. Perre. On reprenait ainsi la tradition inaugurée, en 1843 lors de l'ambassade de M. T. de Lagrené. Le Yun-nan, le Kouei-tcheou et le Se-tchouen furent l'objet d'études approfondies, tandis que le Hou-nan, le Kouang-si et le Kouang-toung furent visités moins en détail. La Grande-Bretagne a imité l'exemple de Lyon ; le consul-général Byron Brenan a inspecté les ports ouverts de Chine et de Corée ; la chambre de Commerce de Blackburn a fait faire une enquête par le consul F.-S.-A. Bourne et deux autres personnes ; les Japonais ont étudié Tchoung-king et le Kiang. Nous devons considérer la mission de Lord Charles Beresford, qui a quitté l'Angleterre le 23 août 1898, comme politique plutôt que commerciale : le résultat de cette mission a été la publication du gros volume intitulé : *The Break-up of China*.

Chemins de fer. — Le premier essai de chemin de fer en Chine eut lieu entre Chang-Haï et Wou-song, c'est-à-dire sur une étendue d'environ quatre lieues (1876). La guerre sino-japonaise et l'influence de Li Hounng-tchang permirent de construire un réseau dans la province de Tche-li. Une nouvelle ligne a été commencée en 1897 entre l'arsenal de Kiang-nan et la ville de Wou-song. Un groupe franco-russe, représenté par la Banque russo-chinoise, a obtenu, par contrat du 21 mai 1898, la permission d'exploiter les mines de la partie nord de la province de Chan-si et de relier par un chemin de fer les villes de Tchong-Ting et de Tai-youen-Fou. Des avantages accordés à un syndicat dit de Péking, composé de capitalistes anglais et italiens, en accordant à la même époque l'exploitation des mines du sud de la même province puis plus tard, le 21 juin 1898, les mêmes avantages

dans les préfectures du Ho-nan au nord du fleuve Jaune, leur reconnaissaient également le droit de construire des chemins de fer.

En 1895, la petite ligne du Tche-li, destinée à l'exploitation des mines de charbon de Kai-ping, rachetée par le gouvernement impérial, fut étendue et forma la voie Tien-tsin-Péking, de 135 kilomètres, ouverte en septembre 1897. De Péking, une autre ligne va à Pao-ting, capitale de la province du Tche-li ; une ligne va de Tien-tsin à Chang-Haï-Kouan, première passe de la Grande Muraille et route de la Mandchourie. Un grand chemin de fer, désigné sous le nom de Grand Central, devra relier ^{p12.823} Han-Keou sur le Kiang, à l'embouchure du Han, à Péking, et doit être construit par un syndicat franco-belge ; ce Grand Central doit être continué de Han-Keou à Canton par les Américains (contrat du 14 avril 1898). Une autre grande ligne sera celle qui doit relier Tien-tsin à Tchen-Kiang, sur le Kiang, en longeant la route du Canal Impérial, cédée aux Anglais, mais avec des avantages accordés aux Allemands, dans la traversée du Chan-toung. Les Allemands, qui ne restent pas indifférents à la ligne précédente, ont obtenu dans le Chan-toung les lignes de Kiao-tcheou à Wei-h'ien et Tsinan avec retour au même point par Yi-tcheou. Depuis le mois d'août 1898, le chemin de fer marche à nouveau de Chang-Haï à Wou-song. Les chemins de fer mandchouriens reviennent à la Russie et le transsibérien, au lieu de suivre la rive gauche du fleuve Amour, en coupera la boucle sur la rive droite, et une de ses branches passera à Moukden pour aller à Port-Arthur. La France avait obtenu (20 juin 1895) que les voies ferrées entre l'Annam et la Chine lui seraient concédées, c'est-à-dire celle de Hanoï à la porte de Chine, prolongée jusqu'à Long-tcheou, Nan-ning et Pese, sur l'une des branches du Si-Kiang (juin 1896 et 1897) ; celle de Pakhoï au Si-Kiang, les villes de Wou-tcheou et Nan-ning pourront être choisies comme points d'arrivée sur ce fleuve (mai 1898) ; enfin, en avril 1898, nous obtenions le droit de construire un chemin de fer à partir de notre frontière du Tong-King à Lao-Kay, à travers le Yun-nan jusqu'à la capitale de cette province. Les Anglais cherchent à nous faire concurrence dans cette région par un

projet qui permettrait de rejoindre Mandalay, capitale de la Birmanie, par Koun-loung-ferry, frontière chinoise, à Tching-tou, capitale du Setchouen.

Coup d'État de septembre 1898. — Les velléités de libéralisme de l'empereur, l'appui qu'il donnait aux idées progressives venues de l'Occident, des projets qui semblaient prématurés, permirent à l'impératrice douairière Tse-hi de reprendre, le 21 septembre 1898, les rênes du gouvernement. Voulant montrer en même temps que son attitude n'était pas hostile aux étrangers, le 15 décembre 1898, Tse-hi recevait en audience officielle les femmes des ministres accrédités à la Cour de ^{p12.824} Pékin. Tout récemment, nous avons entendu des bruits que l'empereur avait abdiqué ou même s'était suicidé ; en réalité, coutume qui n'a rien d'extraordinaire dans l'empire du Milieu, on a choisi comme héritier présomptif le prince Pou-tsiun, âgé de neuf ans. Ce ne serait, d'après quelques rigoristes chinois, que la réparation de l'usurpation qu'elle commit pour avoir la régence, en faisant choisir comme empereur Kouang-Siu au détriment d'un autre prince Pou. Li Houg-tchang, pour lequel elle avait créé un ministère du Commerce, a été envoyé à Canton comme vice-roi des deux Kouang. Il serait prématuré de vouloir dire, dans les circonstances actuelles (1900), ce que réservent de surprises à la politique européenne les mystères de l'administration chinoise. Il nous est toutefois permis de penser actuellement — nous disons « actuellement » — que ni les intérêts de la France, s'ils sont bien conduits, ni surtout ceux de la Russie ne seront lésés.

@